INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 290
12 juin 1989

SPECIAL CHINE

IRAN
L'après Khomeiny

ARGENTINE
Emeutes de la faim

POLOGNE
Déroute de la bureaucratie

20 FF - 5 FS - 100 FB

EXCLUSIF :

Chroniques de Pékin de notre envoyé spécial Laurent Carasso

Interview de Roland Lew

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.
Editée par Presse-Edition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 290
Du 12 juin 1989

SPECIAL CHINE (36 pages)

3 Chroniques de Pékin
Laurent CARASSO
8 Les racines du mouvement étudiant
Entretien avec G. BUSTER
10 Le développement de l'entreprise privée
Zhang KAI
12 Points de repères historiques
CHRONOLOGIE
13 Un tournant historique
Entretien avec Roland LEW
20 Réformes marchandes et pénurie
Lin FENG

22 **EN BREF :**
FRANCE : Mobilisation contre le sommet des 7 pays industrialisés ; MEXIQUE : Fin de la grève de la faim ; AFRIQUE DU SUD : Sauver les 26 d'Upington !

23 ARGENTINE
L'heure de la colère !
Cecilia GARMENDIA
24 Le *"Caracazo argentino"*
Entretien avec Silvia DIA (député du MAS)
26 Déclaration du Parti ouvrier
DOCUMENT

27 IRAN
Le chant du cygne du khomeinisme
Salah JABER

30 POLOGNE
Victoire encombrante pour Solidarité
Cyril SMUGA
31 *"Rien ne sera plus comme avant"*
Adam MICHNIK
32 *"Les moines adopteront-ils les bébés abandonnés ?"*
Zbigniew KOWALEWSKI

36 CHINE
Contre-révolution bureaucratique
DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Ne manquez pas le prochain numéro d'*Inprecor* :

Spécial Amérique centrale

10e anniversaire de la révolution sandiniste
Les débats dans la gauche salvadorienne
Cuba et la politique étrangère soviétique
La politique des Etats-Unis en Amérique centrale

ABONNEMENT
24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal ..... Pays .....

Abonnement ❑ Réabonnement ❑

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

"Le peuple est le véritable héros"
Mao Zedong

Chroniques de Pékin

NOTRE ENVOYE SPECIAL à Pékin, Laurent Carasso, a suivi, d'heure en heure, les massacres de Tiananmen et le rétablissement de "l'ordre bureaucratique". Ses chroniques, que nous publions ici, constituent un témoignage poignant de cette tragédie historique qu'a été l'écrasement du Mai 89 chinois. Ces images de la vie quotidienne dans Pékin, occupé par les chars de "l'Armée populaire de libération", montrent que malgré la répression et la terreur, le peuple chinois, brisé, vaincu, n'est pas pour autant prêt à abandonner son aspiration à la liberté et à une démocratie authentiques.

Laurent CARASSO

Samedi 3 juin :

4 morts tués par des camions. Attaques le matin et à 14 heures, de soldats à pied, sans armes. Ils sont encerclés par la foule refluant vers le palais du gouvernement. La première attaque violente entre l'Assemblée et le siège du gouvernement fait 40 morts ; camionnettes et bus gisent renversés sur la place ; la foule encercle le palais du gouvernement. L'après-midi et le soir, étudiants et foule nombreuse sur la place, très calmes, curieux, mais fort sentiment de mobilisation, familles entières, enfants dormant derrière les vélos, vieux assis au bord de la rue, marchands de limonade. *"Revenez ce soir, il y aura beaucoup de monde !"* Un jeune se promène en exhibant un casque. Les jeunes soldats, gênés sont invectivés par la foule.

Nuit de samedi à dimanche :

Les troupes rassemblées autour de Pékin convergent vers Tiananmen essentiellement par l'Ouest. A tous les principaux carrefours de la ville, la population a dressé des barrages avec des camions et des bus pour empêcher la progression des troupes. Les parachutistes interviennent refoulant les étudiants hors de la place.

Mais en même temps, l'armée — tanks et infanterie — prend possession de l'ensemble de la place faisant un carnage parmi la population.

Le lendemain, le personnel hospitalier estimera les pertes au total à au moins 1 500 morts et 10 000 blessés. Les premiers blessés légers qui arrivent dans les hôpitaux sont des soldats blessés par balle ; ensuite, les civils grièvement blessés ou quasi morts, certains écrasés par les chars, d'autres abattus par des tireurs d'élite entre les deux yeux ou au cœur.

Dimanche 4 juin :

Durant tout la journée, la population se masse sur l'avenue Dongchang'an qui mène à la place. Une ronde de vélos incessante et des centaines de gens restant au contact du barrage de l'armée. Des tireurs d'élite sortent de l'ombre et tirent sur la foule. sont emportés d'urgence vers l'hôpital sur les tricycles... et immédiatement après les gens reviennent au contact, la ronde des vélos reprenant sur l'avenue Dongchang'an. Une incroyable sérénité sur les visages. Pas de cris ou de mots d'ordres, pas de manifestants armés. Seuls quelques cris de *"Li Peng fasciste !"* Près du barrage de l'armée, des gens me disent en anglais : *"Ils sont devenus fous ! Il y a au moins un millier de morts sur la place !"*

A l'hôpital où des matelas ont été mis par terre pour accueillir les blessés, la situation est dramatique, hallucinante. Les infirmières ne cessent de pleurer en soignant les blessés. Le directeur du centre de soins intensifs, effacé, membre du parti, est écœuré : *"99% du Parti est contre ce qui se passe. Ils sont fous. Je ne crois plus à rien."*

Jusqu'à 19 heures, aucun communiqué, aucune déclaration officielle. Le bruit court depuis plusieurs jours que Deng est mort ou à l'agonie (il n'est pas réapparu depuis la visite de Gorbatchev).

Autour de Pékin, aux carrefours, de nombreux barrages sont encore en place, et plusieurs camions militaires ont été abandonnés et continuent de brûler.

Dans chaque quartier, les gens se rassemblent aux carrefours, discutent de la situation, écoutent les témoins. Des femmes pleurent. Toute la journée d'hier, le cadavre d'une petite fille de 9 ans, tuée par l'armée, a été exhibée par la population. Un soldat a été lynché à un carrefour.

Dans la soirée de dimanche, dans le quartier des universités, des camions ont été bloqués et une vingtaine de soldats emmenés avec armes et bagages dans une faculté.

A 12 heures, un communiqué du gouvernement a intimé l'ordre à la population de dégager la ville, de cesser les attroupements et de libérer les otages.

Apparemment, durant la journée de dimanche, seule la place Tiananmen était réellement investie. Pas d'autre point de fixation de troupes, sauf à l'Ouest et au Sud.

D'après des témoins, dans le centre sidérurgique de Shougang qui regroupe 300 000 personnes, 400 ouvriers ont été arrêtés ainsi que la direction du syndicat indépendant. Ces ouvriers, dont plusieurs groupes étaient aux côtés des étudiants samedi soir, s'étaient solidarisés avec eux au lendemain de la venue de Gorbatchev, ceci malgré un déplacement personnel de Li Peng et Zhao Ziyang, qui leur avaient demandé de soutenir le gouvernement. En vain.

Malgré cela, le communiqué, lu en voix *"off"* à la télévision, ne parlait que d'un *"tout petit, tout petit groupe de contre-révolutionnaires qui ont été réduits."*

Nuit de dimanche à lundi :

L'armée a accentué sa pression, prenant position dans plusieurs carrefours d'accès au centre ville. De la place Tiananmen, les tanks et les V.T.T (véhicules de transport de troupe) ont effectué une sortie pour dégager l'avenue Dongchang'an, ainsi qu'une colonne militaire, bloquée depuis la veille près du magasin de l'Amitié. Au vu des barricades et des impacts visibles le lendemain, ce dégagement a été violent et plusieurs rafales de mitrailleuses ont été entendues.

De dimanche à lundi, les tirs à la mitrailleuse ont continué dans plusieurs quartiers et 50 chars sont venus en renfort sur la place qui est le seul point de concentration de l'armée dans le centre.

La population est visiblement mobilisée d'une façon massive et l'armée apparaît isolée. La ville est toujours couverte de tracts collés sur les murs et de graffitis à la craie, par terre ou sur les murs.

Pas un seul dirigeant de premier niveau n'est apparu à la télévision depuis vendredi soir, seulement le communiqué du maire de Pékin, Chen Xi tong, en image fixe à la télévision.

Lundi 5 juin :

Les tirs sporadiques et les mouvements de chars et de V.T.T continuent. 13 heures : spectacle hallucinant. Alors qu'une colonne de chars avançait le long de l'avenue Dongchang'an vidée des manifestants, un homme seul s'est posté devant un char, l'empêchant d'avancer ou même de le contourner, escaladant la tourelle pour discuter avec le conducteur du char, immobilisant ainsi plusieurs minutes la colonne de char, avant d'être emporté de force sur le trottoir, apparemment par des manifestants.

Depuis, des fusillades éparses continuent et deux hélicoptères surveillent les artères... Les étudiants étrangers des pays de l'Est et de plusieurs pays occidentaux ont été rapatriés dans leur ambassade.

Visiblement même si l'armée a réussi à dégager Tiananmen, la loi martiale n'est toujours pas réellement appliquée dans Pékin, et la population ne s'estime pas à genoux.

Quelques jours après l'arrivée de Gorbatchev, le 15 mai, les diverses corporations (employés des banques, des ministères, enseignants...) étaient entrées successivement en grève, manifestant en cortèges avec leurs banderoles, dans l'ordre. Par la suite, ce fut un déferlement populaire, ce qui confirme un bruit qui circule selon lequel, lors de la venue de Gorbatchev et avant la déclaration de la loi martiale, Zhao Ziyang aurait soutenu en sous-main l'insurrection.

Lundi, en roulant à vélo avec les Chinois, beaucoup m'arrêtaient, certains me disaient en anglais *"aidez les Chinois !"*. Même chose dans les petits restaurants des rues avoisinantes où tous tenaient à parler de la situation.

A noter l'attitude gênée de la police vis à vis des étrangers. Venus confisquer les pellicules dans une chambre où j'étais au Beijing Hôtel, avec l'équipe de TF1, ils n'ont osé ni arrêter, ni expulser les journalistes, ni confisquer le matériel ou réellement fouiller la chambre, alors que toute prise de vue est une infraction à la fameuse loi martiale.

En revanche, toujours aucune nouvelle de la direction des étudiants qui est quelque part dans Haidian (quartier des universités au nord-ouest de Pékin).

Lundi soir :

Vers le nord de Pékin, sur Andingmennei Dajie, il y a très peu de vélos ; contraste saisissant avec le spectacle du soir de mon arrivée. Rideaux baissés, portes entrouvertes, quelques petits groupes discutent doucement.

Au restaurant où je mange, un homme s'asseoit en face de moi et avec quelques mots d'anglais manifeste sa consternation ... sans que je puisse évidemment discuter en *putonghua* (chinois mandarin) !

Je voulais changer d'hôtel (pour passer de 100 à 46 yuan la nuit) mais la réceptionniste, désolée, me dit que la caissière des changes n'est pas venue travailler, car elle habite au nord de Pékin... Je met mon sac sur le porte-bagage de mon "hirondelle" et je redescend pour traverser Pékin, vers le Sud. Le carrefour de l'avenue Dongchang'an est désert et silencieux. Sur Chongmenmai Dajie, il y a plus de monde en vélo, des gens roulant à ma hauteur évoquent par gestes le massacre et leur désapprobation.

Longeant la place Tiantan (le temple du Ciel), je vois un V.T.T. calciné, entouré de pierres. Devant les grilles mêmes de Tiantan, il y a un attroupement pour observer l'intérieur du parc, où des détachements militaires ont pris position.

Plus loin, sur le pont de Yongdingmen, on aperçoit encore des carcasses de bus ; en direction de la gare et du dépôt des bus, on voit des vélos-transporteurs, les mêmes qui, les jours précédents, jouaient le rôle de messagers et d'ambulanciers emportant les blessés sur leur plate-forme.

Mardi 6 juin :

Les rues et les avenues sont calmes. L'armée ne se montre pas. Dans les grandes avenues, en revanche, les grands magasins de confection ou d'approvisionnement ont presque tous les rideaux baissés, le personnel est devant la porte.

Comme la veille, aucune activité professionnelle n'a encore repris. Les grues des nombreux chantiers de Pékin sont immobiles, il n'y a pas de métro, ni de bus, ni de bureaux ouverts. Depuis dimanche, les étudiants ont appelé à la grève générale, mais il est clair que l'arrêt total de la vie de Pékin tient à de nombreux facteurs : la protestation directe contre le coup de force, le deuil, le traumatisme, etc. Sur les bus calcinés qui encombrent toujours les carrefours, au milieu des gravats, sont parfois accrochées des couronnes de fleurs blanches en papier, en signe d'hommage aux victimes des affrontements.

Je passe par les rues marchandes près de Qianmun, où l'on remarque plus d'animation autour des magasins d'alimentation : parfois des queues, mais aucune interruption d'approvisionnement ni visiblement de crainte qu'il s'en produise. Les gens sont calmes. La Dongchang'an, toujours placée sous la visée des tanks (dont le nombre a certainement dépassé les 50) qui occupent Tiananmen, est tout aussi calme . On n'y voit plus la ronde incessante, ni l'attroupement typique des derniers jours, au-

tour des soldats. En allant dans l'autre sens, vers l'Est de la capitale, la Jianguomennei est toujours un gymkhana, avec des barrières brisées, des gravats, des bus brûlés : il ne reste qu'un étroit passage libre, pour le défilé silencieux des vélos.

Plus à Est, à Jianguomen, le pont au dessus de l'avenue qui fait le tour du centre de Pékin est entièrement occupé par les tanks et l'infanterie, kalachnikov en garde. Il n'y a plus aucun signe de discussion parmi les gens qui circulent impassibles. La crainte et la rancœur motivent cette réaction.

Pendant ce temps, les ambassades sonnent le tocsin pour leurs ressortissants résidants à Pékin. Les étudiants étrangers de Beida, l'Université de Pékin, se voient obligés de quitter leurs chambres et de regagner leurs pays respectifs. Curieusement, l'Europe de l'Est a été la première à initier ce mouvement.

Les mêmes ambassades confirment les mouvements de troupes de Shangaï et Shangchun vers Pékin. La 38e armée, composée de 20 000 hommes (l'armée de la guerre de Corée), approcherait au Sud-Ouest de la capitale, soit pour remplacer soit pour s'opposer à la 27e qui occupe Pékin avec 200 000 hommes.

L'après-midi :

Un silence lourd et obsédant pèse sur Tiananmen. Quelques rares cyclistes continuent à circuler dans un calme oppressant, brisé seulement par le bruit des deux hélicoptères qui multiplient les allées et venues. Ils se dirigent vers l'Ouest, d'où proviennent, assourdis, des coups de canons.

Les rumeurs n'ont cessé de se multiplier sur la mort de Deng, victime d'un cancer... et sur celle de Li Peng, qui aurait été la cible d'un policier, exécuté sur-le-champ avec sa famille. Les murs sont toujours couverts d'inscriptions faisant état de ces "nouvelles" ou même du désavœu de la majorité des membres du Parti au coup de force et au bain de sang.

La seule déclaration gouvernementale, jusqu'à mardi soir, restait le communiqué du maire de Pékin. Enfin, à 19 heures, la télévision d'Etat montrait des images sélectionnées des affrontements, insistant sur la lapidation d'un camion militaire par un petit groupe de manifestants, ainsi que sur le "chaos" régnant à Pékin, avec les rues jonchées de pierres, de débris et de bus éventrés.

Dans la foulée, le porte-parole du gouvernement faisait une longue déclaration, tirant le bilan de ce qui lui apparaît sans doute comme le nouvel *"incident contre-révolutionnaire de Tiananmen"* (le précédent est l'émeute du 5 avril 1976, lors de l'hommage rendu à Zhou Enlai, qui se transforma en critique du maoïsme, ndlr). Le bilan fourni par le gouvernement est indécent : 400 morts au total (civils et militaires) dont 23 étudiants ; 5 000 soldats blessés ; 2 000 civils blessés ; 50 militaires portés disparus. Quant à la rumeur sur la mort de Deng Xiaoping, elle a été fermement démentie à la télévision.

Le nom de Li Peng n'est plus cité, c'est Qiao Shi, membre du comité permanent et responsable de la Sécurité (ayant la mainmise sur la Gong'anju, la redoutable police de la sécurité publique) qui est félicité par la cour suprême. "Conservateur", il a été élu au comité permanent à la suite du congrès du PCC de 1987, avec Li Peng (responsable de la commission de discipline, il se serait fait une place intermédiaire entre les principales fractions du Parti et aurait été mis en avant après l'éviction de Zhao Ziyang. C'est du moins le bruit qui circule mercredi à Pékin). Le gouvernement appelle le peuple de Pékin à aider l'armée pour arrêter la corruption et le chaos et chasser les membres du *"petit groupe contre-révolutionnaire"*.

Ces communiqués et reportages seront passés à la télévision mardi soir et pendant toute la nuit, alors qu'au loin résonnent toujours des cannonades.

Mercredi 7 juin :

Les bruits de cannonades ont cessé, mais la circulation de l'armée à Pékin s'accentue. Des centaines de camions partent vers l'Est de Tiananmen, suivis de longues colonnes d'infanterie. Des camions sillonnent les rues. Remontant sur Yongdingmen, je suis stoppé, ainsi que d'autres centaines de cyclistes, par une longue colonne de soldats, qui tirent quelques coups de feu. Les laissant derrière et allant vers Tiananmen, je vois soudain les deux files des vélos devant moi, se déporter vivement dans les petites rues adjacentes, à l'approche d'un camion. Les multiples morts des derniers jours, au passage des camions, ont engendré une prudence qui tranche avec l'insouciance des jours précédents.

Au moins aussi prudent qu'eux, je suis aussi parti dans une rue parallèle pour me mettre à l'abri. Paradoxalement, tout le monde rit, imitant d'un geste une rafale de mitraillette. Ce danger passé, chacun reprend la rue. Du coup, je suis entouré d'une vingtaine de passants qui me montrent le camion s'éloigner et expriment, par gestes, le désir que ce qui se passe soit filmé et raconté à l'extérieur ; *"fascisme"*, insistent-ils, en faisant le geste de mitrailler.

Visiblement, les signes d'affrontements ou de heurts entre fractions de l'armée ont cessé autour de Pékin. La police urbaine a fait sa réapparition et les débris de véhicules commencent à être dégagés des avenues. L'armée est beaucoup plus présente, en position à plusieurs carrefours et en patrouille. Les gens stationnent hors de sa portée et lui jettent des regards méfiants.

Même dans les petites rues, les gens sont attentifs aux bruits et aux mouvements. Pour la première fois depuis cinq jours, l'armée quadrille réellement les grandes avenues, à pied, en vélo et en camion. L'Hôtel de Pékin, à trois cent mètres de la place Tiananmen, semble porter le deuil de la politique d'ouverture de Deng. La moitié de sa splendide batterie de huit ascenseurs a été mise hors service et ses fastueux couloirs sont déserts. Américains et Japonais ont disparus, seuls restent, pour quelques heures encore, des équipes de journalistes qui vont progressivement se transférer vers des hôtels moins exposés à la pression de l'armée. D'ailleurs, la direction de l'hôtel a purement et simplement fermé tous ses restaurants et services d'alimentation (l'armée s'installera directe-

Déclaration de l'Association autonome des ouvriers de la ville de Pékin

CET APRES-MIDI le secrétariat permanent de l'Association autonome des ouvriers de la ville de Pékin convoque une réunion urgente. Dans la situation actuelle, la mission que nous allons remplir appelle à une réunion particulièrement urgente. Les membres du secrétariat, dans la situation présente, ont peaufiné la direction des équipes. Ils ont créé des cellules, un secrétariat général, un secrétariat à la propagande, un à l'intendance et un chargé des contacts.

Premièrement, l'Association est une organisation spontanée des ouvriers de la capitale, correspondant à la situation d'aujourd'hui. Son but est, sur les rails de la démocratie et du système légal, d'aller diriger correctement ce mouvement patriotique et démocratique. Il accueille tout ouvrier de la capitale et chaque syndicat des *danwei* (voir page 6) des usines et des mines pour adhérer activement à notre organisation syndicale.

Deuxièmement, suivant la situation actuelle, l'assemblée générale décide spécifiquement que :

1- La tâche à l'ordre du jour des équipes d'inspecteurs ouvriers est d'agir en coordination avec les associations autonomes d'union des étudiants, d'assurer la protection et la vie des camarades étudiants et la stabilité de l'ordre social dans la ville de Pékin.

2- En même temps qu'il maintiennent la tranquillité politique et sociale, ils garantissent l'acheminement et le transport des produits nécessaires à la vie courante de Pékin, légumes et céréales, ainsi que des objets manufacturés courants. ■

Le 21 mai 1989
l'Assemblée plenière du comité permanent de l'Association autonome des ouvriers de la ville de Pékin.
October review

ment dans l'hôtel jeudi matin). Paradoxalement, l'hôtel de prédilection pour les étrangers devient le Palace Hôtel, véritable hôtel de grand luxe, *joint venture* entre l'armée chinoise et les Philippines (l'armée s'est reconvertie, en partie, dans une action économique directe depuis le milieu des années 80).

En fin de matinée, on assiste à un *"défilé patriotique"* à partir de la place Tiananmen. Entourés de soldats, mitraillette en bandoulière, défilent des miliciens aux brassards rouges, symbolisant la fameuse union du peuple et de l'armée. Quelques Pékinois regardent inquiets, redoutant de voir ces spécialistes des règlements de compte dans chaque *jiedao weiyuanhui* (comité de quartier) ou dans la *danwei* (unité de production), à laquelle est rattaché chaque travailleur. Ces deux organes contrôlent la vie de chaque Chinois, surtout dans les villes.

Prétendument cellule de base du pouvoir politique du peuple, la *danwei* est le socle capillaire du pouvoir du parti. Parallèlement, cette structure joue un rôle social veillant à l'éducation, à la santé et à toute la vie de ses membres. Dernier détail, c'est la *danwei* qui distribue les tickets de rationnement, notamment pour l'achat de céréales ou d'huile.

En un mot, avec ce défilé, tout le monde craint une répétition de 1976. A l'époque, les comités de quartiers jouèrent leur rôle de délation et les *danwei* organisèrent des assemblées générales dans les entreprises, pour demander des comptes aux travailleurs qui avaient pris part aux manifestations et à la résistance. En pratique, pour l'instant, l'armée nettoie... les carrefours.

Diverses rumeurs circulent au sujet de la lutte fractionnelle au sommet, mais, pour paraphraser Deng, *"que le chat soit blanc ou noir, peu importe"*... le peuple n'a rien de bon à en attendre !

Jeudi 8 juin :

Impression contrastée. On remarque une apparente et très partielle reprise de l'activité. Quelques bus. Les chantiers fonctionnent à nouveau. Il y a davantage de monde dans les rues ; quelques grands magasins, essentiellement d'alimentation, ont relevé leurs rideaux ; d'autres, une table devant l'entrée, ne vendent que sur le pas de la porte.

L'armée s'est installée dans de nombreux bâtiments publics. Les soldats montent la garde en plusieurs points de la ville, dans les carrefours "stratégiques", et de nombreuses patrouilles sillonnent les rues. Des convois légers, mitraillettes à l'extérieur, continuent à parcourir les rues sans qu'il soit possible de donner une signification à ces déplacements. Des bruits de canons parviennent encore à Pékin.

Apparemment, donc, une vie normale reprend très lentement (mais la majorité des bus sont restés dans les dépôts), l'impression de "détente" étant rendue plus grande par un ciel bien degagé qui contraste avec le ciel gris des derniers jours. Mais cette impression est contredite par le maintien d'une grande mobilisation de l'armée et par les concentrations de soldats stationnant aux carrefours. Les autorités veulent montrer que "l'ordre règne" et que l'heure est au nettoyage. Dans tous les sens du terme, puisque des équipes continuent à degager les artères, notamment aux abords de Tiananmen et tout au long de Dongchang'an, dont plusieurs parties ont été rendues à la circulation. La télévision a montré ces images de nettoyage en proclamant la victoire de l'armée sur *"un petit groupe de hooligans contre-révolutionnaires"*, et les communiqués officiels annoncent l'exclusion du Parti de ceux qui ont pris part à *"l'incident contre-révolutionnaire"*.

Vendredi 9juin :

Tout confirme que les conflits au sommet du pouvoir sont en train de se régler. Le mot d'ordre du gouvernement est le retour à l'ordre, à la vie normale, dans Pékin. Toutefois, si une partie des bus tournent normalement et que les queues se reforment aux arrêts, beaucoup restent encore dans les dépôts et le métro est toujours fermé. De même, une partie seulement des magasins ont rouverts leurs portes, souvent, pour les plus grands d'entre eux, sans relever complètement leurs grilles. De nombreux bâtiments administratifs sont toujours fermés tandis que d'autres, comme la Banque de Chine, ont rouvert.

Activité de retour à la normale donc, mais très ralentie, sans qu'il soit clairement possible de faire le pont entre la mise en œuvre du mot d'ordre de grève lancé depuis dimanche et une volonté précise du pouvoir de franchir des étapes dans la relance de l'activité. Dans tous les cas, il est clair que le pouvoir procède par palier et l'armée, toujours aussi nombreuse en ville, reste sur le qui-vive. La crainte de francs-tireurs et de manifestations de résistance, même si elle n'a été confirmée par aucun fait spectaculaire, en dit long sur le rapport de force qu'avait réussi à créer le mouvement, et la peur qu'a le pouvoir de la population.

Néanmoins, tout est fait par l'armée et la milice pour démontrer ce retour à la normale. En ville pratiquement tout a été nettoyé ; les carcasses brûlées ont toutes été dégagées et symboliquement, la grande avenue qui longe Tiananmen a été, sinon ouverte à la circulation des cyclistes, laissée à celle des bus (ce qui permet de voir qu'à peu près une centaine de chars et de V.T.T occupent toujours l'esplanade).

L'armée a également livré farine, huile et légumes aux magasins, et circule en permanence. De nombreuses colonnes paradent dans le centre ville et les soldats sont toujours présents à tout carrefour important... accompagnés de miliciens témoignant *"du soutien du peuple au régime"*. Elle atteint visiblement, mais très partiellement son but : celui de se montrer sous un aspect débonnaire, les gradés blaguant avec les passants... pour effacer l'image de la

工人宣言

Déclaration des ouvriers

La classe ouvrière est la classe la plus avancée, dans le mouvement démocratique nous devons incarner la force de choc.

La République populaire de Chine est sous la direction de la classe ouvrière, nous avons le droit de chasser tous les tyrans.

Dans la production, les ouvriers ont parfaitement compris l'intérêt du savoir et des techniques. C'est pourquoi nous refusons absolument que les étudiants et le peuple élevés subissent des outrages.

Détruire la tyrannie et la dictature, promouvoir la démocratisation de l'Etat sont un devoir auquel nous ne pouvons nous dérober.

Notre force prend sa source dans notre unité, notre succès dans notre inébranlable conviction.

Dans le mouvement démocratique, *"nous n'avons que nos chaînes à perdre et tout un monde à gagner"*. ■

21 mai 1989
Comité provisoire de l'Union autonome des ouvriers de la capitale.
October review

boucherie de samedi soir de la mémoire de tous les Pékinois. Mais l'assurance a des limites ; plusieurs fois, j'ai vu de jeunes soldats regarder des attroupements de passants l'air inquiet. Un autre, attardé, rejoint au pas de course sa patrouille. Des soldats juchés sur les camions pleins de choux et de farine circulent, kalachnikov tendue.

Des camions de propagande circulent aussi et les chars se sont faits beaucoup moins nombreux et discrets, même si parfois on en aperçoit, tapis dans des rues perpendiculaires aux artères.Il est clair par contre que le règne de la crainte a commencé pour les travailleurs et les jeunes qui ont participé aux affrontements et aux manifestations.

De nombreuses personnes ont été arrêtées. Certaines arrestations, filmées par la télévision, les montrent comme des *"hooligans contre-révolutionnaires"*, responsables des attaques contre les chars et les V.T.T, sur lesquelles la propagande télévisée s'appesantit à longueur de journée. En contre point, la télévision interviewe longuement les braves citoyens qui se félicitent du "retour au calme" ou une brave dame apportant de la nourriture aux miliciens.

L'insistance à gommer des mémoires *"le trouble contre-révolutionnaire"* se marque par des heures de reportages dix fois répétés depuis hier, qui montrent l'agression du *"petit groupe contre-révolutionnaire"* (mais ce sont des centaines de personnes s'opposant avec des pierres et des bâtons aux tanks et V.T.T qu'est contrainte de montrer la télévision). La loi martiale et le couvre feu sont maintenant assortis de mitraillages.

Pour marquer définitivement la fin de la crise au sommet du Parti, tous les dirigeants de premier niveau (mis à part Zhao Zyiang et Hu Quili), Deng, que la rumeur disait mort, Li Peng qui avait déjà fait une brève apparition hier soir, et Qiao Shi, sont réapparus à la télévision.

Si évidemment aucune voix ne peut s'élever, des proclamations circulent encore et certains parlent d'une nouvelle mobilisation après l'été ou au printemps ; même des actions contre l'armée ne sont pas à exclure dans les prochaines semaines. Simple espoir, peut-être, mais qui montre que malgré le massacre, la volonté de lutter demeure.

Samedi 10 juin :

A Shangaï, le gouvernement a déjà arrêté une dizaine de responsables de l'association indépendante des travailleurs. A Pékin, les arrestations se multiplient, ainsi que les contrôles dans la rue, sans que personne puisse les chiffrer.

La population, dans l'impossibilité de s'opposer dans la rue à l'armée n'a visiblement pas été matée par le bain de sang de Li Peng. Sa seule forme d'expression visible, à ce jour, est une résistance passive dont témoigne l'absence totale de zèle à reprendre le

travail. Le comité de la loi martiale a affiché des appels à la délation avec plusieurs numéros de téléphone. Toute la question est d'apprécier le rapport de force dont dispose le pouvoir pour une répression en profondeur.

Un grand nombre de membres du parti, de comités de quartier, des responsables des unités de travail, ont été partie prenante de ce mouvement.

Aussi, les possibilités, voire la volonté, de remise au pas de ces relais, indispensables à la police secrète, pour la campagne de délation, ne sont pas encore précisées. Quant à la reprise en main dans le parti, on verra dans les prochains jours ou les prochaines semaines quels sont le *"tout petit nombre de dirigeants"* qui seront désignés comme ayant apporté leur appui au *"désordre contre-révolutionnaire"*, mais il faudra sans doute autre chose pour redonner une assise à l'édifice .

L'incroyable niveau d'organisation dans les quartier à Pékin, qui permit au début de la loi martiale, à 2 heures du matin, de rassembler instantanément des centaines de milliers de personne pour bloquer l'armée, qui permit, le 3 juin, de dresser des barrages dans tous les quartiers et d'affronter l'armée avant qu'elle ne parvienne à Tiananmen, peut-il avoir sa prolongation aujourd'hui, dans la clandestinité au moins dans un premier temps ? Beaucoup de voix disent aujourd'hui, à Pékin : *"nous n'avons pas d'armes et pas de dirigeants..."*

L'avenir dira ce qu'il en est au niveau des étudiants comme des ouvriers.

Quoiqu'il en soit, plusieurs indices témoignent que la reprise en main est précaire et que le mouvement sous une forme ou sous une autre pourrait se manifester à nouveau.

De plus, les causes économiques et sociales de ce mouvement sont toujours présentes et le discours chaotique de Deng pour remercier la police et l'armée et pleurer leurs victimes (sans un mot pour les milliers de victimes du massacre) ne font pas office de programme politique et économique.

Huit jours après la prise de Tiananmen, le pouvoir n'apparait toujours pas avoir retrouvé une assise solide. ■

Pékin
11 juin 1989

Projet de programme de l'Union autonome des ouvriers de la capitale

DEPUIS LA MI-AVRIL, dans le mouvement démocratique patriotique du peuple de toutes les nationalités mené par les étudiants, de très nombreux ouvriers chinois manifestent une vive volonté de participation politique, tandis qu'ils reconnaissent ne pas disposer jusqu'à maintenant d'une organisation représentant authentiquement la masse des ouvriers, pour exprimer leur avis. Pour cette raison, nous estimons qu'il est nécessaire de fonder une organisation autonome pour parler au nom des ouvriers et s'occuper de leurs affaires. A cette fin, nous préparons l'organisation de l'Union autonome des ouvriers de la capitale et proposons son projet de programme.

1- Cette organisation doit être une organisation autonome complètement indépendante, dont la formation résulte d'un processus démocratique avec la participation volontaire des ouvriers ; elle ne doit pas subir le contrôle d'autres organisations et doit avoir des rapports d'égal à égal avec les autres associations de masse.

2- L'objet fondamental de cette organisation doit être de présenter l'avis résultant de la volonté du plus grand nombre de la classe ouvrière, en politique et en économie, et non d'être simplement une organisation de bien-être.

3- Cette organisation doit avoir un rôle de surveillance du Parti communiste.

4- Dans les entreprises et affaires de propriété du peuple tout entier et de propriété collective, cette organisation doit avoir le droit de recourir à tous les moyens légaux et appropriés pour surveiller les représentants légaux et garantir que les ouvriers soient les authentiques maîtres des entreprises. Dans les autres entreprises et affaires, elle doit garantir leurs intérêts par la négociation avec les directeurs d'entreprises ou par d'autres moyens légaux.

5- Dans le domaine constitutionnel et légal, cette organisation doit garantir tous les droits légaux à ses membres. ■

Le 21 mai 1989
Comité provisoire de l'Union autonome des ouvriers de la capitale
October review

Les racines du mouvement étudiant

A LA VEILLE du massacre de Tiananmen, *Combate*, le journal de la ligue communiste révolutionnaire, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, a interrogé G.Buster, qui suit depuis plusieurs années les événements en Chine, sur les ressorts internes du mouvement des étudiants et ses relations avec les autres couches sociales.

COMBATE : Quels événements ou expériences sont à l'origine des mobilisations étudiantes ?

G. BUSTER : A mon avis, les racines de l'explosion des étudiants de Pékin doivent être recherchées dans l'échec de la réforme économique entamée par le groupe dirigeant. L'aspect le plus visible de cet échec est une forte poussée de l'inflation, du au déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie, qui a toujours été le problème majeur de la République populaire de Chine.

Le résultat a été une véritable crise sociale, dont on pourrait saisir le premier reflet dans les grèves ouvrières de l'hiver 1988, et d'une façon plus générale , dans l'augmentation des conflits sociaux, dans un contexte marqué par une corruption profonde, une crise des valeurs de la jeunesse et par une pression économique et idéologique croissante des pays capitalistes.

Dans ce contexte, dès le début de l'année universitaire, commence à se développer un mouvement étudiant sous l'influence des professeurs, qui représentent l'aile la plus libérale du courant réformateur et dont une partie importante est liée aux partis démocratiques alliés du Parti communiste. Au début, est posé le problème de l'éducation, à partir duquel sont abordés ceux de l'inflation et de la crise économique dans son ensemble.

Tous les débats qui se déroulent dans le parti se traduisent, sur la base d'un manque de fonds pour le maintien du système éducatif actuel, en des mesures qui frappent les étudiants, à savoir les fils de l'élite, qui ne sont certainement pas dépourvus de formation politique et qui, de par leur éducation, se considèrent comme les responsables de l'avenir du pays.

Comment les étudiants chinois ont-ils appris à se maintenir en tant que mouvement politique, dans la mesure où, de tous les grands mouvements étudiants de 1987 en France, au Mexique et dans l'Etat espagnol, seul le mouvement chinois a eu une continuité ?

— Je parlerais de mouvement social plutôt que de mouvement politique. Mais en tout cas, il y a des raisons qui expliquent cette continuité. Les étudiants chinois vivent concentrés dans les campus, dans des sortes d'internats, ce qui favorise la transmission de traditions et d'expériences d'un cours à l'autre. D'autre part, le grand mouvement étudiant de l'hiver 1986 a marqué toute une génération. Il faut ajouter à cela un élément très important : le mouvement ne fut jamais étouffé et les étudiants demeurèrent comme les héritiers du secrétaire général du PC chinois, Hu Yaobang, qui avait été évincé du pouvoir pour empêcher la répression contre le mouvement étudiant. A partir de ce moment-là, ils se sont considérés comme l'avant-garde des réformistes, qui après le XIIIe Congrès, sont restés prisonniers des conservateurs à cause du système d'équilibres internes du parti, fixé par les statuts du Congrès. On pourrait résumer la question en disant qu'une continuité a été maintenue, parce qu'il y a une expérience collective du mouvement. Par exemple : maintenant, celui-ci pose à nouveau, comme en 1987, le problème de la représentativité, bien que les candidats étudiants aux élections précédentes furent emprisonnés. Ces expériences se sont maintenues également grâce aux professeurs.

Quel a été le déroulement des événements ?

— En septembre dernier, s'amorce le processus de formation de l'avant-garde, dont le souci majeur sont les travaux de l'Assemblée nationale populaire qui doit discuter du thème de l'éducation et de son budget. Juste après les examens de janvier, on assiste à l'essor des mobilisations étudiantes. La date la plus importante pour la configuration du mouvement est la fin du mois d'avril. Le 25 avril, exactement comme deux ans auparavant, les étudiants sortent de l'Université de Pékin pendant la nuit, se joignent à leurs camarades de l'Université du Peuple, qui est une sorte de Polytechnique, et défèrlent sur les grands boulevards en chantant l'Internationale et lançant leurs mots d'ordre. Le résultat est une manifestation nocturne, jalonnée par la lumière des torches, qui émeut toute la ville.

Pourquoi chantent-ils l'Internationale ?

— Surtout pour démontrer qu'ils ne sont pas un mouvement anti-parti, mais aussi pour affirmer une valeur symbolique à laquelle ils croient. L'Internationale représente tous les sacrifices qui ont été faits pour moderniser la Chine au nom du socialisme. Même la lutte antijaponaise fut menée au nom du socialisme. Tout projet concernant l'avenir de la Chine, conçu en dehors du socialisme, déboucherait sur une rupture, voire une guerre civile.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de tendances pro-capitalistes parmi les étudiants, mais il est certain qu'elles ne peuvent pas s'exprimer ouvertement, puisqu'elles ne seraient acceptées ni par les étudiants, ni par la population. C'est pourquoi l'Internationale s'est transformée en hymne des étudiants.

Pour revenir aux faits, cette grande manifestation avait réuni 350 000 personnes. On peut estimer le nombre global des étudiants autour de 130 000, donc, pour le reste il s'agit de gens de Pékin, essentiellement de jeunes ouvriers, ainsi que les secteurs "plébéiens" nés au cours de ces dernières années dans les couches des petits trafiquants — de vrais "lumpens" — du marché noir, et qui se sont intégrés au mouvement dès le début. Pendant la nuit du 25 avril, les manifestants sont refoulés brutalement du siège du Comité central, face auquel ils s'étaient concentrés. Le jour suivant le *Quotidien du Peuple* publie un éditorial, émanant de Deng Xiaoping et du Bureau politique, qui qualifie de

"contre-révolutionnaire" le mouvement étudiant. C'est la pierre de touche décisive, puisque le mouvement se trouve confronté à une alternative très nette : soit faire valoir sa force et accepter le défi du pouvoir pour défendre son caractère de mouvement populaire et révolutionnaire, soit se replier dans les campus en attendant la vague répressive.

Ce qui change par rapport au mouvement étudiant précédent qui recula face à cette épreuve de force et ne fut pas capable de se défendre, c'est que cette fois-ci, les étudiants restent dans les rues. Cela provoque une rupture au sein de la fraction réformiste : Hu Yaobang avait démissionné pour ne pas réprimer les étudiants, tandis que Zhao Ziyang est obligé de faire face aux conservateurs à cause, non pas du recul, mais plutôt de l'avancée du mouvement.

La crise se prolongera donc jusqu'aux premiers jours de mai, date à laquelle devaient avoir lieu les grandes manifestations pour célébrer le mouvement du 4 mai 1919, rappelant que la Chine populaire est née d'une grande mobilisation des étudiants de Pékin pour la science et la démocratie.

Mais à ce moment-là le mouvement se retrouvait prisonnier du débat entre conservateurs et réformistes qui était en train de se dérouler au sein du Comité central, et cela amènera l'avant-garde à faire son deuxième choix fondamental : mille étudiants entament une grève de la faim prolongée au centre de la place Tiananmen, face au monolithe évoquant les héros de la révolution et tournant symboliquement le dos à la tombe de Mao.

Cela signifie que l'affrontement doit se résoudre dans les rues et non pas au Comité central ou, autrement dit, que les conservateurs et les réformistes peuvent continuer leurs discussions mais que seulement une victoire du mouvement dans les rues peut permettre aux réformistes qui apparaissent comme ses représentants politiques, de s'affirmer. Dans ce contexte, se sont créées de nouvelles tensions et les conservateurs décidèrent de venir à bout du mouvement en décrétant la loi martiale.

■ *Est-ce le moment où se manifestent avec force les accusations de corruption adressées à l'appareil et en particulier à Deng Xiaoping ?*

— Les accusations de corruption se sont manifestées dès le début, et ont commencé à prendre de l'ampleur lorsque Deng Xiaoping est apparu clairement comme le principal idéologue de la répression. Il a été pendant plusieurs années le chef de la fraction réformiste ; dès 1985-1986, il s'est transformé en arbitre tout en restant le chef de la fraction réformiste. Depuis le mouvement étudiant de l'hiver 1986, il a continué à jouer son rôle d'arbitre, à la fois en appuyant les conservateurs et en favorisant la réforme économique. Cette fois-ci, il a utilisé à nouveau la même phrase déjà em-

ployée il y a deux ans : "*je n'aime pas faire couler du sang, mais je n'hésiterais pas à le faire si c'était nécessaire*". C'est à ce moment là qu'on lui demande des comptes : par exemple, on lui rappelle que son fils qui fut une victime de la révolution culturelle s'est enrichi, par la suite, de manière scandaleuse. On dénonce plusieurs cas de ce genre : l'accusation de corruption devient ainsi la réponse à l'accusation de contre-révolution. "*Si nous étions des contre-révolutionnaires*", disent les étudiants, "*alors nous serions aussi des corrompus. Mais ne serait-ce pas plutôt vous par hasard, qui seriez à la fois les corrompus et les contre-révolutionnaires ?*"

■ *Le programme politique des étudiants apparaît assez vague : tout semble se réduire à la revendication de la démocratie. Mais que signifie la démocratie pour les étudiants ?*

— Il ne faut pas oublier que le projet révolutionnaire chinois se fondait à l'origine sur l'idée de création d'un Etat moderne. Aujourd'hui, depuis l'échec de ce projet de construction du socialisme, démocratie signifie contrôle de l'ensemble de la population sur les choix économiques qui la concernent au niveau de la vie quotidienne. Jusqu'à maintenant, ces choix sont pris par des messieurs âgés de quatre-vingt ans qui ne pourront pas en vérifier les résultats et, de plus, ces choix sont jugés comme étant très discutables par la majorité de la population, d'autant plus qu'ils sont pris par une clique corrompue. Dans les pays "socialistes", démocratie signifie affirmer la volonté souveraine de ce grand collectif qu'est le peuple, sur la minorité qui décide à sa place. Dans ce sens, la revendication de la démocratie prend un caractère révolutionnaire dans un pays comme la Chine, puisqu'elle exprime la volonté du peuple de décider sur tout ce qui concerne directement sa vie.

■ *Faut-il considérer comme une faiblesse du mouvement étudiant l'absence d'union organique entre les étudiants et les ouvriers ?*

— Une union "organique" est impossible, puisque même au sein des étudiants, elle ne s'est pas encore complètement réalisée. Vers la fin du mois d'avril, se déroulèrent les élections de délégués dans les universités, en vue d'une négociation avec le Bureau politique. Il y a eu sans doute une présence active et constante de jeunes ouvriers dans les mobilisations, puisque le mouvement a élargi sa base sociale. Par conséquent, le Parti a lancé une campagne pour contrôler la présence quotidienne des travailleurs dans les usines. La représentativité des jeunes ouvriers ne pourrait s'exprimer dans les usines. Mais là se dresse le double obstacle d'un système "patriarcal" interne qui oblige les enfants à travailler dans les mêmes usines que leurs pères, et d'une menace de répression qui demeure beaucoup plus forte dans les usines.

■ *Que peut-il se passer maintenant ?*

— Tout d'abord, il faut dire que les fractions du Parti, aussi bien la réformiste que la conservatrice, expriment un clivage lié à une problématique du passé, alors que les questions centrales à l'ordre du jour concernent l'avenir du pays. La réforme se trouve coincée dans une impasse. L'écrasante majorité de la population souhaite l'établissement d'un équilibre consensuel qui, sans destabiliser les institutions, soit capable de chasser les corrompus, les conservateurs et les responsables de la répression. L'appareil central est très affaibli et l'équilibre s'est définitivement brisé.

La répression peut rétablir l'ordre, mais ne peut ni résoudre les problèmes fondamentaux qui ont causé la révolte, ni accoucher d'un projet consensuel, dans un pays où l'appareil central ne peut pas exercer ses fonctions s'il n'apparaît pas convainquant. Ce dernier ne pourra pas se maintenir pendant longtemps dans cette situation d'instabilité. Deux faits ont été fondamentaux : premièrement, le fait que les étudiants aient pu s'identifier à un modèle concret de réforme politique, la *perestroïka* ; deuxièmement, le fait que Deng Xiaoping ait été obligé de s'adresser aux unités provinciales de l'Armée pour effectuer la répression. L'appareil militaire de Pékin, qui lui avait permis de prendre le pouvoir lors de la crise de la "bande des quatres", s'étant alors refusé à tirer sur les étudiants, en rappelant que l'Armée de libération populaire était une armée du Peuple. Deng Xiaoping est apparu alors comme un ancien dictateur de quatre-vingt ans, appuyé par l'armée de province et opposé à la majorité du pays. ■

Combate
Propos recueillis par Miguel Romero, le 31 mai 1989.

Le développement de l'entreprise privée

DEPUIS TROIS DECADES, la Chine pratique un pseudo-socialisme sous la direction du Parti communiste chinois. Lorsque cela s'est terminé par un échec cuisant, le socialisme et la propriété étatique ont été mis sur le ban des accusés, et la direction du Parti communiste chinois (PCC) s'est mis à faire l'éloge du capitalisme et de l'économie privée. Ce tournant drastique est bien reflété par l'attitude du groupe dirigeant. Selon une source fiable citée par l'agence de presse *Chine Nouvelle*, un leader du PCC aurait déclaré, lors d'un entretien avec un chef d'Etat africain : "*sur la base de l'expérience chinoise, je vous conseille de ne pas réaliser le socialisme, ou du moins, de ne pas mettre en pratique un socialisme intégral...*" Presqu'en même temps, un autre dirigeant du PCC, toujours lors d'un colloque avec ce même chef d'Etat africain, le mit en garde contre le danger de développer une propriété étatique de l'économie comme la Chine l'avait fait dans le passé ; en revanche, il précisa qu'il faudrait développer davantage l'économie privée (*Wen Hui Bao*, organe du PC publié à Hong Kong, 6 juin 1988).

Zhang KAI

LE PCC n'a pas confirmé ni démenti ces affirmations. Par la suite, l'ancien directeur en chef du journal, Jin Yaoru, a écrit deux articles pour expliquer cette idée, en soulignant que les deux leaders du PCC en question étaient Deng Xiaoping et Zhao Ziyang.

Si le conseil donné aux autres pays est celui de ne pas mettre en œuvre le socialisme, cela veut dire que toute l'expérience passée de la Chine a été fondamentalement fausse et que, par conséquent, elle devrait s'acheminer sur la voie d'une économie privée.

En réalité, ce que la Chine a mis en pratique pendant les trois dernières décades n'a rien en commun avec le socialisme tel qu'il a été conçu par Marx et Engels. En Chine, après la suppression du capitalisme, on n'a jamais mis en pratique la dictature du prolétariat, à savoir la gestion de l'Etat par la majorité du peuple et la gestion de l'économie par les producteurs eux-mêmes.

En revanche, il y a bien eu une dictature bureaucratique et des véritables injustices sociales.

Favoriser l'économie privée

Dans les dernières années, un nombre important d'intellectuels chinois est parvenu à la conclusion théorique et pratique que le PCC n'a jamais essayé de mettre en œuvre le socialisme. Ce point de vue serait partagé par Su Shaozi, l'ancien directeur de l'Institut pour l'étude du marxisme-léninisme-pensée de Mao Zedong, faisant partie de l'Académie des sciences sociales. Cela peut aider beaucoup de gens à comprendre que ce procès intenté au socialisme n'est, en réalité, qu'un moyen adopté par le PCC, pour éluder ses propres responsabilités et tromper les masses en répétant les vieilles calomnies des impérialistes contre le socialisme. La conclusion est claire : le groupe dirigeant du PCC favorisera l'économie privée capitaliste plus ouvertement qu'il ne l'a fait dans le passé, alors que jusqu'ici, on parlait toujours au nom du "socialisme".

Pendant plusieurs années, le PCC a permis à l'économie privée d'exister, en dépit des principes de la Constitution. En mars dernier, la première séance de la septième Assemblée nationale du peuple (ANP) a adopté une résolution visant la légalisation et la protection de l'économie capitaliste. Quel poids avait atteint l'économie privée avant cette décision ? Un regard sur son développement après sa légalisation peut nous aider à mieux comprendre la situation.

Selon les statistiques du Bureau du Commerce et de l'Industrie d'Etat, à la fin de 1987, 225 000 entreprises privées employant 3,6 millions de travailleurs, avec une moyenne de 16 ouvriers par entreprise étaient présentes en Chine ; leur part de production industrielle globale était inférieure à 1%.

Mystification

Cependant, cette statistique était fausse et visait à masquer la réalité. Tout d'abord, elle se se fondait sur une définition ambiguë : on ne considérait comme entreprises privées que celles employant plus de huit travailleurs ; celles qui n'atteignaient pas ce nombre étant recensées comme faisant partie de l'économie individuelle. Mais une telle distinction n'a aucune base. Du point de vue de l'exploitation de la main-d'œuvre dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, il n'y a évidemment aucune différence qualitative entre une entreprise avec huit et une autre avec six ou sept ouvriers ; la différence est seulement quantitative.

Il faut ajouter que les statistiques officielles se basent sur les compte-rendus des employeurs, qui souvent, ne sont pas rendus public par les autorités. Par conséquent, les statistiques officielles sont nettement inférieures aux chiffres réels.

Par exemple, étudions le cas de la ville de Wenzhou où l'économie privée est très développée. Ici, les entreprises privées enregistrées au Bureau pour le commerce et l'industrie n'atteignent pas le nombre de dix, alors que selon Zheng Dajiong, directeur du Bureau de recherche politique rattaché à la fédération de Wenzhou du PCC, l'économie individuelle et privée de la ville représente 41% de l'industrie, 33% du commerce et environ deux tiers des transports (chiffres tirés du *Quotidien du Peuple*, 19 juin 1988). Est-il possible que des activités économiques d'une telle ampleur soient effectuées par dix entreprises ? Néanmoins,

ce chiffre demeure dans les statistiques officielles. Bien évidemment, la situation était parfaitement connue par les autorités, mais il fallait la cacher afin de ne pas violer la Constitution.

La dimension actuelle du développement

En juin, une conférence nationale consacrée à l'étude de l'économie privée a été organisée de façon conjointe par la *Revue chinoise de sciences sociales*, la rédaction d'*Economie rurale* et le *Quotidien de la finance*. Environ deux cent fonctionnaires d'Etat, théoriciens et représentants des entreprises privées se sont réunis pour discuter des problèmes liés à l'économie privée chinoise. Selon Chen Xiang, correspondant du quotidien de Hong Kong *Wen Hui Bao*, qui a suivi les travaux de la conférence, tous les participants partageaient l'avis que les statistiques officielles sous-estimaient largement la dimension actuelle de l'économie privée. Les participants ont pu, même en suivant les critères fixés officiellement, renverser partiellement ces chiffres (*Wen Hui Bao* 26-28 juin 1988).

Tout d'abord, un regard sur le nombre des entreprises. L'exemple de la province du Hebei, où l'économie privée n'est pas très développée, nous paraît significatif. Selon le Bureau du commerce et de l'industrie de la ville, il y avait l'année dernière, dans toute la province, 17 294 entreprises privées. Cependant, des recherches menées par des spécialistes ont montré que dans la seule région du Handang (une des dix régions de la province) 27 000 entreprises étaient déjà implantées, selon les mêmes sources officielles. Si on ajoute à cela les statistiques de Wenzhou, on peut conclure que le chiffre de 225.000 entreprises pour l'ensemble du pays est loin de correspondre à la réalité actuelle.

La définition officielle de "*personnes occupées dans les entreprises*", inclue à la fois les patrons et les ouvriers, cachant ainsi le rapport de travail salarié qui est sous-jacent. A la différence des statistiques officielles qui donnent le chiffre de 3,6 millions de travailleurs occupés dans l'économie privée, le Professeur Ge Lin de l'Université de Nankin, a inclu dans son estimation tous les employés, y compris ceux qui travaillent dans des petites entreprises avec moins de huit salariés et qui ne sont pas recensés dans les statistiques officielles. Il parvient ainsi au chiffre de 30 millions pour la fin de 1987. Selon le journaliste Cheng Xiang, il s'agit de données tout à fait vraisemblables.

Pour ce qui concerne le nombre et le pourcentage des travailleurs, la statistique officielle fixe un nombre de 16 unités par entreprise à la fin de 1987. Selon les résultats d'une enquête effectuée dans plusieurs régions par des chercheurs présents à la conférence, ce nombre est largement inférieur à la réalité. Par exem-

ple, il y a une moyenne de 37 unités à Wenzhou, de 28 à Shenyang, de 20 à Changchun et Chongqing.

Les participants à la conférence ont également avancé des chiffres prouvant "*qu'à l'intérieur d'une province, il y a plusieurs comtés où l'économie privée a atteint un poids considérable. Cela est vrai pour la plupart des provinces*". Ils en donnent différents exemples : à Wuchuan, dans la province de Guangdong, la valeur de la production des entreprises privées représente 48% de la production globale du comté ; dans le comté de Kaiping, cette proportion est de 35% ; dans les régions du sud de la province de Jiangsu, 38% ; dans la région de Wenzhou elle atteint environ 60% dans l'industrie, 58% dans les transports des passagers et 65% dans les transports de marchandises ; à Shishi, dans la province de Fujian, les entreprises rurales ont déjà été privatisées dans leur grande majorité, à 93,2% (Shishi fait partie du comté de Jinjiang, où la valeur de la production privée représente 61,4% de celle de la production globale) ; dans le comté de Chuangzhou, elle atteint 67,4%.

Essor rapide

Les entreprises privées se sont développées rapidement dans les dernières années. Selon Lei Dong, directeur de l'Association économie industrielle chinoise, à la fin de 1987, il existait 15,15 millions d'entreprises rurales, employant 79 millions de travailleurs (*Wen Hui Bao*, 24 juin 1988).

Pour ce qui concerne les entreprises individuelles (dénomination officielle pour les entreprises privées employant moins de 8 personnes), en 1986, elles avaient déjà atteint le nombre de 12 110 000 avec 18 459 000 de salariés, ce qui correspond à environ 14,4% des travailleurs employés dans les entreprises collectives, soit 128 190 000 de travailleurs (Yuan Zhang, "Les avantages et les désavantages du développement industriel et commercial de l'économie privée", *World Economic Report*, 15 février 1988). Si l'on compare les données de 1986 avec celles de 1985, la vente au détail des marchandises a augmentée de 210 millions à 80 480 millions de yuans ; sa proportion sur la vente au détail globale des marchandises passe de 0,1 à 16,3% ; son capital total monte de 70 millions à 27 440 millions de yuans ; son revenu lourd commercial passe de 170 millions à 66 590 millions de yuans ; le revenu net des propriétaires des entreprises passe de 80 millions à 29 280 millions de yuans. Selon l'article, ces chiffres n'incluent pas les entreprises qui travaillent à temps partiel, impliquant une sous-estimation de l'ampleur du phénomène.

La protection légale

Afin de mettre en œuvre les principes révisés de la Constitution, le Conseil d'Etat a adopté deux ordonnances provisoires et une convention concernant les entreprises privées. Les ordonnances visent à encourager le développement de l'économie privée et à favoriser le *boom* de "l'économie marchande planifiée".

Les ordonnances autorisent l'existence de l'économie privée à tous les niveaux, à l'exception de l'armée, de la finance et des secteurs protégés par l'Etat (bien que, à une petite échelle, des compagnies financières et de crédits privées existent déjà). L'inviolabilité de la propriété privée a été ainsi établie. Les entreprises sont autonomes, elles ont le droit d'embaucher et de licencier les travailleurs, de décider le niveau des salaires et la répartition des profits, ainsi que d'établir le prix des marchandises en accord avec les normes étatiques.

Ces ordonnances prévoient également la stipulation de contrats de travail, concernant les niveaux de productivité des ouvriers, leur conditions de travail ainsi que leur discipline. La majorité des clauses tendent à favoriser les employeurs. L'assurance contre les accidents de travail, par exemple, concerne seulement "*les ouvriers dont les tâches impliquent un danger de vie ou d'intégrité physique*" ; la sécurité sociale est appliquée seulement dans "*les entreprises possèdant des conditions adéquates*", etc. Cette souplesse permet aux employeurs d'éluder leurs responsabilités à l'égard des droits des travailleurs. Ainsi, lorsqu'éclatent des conflits dans les entreprises, les employeurs peuvent adopter les mêmes procédures qu'on applique dans les entreprises d'Etat, à savoir la création d'un comité de conciliation qui négocie entre les parties en cause et prend une décision résolutive. Le droit de grève n'est pas admis.

Les rétributions des patrons et des directeurs peuvent correspondre à dix fois le salaire moyen des ouvriers de la même entreprise. Pas moins de 50% des profits détaxés devraient être consacrés aux investissements productifs, mais ce pourcentage peut être réduit dans des "cas spéciaux", à la faveur du pourcentage réservé au revenu des bureaux. Une taxe fixe sur le profit (35%) est appliquée à toute sorte d'entreprise ; la taxe sur le revenu personnel est aussi fixe (40%), malgré l'existence d'une échelle mobile.

La législation actuelle admet de telles pratiques d'injustice sociale, et cela provoque un mécontentement grandissant au sein des masses. Récemment, le *Quotidien économique* a publié une série d'articles qui reflètent l'opinion populaire sur les contradictions croissantes dans la distribution des revenus. Dans ces articles, on estimait le revenu net annuel d'un propriétaire d'entreprise privée à 250 000 yuans, alors que le revenu mensuel global d'un enseignant d'école secondaire n'arrive pas à 100 yuans (*Wen Hui Bao*, 5 juin 1988).

La tendance de développement

Jusqu'à maintenant, l'argument principal avancé par les autorités pour prouver que la Chine demeure un pays socialiste a été le fait que la valeur de la production des entreprises étatiques représente la majorité de la production globale. D'autres arguments traditionnels ont été abandonnés : dans le passé on disait qu'en Chine, il n'y avait pas de propriété privée de la terre et que le pays ne connaissait pas de différenciation sociale, que la force de travail n'était pas une marchandise, qu'il n'y avait ni marché du travail ni exploitation capitaliste, que le pays ne connaissait pas d'inflation, etc.

D'après Lei Dong, le poids de la production des entreprises d'Etat sur la production globale est tombé de 83% en 1978, à 67% en 1987 ; les autres secteurs économiques incluant les entreprises collectives et privées représentent 33%. Lei Dong a été pendant une longue période directeur du Bureau pour la planification ; ce n'est pas un hasard s'il regroupe l'économie collective et privée : cela signifie qu'il considère l'économie collective plus proche de l'économie privée que de celle d'Etat (dans le passé, les déclarations officielles considéraient toujours l'économie collective et l'économie étatique comme les deux piliers fondamentaux du socialisme).

La tendance dominante aujourd'hui, est celle d'un développement de l'économie au détriment des entreprises d'Etat. Cette politique est en train d'éloigner de plus en plus la Chine du socialisme. ■

October Review
30 juin 1988

Points de repères historiques

1er octobre 1949 : Fondation de la République populaire de Chine
30 juin 1950 : Début de la réforme agraire
25 octobre 1950 : Envoi de "volontaires" en Corée
21 février 1951 : Loi sur la suppression des activités contre-révolutionnaires ; vagues de répression
23 mai 1951 : Accord sur la libération pacifique du Tibet
1er octobre 1951 : Réorganisation générale de l'enseignement
1953 : Premier plan quinquennal
23 juillet 1953 : Fin de la guerre de Corée
août 1955 : Lancement du mouvement des coopératives
26 mai 1956 : Début du mouvement des Cent fleurs
octobre 1956 : VIIIe congrès du PCC ; polémiques avec les soviétiques sur le rôle de Staline
juin 1957 : Répression des Cent fleurs ; envoi des intellectuels à la campagne pour "se redresser" par le travail
août 1958 : Généralisation des communes populaires et lancement du Grand bond en avant
décembre 1958 : Révision des communes populaires ; Mao quitte la présidence de la république
avril 1959 : Liu Shaoqi Président de la république
mars 1959 : Révolte du Tibet
septembre 1962 : 10e plénum ; début du mouvement d'éducation socialiste ; invention de la pensée-Mao Zedong ; importance croissante de Lin Piao
octobre 1962 : Conflit frontalier avec l'Inde
novembre 1965 : Début de la critique des erreurs culturelles
août 1966 : Lancement officiel de la Révolution culturelle
Début 1967 : Mouvements ouvriers, notamment à Shanghaï, intervention de Mao et de Lin piao contre ces mouvements
1968 : Généralisation des Comités révolutionnaires manipulés par en haut
avril 1969 : IXe congrès du PCC
mars 1969 : Conflit frontalier avec l'URSS
septembre 1971 : Disparition de Lin Piao
octobre 1971 : Admission de la Chine populaire à l'ONU
février 1972 : Visite de Nixon, Président des Etats-Unis
septembre 1972 : Xe congrès, dénonciation de Lin Piao
octobre 1972 : Limogeage du maréchal Chen Boda, associé de Lin Piao
mars 1973 : Campagne de critique de Lin Piao et de Confucius
octobre 1974 : Dazibao de Li Yizhe à Canton
janvier 1975 : Zhou Enlai définit les quatre modernisations
août 1975 : Grèves ouvrières à Wuhan et à Hanzhou
janvier 1976 : Mort de Zhou Enlai
5 avril 1976 : Emeutes à Tiananmen lors de l'hommage rendu à Zhou Enlai
septembre 1976 : Mort de Mao Zedong
24 octobre 1976 : Chute de la "bande des quatre" ; Hua Guofeng Premier ministre
juillet 1977 : Retour de Deng Xiaoping au pouvoir
novembre 1978 : Libération des droitiers de 1957 ; apparition de revues parallèles
décembre 1978 : Adoption de la politique de modernisation ; dénonciation de la Révolution culturelle ; établissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis
17 février 1979 : Intervention au Vietnam
mars 1979 : Arrestation de Wei Jinsheng (auteur du texte sur la "cinquième modernisation indispensable : la démocratie") ; définition des quatre principes fondamentaux
octobre 1979 : condamnation de Wei Jinsheng ; manifestation d'étudiants à Pékin
décembre 1979 : Suppression du mur de la démocratie
février 1980 : Apparition de candidats non officiels aux élections ; coordination nationale des revues parallèles
septembre 1980 : Suppression des quatre grandes libertés ; fondation de l'Alliance nationale des revues parallèles
décembre 1980 : Zhao Ziyang chef de gouvernement.
janvier 1981 : Fin du procès et condamnation de la "bande des quatre"
juin 1981 : Hu Yaobang président du PCC
juillet 1981 : campagne contre le libéralisme bourgeois ; vagues d'arrestations dans le mouvement démocratique
octobre 1981 : autorisation des activités privées
décembre 1981 : campagnes antibureaucratiques ; création du droit de licenciement
avril 1982 : Suppression des communes populaires
juin 1982 : condamnation des dissidents Wang Yizhe et He Qiu ; vagues de réhabilitations
novembre 1982 : Fondation de "Printemps de Chine", première organisation de dissidents chinois à l'étranger
août 1983 : Exécution de milliers de délinquants
Janvier 1985 : Libéralisation de l'expression des écrivains confirmée ; fin de la fixation des prix par l'Etat ; premières émissions d'actions
septembre 1985 : Campagne contre la littérature polluante ; manifestation étudiante antijaponaise
décembre 1985 : Manifestation antijaponaise et antinucléaire
juillet 1986 : Première faillite d'entreprise
décembre 1986 : Manifestations étudiantes dans plusieurs villes pour la démocratie
janvier 1987 : Destitution de Hu Yaobang ; fin du mouvement étudiant ; exclusion de trois intellectuels : Fang Lizhi, Liu Binyan, Wang Ruowang
octobre 1987 : XIIIe congrès ; Zhao Ziyang est nommé secrétaire général
décembre 1987 : Répression de manifestation étudiante à Pékin ; crise au Tibet

Un tournant historique

L'ENTHOUSIASME du début, à la Place Tiananmen, a brusquement cédé la place à la tragédie. Dans la nuit du 3 au 4 juin, la bureaucratie chinoise — en tout cas sa fraction dominante — a décidé de mater le mouvement populaire par un bain de sang. Ce n'est pas la première fois que les bureaucrates ont recours à de telles méthodes : Deng, en 1957, et Mao, en 1967, en avaient déjà offert des avant-goûts. Mais c'est la première fois que le régime envoie la troupe envahir la capitale et massacrer des manifestants désarmés. Comment ce régime a-t-il pu en arriver là, quelles sont les causes profondes qui ont engendré cette crise, quelle est la situation des différentes classes et couches sociales en Chine, après une décennie de réformes "libérales" ? A ce propos, nous avons interrogé Roland Lew, enseignant à l'Université libre de Bruxelles, et spécialiste de la Chine.

INPRECOR : Quelles ont été les raisons qui ont poussé le Parti communiste chinois (PCC) à opérer le tournant des réformes à partir de 1978 (1) ?

Roland LEW : La réforme est liée au bilan désastreux de la révolution culturelle, à son aspect de répression massive, à la perte totale de légitimité du pouvoir et du régime à la fin de la période maoïste. Après la mort de Mao, en 1976, il s'agissait de reconquérir un minimum de soutien auprès de la population, afin de pouvoir gérer la société.

L'équipe qui s'est constituée alors, sous la direction de Deng Xiaoping — par ailleurs, non sans tensions et purges internes — parvint à établir une sorte de premier consensus en 1978, pour lancer un processus de réforme. Il est d'ailleurs significatif que dans cette première étape des réformes, les éléments moteurs dans le parti soient ceux que l'on pourrait appeler les réformateurs des années 50, c'est-à-dire ceux qui, déjà à l'époque, affichaient un profil différent du maoïsme et défendaient une sorte de "socialisme réel aménagé". Ils étaient favorables à une centralisation plus souple et à l'introduction de certains éléments de marché. Ils voulaient certes maintenir le contrôle autoritaire du parti sur la société, mais sans pouvoir despotique illimité.

■ Quelles ont été les étapes de la réforme ?

— Le processus de réforme a très vite pris une direction inattendue. Dans la première période, entre 1979 et 1984, l'essentiel de la réforme se déroule en milieu rural. Elle consiste en un processus de décollectivisation des terres, pratiquement aussi rapide que le processus de collectivisation qui s'était fait en un peu plus d'un an, entre 1955 et 1956, sous la pression de Mao Zedong.

En réalité, l'objectif du régime n'était pas d'aboutir à une telle décollectivisation. Il voulait simplement introduire un système de plus grande responsabilité pour la paysannerie. Comme les paysans étaient peu motivés, on leur a dit : *"puisque vous ne voulez pas travailler dans des unités collectives trop larges, choisissez vous-mêmes vos unités productives de base"*. Il s'est cependant avéré assez rapidement que le choix des paysans se reportait sur la famille, ce qui a entraîné un phénomène massif de décollectivisation. Le régime s'est alors contenté d'entériner ce fait.

■ Quel est la proportion de paysans salariés et de petits propriétaires ?

— Au début, pratiquement tous étaient petits propriétaires. On ne peut parler en Chine, même dans la période de dégradation du XIXe siècle, d'une domination des grands propriétaires fonciers. D'ailleurs, dans le processus révolutionnaire, le Parti communiste s'est surtout implanté dans les régions où dominaient les petits propriétaires. Aujourd'hui, c'est une situation mixte. Certains gardent la terre, mais vont travailler en usine, d'autres, un petit nombre, la louent. Un certain salariat commence à se constituer dans les campagnes, mais essentiellement en dehors des activités agricoles. On doit cependant signaler l'existence d'un début de salariat agricole, mais nous ne sommes qu'au début du processus : les paysans commencent d'abord par exploiter leur propre famille ! Une conséquence de ce phénomène est la hausse considérable du taux d'abandon de scolarité dans les campagnes : les enfants travaillent dès l'âge de 10 ans.

La décollectivisation a donné des résultats surprenants, surtout en raison des prix payés aux paysans pour leurs produits agricoles, et en particulier les céréales. A partir du moment où l'on a augmenté ces prix, la production a considérablement augmenté. De plus, comme les paysans produisaient dans un cadre familial et pouvaient en retirer des avantages directs, la productivité agricole s'est élevée à un niveau jamais atteint en Chine, en tout cas au XXe siècle. On a même atteint des records historiques dans la production de céréales, puisqu'on cite le chiffre impressionnant de 400, voire 407 millions de tonnes pour 1984 (2).

Tout cela a créé un climat d'euphorie. Le régime semblait pouvoir renouer des liens avec la population et se risquer enfin à lancer la réforme industrielle. Jusque là, seules quelques timides tentatives avaient été faites, à titre d'essai, dans certains endroits. A partir de mai et surtout de l'automne 1984, le pouvoir décide de généraliser le processus de la réforme et de l'étendre à l'industrie.

Les succès initiaux ont également permis au courant réformateur de se renforcer, et d'obtenir le soutien de Deng Xiaoping, dont le poids a été décisif contre les pressions considérables de certains secteurs de l'appareil. Notamment contre les réformateurs des années 50 qui, cette fois-ci, s'opposaient à la réforme, en pensant qu'elle allait trop loin et risquait de faire perdre au Parti une partie de son autorité.

Mais dès l'année suivante, partout des problèmes surgissent. Au niveau rural, on assiste d'abord à une légère baisse de la production. En effet, afin d'éviter que le coût de la hausse des prix des produits agricoles ne pèse sur les travailleurs et crée des tensions sociales insupportables dans les villes, le gouvernement avait décidé d'accorder des subventions importantes pour compenser cette hausse. Mais ces subventions ont commencé à peser très lourdement sur le budget d'Etat. Le gouvernement a alors commencé à changer le

1) Voir également l'article de A. Maraver dans *Inprecor* numéros 271 et 272 des 5 et 19 septembre 1988.

2) Pour un premier bilan de la réforme rurale, voir également l'article de Xiao Dian, dans *Inprecor* numéro 278 du 13 décembre 1988.

système. Une partie de la production — celle concernant les produits de base — était soumise à des quotas de livraison à des prix fixés par l'Etat (qui étaient généralement bas) ; l'autre partie était hors quota, pour permettre à une plus grande part de la production d'aller vers le marché libre. Par la suite, le prix des engrais et d'autres éléments nécessaires à la production a été nettement augmenté. A terme, pour les paysans, la production de céréales et même quelques fois de la viande et du porc, a fini par devenir beaucoup moins rentable et profitable. Bon nombre d'entre eux ont alors commencé à quitter la terre pour aller chercher du travail dans les bourgades voisines ou même dans les villes (ce qui est pourtant illégal). Quant à ceux qui sont restés dans les campagnes, ils ont préféré s'orienter — grâce à toute sortes de combines — vers la création de petites entreprises locales, industrielles ou semi-indus-trielles, qui leur permettraient de gagner plus d'argent. Cela a entraîné une baisse de la production agricole, faisant même ressurgir des phénomènes de pénurie (3).

L'échec de la réforme urbaine

■ ***Cela n'a pas dû favoriser la réussite de la réforme industrielle...***

— Au niveau industriel, tous les problèmes qui avaient surgi lors des premières expériences tentées entre 1979 et 1984, se sont généralisés. Pour les mêmes raisons que dans les pays d'Europe de l'Est et en Union soviétique, la réforme sur la vérité des prix s'est avérée impratiquable. On a donc abouti à un double système de prix : un prix libre et un prix de quota. Pour donner un exemple : le service central d'Etat décide de fournir un certain quota d'acier pour telle entreprise. Pour compléter la différence avec ses besoins réels, celle-ci devra elle-même trouver, sur le marché, la quantité requise. Mais comme le prix attribué par l'Etat est particulièrement bas, l'entreprise aura plutôt tendance à spéculer et revendre son propre stock au marché libre... en faisant au passage un plantureux bénéfice qui sera partagé entre la poche du directeur, les primes des ouvriers, et les pots-de-vins des cadres locaux du Parti !

Un autre pilier de la réforme urbaine était le transfert de l'autorité dans l'entreprise, aux directeurs. Les secrétaires du Parti se voyaient déposséder de leur pouvoir et, ainsi, étaient implicitement accusés d'incompétence. Face à cela, certains secrétaires ont essayé de s'arranger pour devenir eux-mêmes directeurs de l'entreprise, ce qui ne résolvait pas le problème, puisque cela ne les rendaient pas plus compétents. D'autres essayaient, en revanche, d'entraver le chef d'entreprise, afin de conserver une parcelle de pouvoir. Dans les deux cas de figure, la réforme devenait inefficace, car pour que les directeurs puissent fonctionner, il fallait qu'ils obtiennent ce qu'on leur avait promis, à savoir, une réelle autonomie dans l'activité. Or, ils n'avaient pas les moyens de peser sur les salaires, de licencier de la main d'œuvre, ou de disposer d'une liberté de manœuvre suffisante dans l'approvisionnement.

Autre effet pervers : la décentralisation avait transféré le pouvoir des ministères aux fonctionnaires locaux. Mais à leur tour, ces derniers se comportèrent exactement comme les ministères et exercèrent un contrôle tatillon. Or, tout pouvoir se négocie : puisque le pouvoir central contrôlait de moins en moins de choses, et parfois rien, tout se négociait au niveau du pouvoir local. Autrement dit, la corruption s'est étendue. Pas simplement, d'ailleurs, sur base d'un simple prélèvement purement parasitaire, mais sur base de services rendus et d'intérêts mutuels. Au niveau des taxations par exemple. En l'absence de toute taxation véritable et ordonnée au niveau national, l'administration locale diminuait les impôts des entreprises en échange de pots-de-vins. Donc le chef d'entreprise en retirait également un certain avantage.

Un autre dispositif très important a aussi été perturbé et cassé, car la logique de transformation et de changement dans la méthode de gestion impliquait un bouleversement du processus du travail et de la gestion du monde ouvrier. Or, cette nouvelle méthode de gestion avait pour but et conséquence — d'ailleurs tout à fait explicitement — de briser le fameux "bol de riz en fer", c'est-à-dire la sécurité de l'emploi. Mais la résistance ouvrière a été farouche.

L'introduction de contrats à durée déterminée et le paiement de primes selon le degré de productivité a totalement échoué. Les ouvriers ont réussi à entrer dans le processus de travail comme ouvrier permanent, et ceci, dans une proportion bien supérieure à ce que l'on avait connu auparavant ; les primes ont été payées sans aucun rapport avec le niveau de productivité ouvrière ; les tentatives des directeurs pour casser cela — et il y en a eu ! — ont été immédiatement déjouées par des grèves ou d'autres formes de pressions, y compris physiques, de la part des ouvriers. Notamment, les fameux "ouvriers modèles" que les chefs d'entreprises ont voulu promouvoir pour augmenter la productivité, ont été physiquement agressés par les ouvriers et ont dû rentrer dans le rang.

A l'évidence, les ouvriers ont bénéficié du soutien de certains secteurs de l'appareil local du Parti, et même, partiellement, des nouveaux directeurs qui ne voulaient nullement se confronter à une explosion sociale. Après des négociations entre pouvoir local et chefs d'entreprise — portant sur les prêts bancaires, les fonds de financement, et surtout sur les fonds d'investissement — les sommes allouées pour l'infrastructure ou l'amélioration de la technologie ont été transférées au paiement des primes et des salaires.

"Une classe ouvrière dépendante"

Pour les ouvriers, il s'agissait avant tout d'améliorer leur niveau de vie qui avait stagné. Effectivement, le niveau des salaires de base (au sens strict du terme) était le même en 1979 qu'en 1952, autrement dit, le niveau moyen des années avant la révolution ! Ceci dit, il faut nuancer ce tableau en y ajoutant les avantages indirects considérables dont bénéficie la classe ouvrière : sécurité sociale ; accès aux soins de santé ; droit au logement pour un certain nombre d'entre eux, par le biais de l'entreprise. Il faut aussi rappeler que le niveau de la norme de production en Chine est très bas, car les ouvriers chinois peuvent faire beaucoup de choses pendant les heures de travail, sport, études, sieste (une grande innovation de Deng est notamment le recul de la sieste, ndlr). Les

3) voir page 20 l'article de Lin Feng sur la pénurie de viande de porc, en 1987.

ouvriers des grandes usines d'Etat constituent, en fait, une couche relativement favorisée.

C'est l'entreprise qui gère toute la vie de l'ouvrier, règle ses problèmes de logement, de sécurité sociale, etc., à travers la fameuse *Danwei* (unité de production). Et de ce fait, la classe ouvrière est assez soumise et dépendante. D'ailleurs, si l'ouvrier se rebelle, l'entreprise possède des moyens de rétorsion assez importants. C'est un véritable système de soumission, mais qui joue dans les deux sens. Car pour que cela soit efficace, il faut que l'entreprise puisse effectivement garantir certains avantages à ses ouvriers. Les ouvriers quant à eux, savent comment faire pression pour conserver leurs acquis. C'est donc un jeu complexe, qui n'autorise cependant pas une véritable expression indépendante, autonome de la classe ouvrière.

C'est tout le paradoxe de ce groupe social extrêmement massif, essentiel, menaçant, qui fait peur au pouvoir, qui l'empêche de se lancer dans de réelles réformes de l'entreprise, de diminuer les salaires ou les primes, mais qui reste en même temps faible et soumis sur le plan politique. Par conséquent, le problème crucial est de savoir comment la classe ouvrière pourra gagner son autonomie et créer de véritables syndicats indépendants. Jusqu'ici, toutes les tentatives dans ce sens ont été cassées par le régime.

■ *Peut-on parler d'une différenciation dans l'éventail des salaires ?*

— La responsabilisation des directeurs devait leur donner également la possibilité d'accroître considérablement leurs revenus, sans fixer de barême, puisque cela devait être lié aux résultats de l'entreprise. Mais comme les directeurs subissaient une série de contraintes, cela s'est passé autrement : les seuls avantages réels dont ils pouvaient bénéficier sur le plan matériel étaient obtenus par des moyens illégaux. Ceci dit, il ne faut pas non plus croire que tous les directeurs étaient corrompus.

Dans l'état actuel de nos informations, on ne peut pas parler de tensions sociales généralisées au sein des entreprises en raison de différenciations salariales. Disons qu'en général, on s'est "arrangé" pour gérer la situation : les directeurs s'arrangeaient pour que les primes soient le plus élevé possible et en échange, les ouvriers fermaient les yeux sur les malversations. Comme le disaient certains directeurs, au début des années 80, ils étaient *"assis sur un volcan"* et devaient donc choisir. Certes, des directives venaient "d'en haut", mais comme les gens "d'en haut" avaient beaucoup de difficultés pour gérer la situation, et que les directives des autorités locales et les pressions de la base ouvrière étaient beaucoup plus impératives, on trouvait des arrangements au niveau local. Le système a été totalement détourné !

A partir du 1er octobre 1986, le Centre décide d'aller plus loin et de généraliser le système des contrats. Les statistiques récentes font défaut, mais apparemment, cela n'a pas été un franc succès. Ce système n'a réellement pu être appliqué que là où les gens n'avaient pas le choix. La Chine n'a pas pu donner à tous les ouvriers un statut de travailleur permanent. Par conséquent, un nombre non négligeable d'ouvriers et de paysans n'a pu rentrer dans le système stable de l'emploi. L'une des fonctions de l'introduction des contrats de travail a été de créer un sous-prolétariat. Et effectivement, un grand nombre de paysans arrivés illégalement en ville ont essayé de dénicher un emploi contractuel, notamment dans la construction.

Le système du travail par contrat, qui prévoit non seulement un salaire fixe, la sécurité sociale, et même une sorte d'indemnité de chômage, ou disons de "salaire d'attente", devait rester malgré tout un statut social "honorable". Mais il s'est avéré être le contraire : des emplois précaires avec les salaires les plus bas, une mauvaise protection sociale, etc. Beaucoup de ces contractuels ont alors préféré sortir totalement de ce circuit de travail pour devenir des petits entrepreneurs privés (chauffeurs de taxis à leur compte, par exemple), sans aucune sécurité sociale, mais en gagnant le triple (voire plus) de leurs revenus précédents.

Les différenciations sociales et les inégalités entre ceux qui parvenaient à accéder à ce qui était "le mieux", c'est-à-dire, les grandes entreprises d'Etat ; ceux qui étaient dans des entreprises collectives plus petites, avec un salaire plus bas ; et enfin, ceux qui n'étaient même pas dans le circuit de travail normal et qui se trouvaient dans une situation précaire, dramatique, puisqu'ils n'avaient même pas le droit de séjourner en ville et devaient trouver des combines pour y rester, ont engendré une grande tension dans la société urbaine. On dit d'ailleurs que, dans les affrontements de ces dernières semaines, les éléments les plus combatifs et hargneux étaient précisément ces anciens ouvriers qui étaient devenus des "petits entrepreneurs" et qui avaient visiblement une volonté farouche d'en découdre avec le régime.

■ *Quel a été l'ampleur des attaques contre les acquis sociaux de la classe ouvrière, au niveau de la sécurité sociale ou de la santé, par exemple ?*

— Un des grands acquis du maoïsme est le système de santé, particulièrement dans les régions rurales. Après la révolution, la Chine, qui était un pays extrêmement arriéré, a fait des progrès considérables en la matière (4). Pour donner un exemple, le taux de mortalité infantile et l'espérance de vie moyenne correspondent plutôt à ceux de pays beaucoup plus développés.

Mais cela a amené un nouveau problème : le vieillissement de la population. D'après des calculs de démographes chinois, ce pays aura, dans quelques décades, la population la plus âgée de toute la planète ! Les campagnes de prévention médicale n'étaient plus suffisantes et il fallait désormais s'orienter vers la thérapie de maladies, comme le cancer, que l'on rencontre dans une population plus âgée.

La fascination du modernisme se voit également dans la gestion de la santé. Par exemple, aujourd'hui, il y a plus de scanners à Canton qu'à Londres, sans pour autant que ceux-ci fonctionnent tous ! Dans ce domaine aussi, on paye le prix du succès, notamment sur la question des retraites.

Pour faire face au sous-emploi, à partir de 1978, on a permis à des travailleurs de prendre leur retraite après 10 ans de travail effectif, et de se faire remplacer par leurs enfants. On s'est donc retrouvé avec des retaités qui avaient à peine la quarantaine, et le nombre de retraités a doublé d'un coup (et ne cesse de s'accroître). Et comme le niveau des allocations de retraite était assez élevé, on s'est vite aperçu que l'Etat n'avait pas les moyens de les financer.

Les paysans, quant à eux, ne touchent pas d'allocation de retraite. Aujourd'hui, se pose donc également le problème de leur droit à la retraite, et là encore, l'on est confronté au problème du financement. Des pressions considérables sont exercées sur les paysans pour imposer la politique de l'enfant unique. Mais comme tout le monde le sait, à la campagne, l'enfant est la véritable sécurité sociale de ses parents. La politique du contrôle des naissances s'oppose ainsi aux intérêts des paysans, tant qu'on ne leur propose pas un autre système de sécurité sociale.

4) Voir la comparaison entre l'Inde et la Chine, dans *Inprecor* numéro 289 du 29 mai 1989.

■ ***Quelles ont été les conséquences de la réforme sur les différenciations entre les villes et les campagnes ?***

— Jusqu'au début des années 80, la Chine ne comptait que 20% de citadins, mais même ce chiffre est contesté. Actuellement, on estime la population urbaine à 25 à 30%. Cependant, il ne faut pas oublier que bon nombre de ceux qui sont comptabilisés comme ruraux vivent dans des bourgades à la campagne.

Contrairement à toutes les légendes de la période maoïste, l'abîme entre ville et campagne persiste dans la République populaire de Chine. L'écart et le conflit entre ville et campagne sont d'ailleurs historiques, et le maoïsme n'a pas pu résoudre ce problème.

Le niveau de vie moyen est, environ, tois fois plus élevé en ville. Par ailleurs, si un certain égalitarisme régnait dans les villes (à l'exception des hauts cadres qui vivaient avec des moyens assez considérables) , en revanche, dans les campagnes, les situations étaient très disparates : les villages proches des villes étant relativement prospères, les autres vivant dans une immense misère.

Le premier effets de la réforme a été de réduire un peu cet écart entre ville et campagne. Mais depuis quelques années, le fossé s'est de nouveau creusé. Cela entraîne bon nombre de frustrations dans les campagnes, voire une franche hostilité des paysans, non seulement contre le régime mais également contre les citadins en général.

Cependant, la situation dans les campagnes a fortement évolué. Le niveau de vie des paysans a pratiquement doublé entre 1979 et 1985, alors que d'après les chiffres donnés par le régime, celui-ci avait pratiquement stagné entre 1957 et 1977-78. Parallèlement, les secteurs ruraux non-agricoles ont également connu un essor prodigieux. Davantage de paysans se consacrent désormais à des activités rurales non-agricoles : petite industrie, production d'engrais et même de boutons (une grande partie de la production de boutons, destinée notamment à l'exportation, est réalisée aujourd'hui dans les zones rurales).

En revenu global, le montant de ces activités non-agricoles dépasse le niveau des revenus agricoles. Mais encore une fois, la répartition n'est pas uniforme : 80% de ces activités sont concentrées dans 5 provinces côtières. Là, on peut parler d'une réelle prospérité et de l'accès à des biens de consommation, comme par exemple des télévisions couleurs ou l'accès à la propriété immobilière. Tout cela a été accompagné de l'essor de petites entreprises privées, familiales, d'entreprises de sous-traitance, d'un véritable petit capitalisme (5).

Tous ces phénomènes engendrent un important exode rural : on parle de 50 millions de paysans qui vont en ville, soit

poussés par la misère, soit, au contraire, exode de paysans cossus qui pensent s'enrichir encore plus.

■ ***Lors du mouvement démocratique de 1978, les revendications portant sur la libération sexuelle et contre l'oppression des femmes avaient joué un rôle important. Quels changements les réformes ont-elles apporté au statut de la femme ?***

— Certes, ces 10 dernières années, une certaine évolution a eu lieu dans le sens d'une rupture avec le puritanisme tant traditionnel que maoïste. Par ailleurs, dans certaines villes, l'écart de salaire entre hommes et femmes a baissé. Mais tout n'a pas été positif. Dès que, il y a 2-3 ans, les problèmes de chômage sont réapparus, ce sont encore les femmes qui ont eu le plus de difficultés pour trouver du travail.

La politique de contrôle des naissances est également un important facteur d'oppression des femmes : elle se traduit notamment par des avortements forcés. La politique de l'enfant unique aboutit, dans certaines régions, à l'assassinat des filles à la naissance, voire dans certains cas extrêmes, à l'assassinat de fillettes de 2-3 ans, à tel point que le gouvernement a dû faire partiellement marche arrière et autoriser un second enfant si le premier est une fille.

Quant aux revendications spécifiques sur les femmes qui se seraient exprimées lors du mouvement actuel, nous ne disposons pas encore d'informations très détaillées (6).

Les différenciations au sein de la bureaucratie

■ ***Quels ont été les effets de la réforme sur les différentes couches de la bureaucratie ?***

— Après le traumatisme de la révolution culturelle, la réforme a joué un rôle considérable dans l'évolution des cadres de l'appareil. Au niveau rural, l'effet a été décisif. Même si la décollectivisation a affecté le pouvoir absolu que les cadres locaux avaient dans les communes populaires, ils ont pu néanmoins en garder certaines parcelles. Les petits chefs du Parti ont donc conservé des moyens de pression sur les paysans et s'en sont servis pour "parasiter" — au sens premier du terme ! — ces derniers. Au fur à mesure que les possibilités de s'enrichir, ouvertes par la réforme, se développaient, une partie des bureaucrates ont décidé de constituer directement leurs propres entreprises, de devenir eux-mêmes des petits capitalistes, grâce notamment aux revenus de la corruption. Cependant, il ne faut pas généraliser l'étendue du phénomène.

Au niveau urbain, les choses sont plus compliquées. De la révolution culturelle est sorti un appareil qui était souvent rustre, inculte, autoritaire, corrompu, mais dans une moindre mesure. Le processus des réformes a entraîné une modernisation dans tous les sens : des nouveaux technocrates sont apparus, des étudiants ont intégré le Parti, etc.

Même au niveau de l'armée, une nouvelle génération d'officiers qui n'est pas issue de la révolution est apparue. Cette génération est plutôt attachée à l'idée de la modernisation de la société, est plus instruite, plus détachée par rapport aux vieillards qui sont ses chefs historiques.

Des différenciations importantes se sont produites au sein de l'appareil, chacun réagissant différemment aux réformes. Il est clair par exemple, que l'intérêt des secrétaires de Parti dans les entreprises n'était pas le même que celui des jeunes technocrates. Dans les syndicats, même si l'appareil ne favorisait pas une réelle expression ouvrière indépendante, il faisait néanmoins pression sur les cadres d'entreprise pour obtenir des avantages pour leurs affiliés, afin de garder un maximum d'autorité et défendre ses propres privilèges.

Au niveau des sommets de l'appareil, ont commencé à être recrutés des jeunes beaucoup plus formés : universitaires, cadres techniques, conseillers ayant fait des études à l'étranger. Cependant — et cela joue un rôle important dans les événements actuels — les

5) Sur le développement des entreprises privées en Chine, voir l'article de Zhang Kai, page 10.

6) Il faut souligner la présence d'un grand nombre de femmes dans la coordination étudiante des universités de Pékin. L'un des 3 principaux leaders étudiants était une femme, Cha Lin. Elle a échappé à deux tentatives d'enlèvement et était protégée par un important service d'ordre. Elle a pu échapper au massacre de Tiananmen et s'est réfugiée à Hong-Kong.

vieux dirigeants et cadres qui sont là depuis la révolution (et même avant, depuis les années 20 ou 30 !) ont gardé la haute main sur le Parti, tant au niveau de l'Armée que d'autres secteurs. De farouches batailles de fraction ont permis l'élimination de certains d'entre eux, mais ils n'ont jamais été totalement mis à l'écart.

Cela se voit d'ailleurs dans les moments décisifs : l'élimination, en 1987, de l'ancien secrétaire général, Hu Yaobang, ne s'est pas faite dans une instance officielle, mais dans une réunion du Bureau politique, élargi aux anciens qu'on avait pourtant mis à l'écart. Ce sont eux qui ont permis de former une majorité qui a démis Hu Yaobang. Lors des événements actuels, ce sont encore ces "anciens" qui ont joué un rôle décisif, avec cette fois-ci l'appui de Deng Xiaoping.

Un fossé important existe donc entre la société et cet haut appareil composé d'octagénaires : Peng Zhen est né en 1902 ; Deng en 1904 ; Chen Yun en 1905 ; les deux derniers maréchaux qui restaient sur les 10 de 1955, ont plus de 85 ans ; le Président de la république, Yang Shangkun, est né en 1907, et faisait parti des 28 vieux "bolchéviques" (partisans de Staline) qui s'étaient opposés à Mao fin des années 20. Or il est évident que, face aux bouleversements de la réforme, ces vieillards sont un peu dépassés.

Autre phénomène : la corruption collosale au sommet. Pour le Chinois moyen, tous ses dirigeants sont corrompus. Soit directement (ce qui n'est pas toujours le cas pour les vieux) soit par népotisme : chaque fois qu'un vieux acceptait de se retirer, il imposait que l'on place directement son fils dans le haut de l'appareil. Pire encore: beaucoup de membres de la proche famille des dirigeants sont impliqués dans l'affairisme au sens le plus vil et corrompu du terme, comme le fils de Yang Shangkun ou de Zhao Ziyang.

On peut donc parler d'une décomposition réelle du régime par la corruption. Cela explique d'ailleurs la brutalité de la répression. Une seconde dimension qu'il faut souligner, rejoint le pronostic que faisait Trotsky en 1936-1937, à savoir, la transformation de l'appareil ou d'une partie de l'appareil en un espèce de proto-capitalisme. Certains cadres se contentent d'accompagner le processus, et s'accomoderaient fort bien d'un capitalisme d'Etat qu'ils pourraient parasiter ; d'autres, en revanche, choisissent de devenir progressivement eux-mêmes des capitalistes. Ceci dit, le processus est trop récent et incertain pour qu'on puisse en tirer des conclusions définitives. En fait, il s'agit surtout d'affairistes voulant s'enrichir rapidement, et prêts à plier bagage dès que la situation tournerait mal. On racontait par exemple qu'au moment où la situation était la plus critique, les fils de Yang Shangkun et de Li Peng seraient arrivés à Hong-Kong avec des valises bourrées d'argent ! Même si ce n'était qu'une rumeur sans fondement, cela montre bien qu'en tout état de cause, aux yeux de la population, le régime est totalement corrompu et n'a plus aucune légitimité. Il est un peu perçu comme le régime de Chang Kaï-chek en 1946-47, avant son effondrement : un régime pourri et illégitime.

■ *Comment expliquer l'ampleur de ce phénomène de corruption ?*

— Malgré tous les succès de la réforme, la Chine reste un pays très pauvre et la bataille pour la répartition des maigres ressources est très âpre. Le pays est confrontée à des problèmes de "pays du Tiers-monde". Dans la période maoïste, on avait peu de biens de consommation mais il régnait un certain égalitarisme. Avec la réforme, l'argent, de nouveaux produits de consommation et la possibilité de s'enrichir sont arrivés. Mais pas pour tout le monde, et pas partout. L'accès à toutes ces richesses passait par le pouvoir. Or, la bureaucratie étant elle-même pauvre et n'ayant aucune compétence pour en profiter, ne pouvait que jouer un rôle de parasite, puisque c'est la seule chose qu'elle sait faire. Il semble que la plupart des nouvelles entreprises se font avec la participation directe ou le soutien des bureaucrates. D'ailleurs, le modèle qui se présente devant eux est celui de Hong-Kong, de Taïwan, des Chinois d'outre-mer, du Japon, de l'Occident. Et cette volonté de s'enrichir très vite pousse à une extension colossale de la corruption et des réseaux illicites.

■ *L'armée a joué un rôle déterminant dans ce conflit. On a fait état d'affrontements entre corps d'armée, on a souligné l'utilisation de troupes de province. Quels sont les clivages au sein de l'armée ?*

— On ne sait pas vraiment ce qui se passe dans l'armée. Toute sorte de bruits circulent, mais il s'agit de spéculations. L'armée est très fractionnée. En dehors de Mao, et peut être Zhou Enlai, nul n'avait réellement d'autorité centrale sur elle. Chaque commandant avait un peu son territoire et n'en faisait qu'à sa tête, un peu comme les seigneurs de la guerre de l'histoire chinoise. Par exemple, lorsqu'après 1960, Lin Piao a pris la tête de l'armée, on s'est très vite aperçu qu'en fait, il n'en contrôlait qu'une partie et ses adversaires l'autre.

C'est une armée dont les effectifs s'élèvent à 3 millions, mais elle est dirigée dans le secret le plus total. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'une fois de plus c'est elle qui est l'élément décisif, et peut être aussi, plus qu'on ne le croie, les éléments de sécurité, la milice, la police secrète (la *Gonganju*, ndlr). Mais si l'armée est bien le dernier recours, elle l'est avec ses propres divisions et fractionnements. Dans quelle mesure va-t-elle accepter le coup de force en échange d'avantages (modernisation, privilèges), dans quelle mesure son fractionnement va peser sur le régime lui-même, il est impossible de le préciser.

■ *Lorsqu'il y a eu, au début, des scènes de fraternisation entre les soldats et la population, on a beaucoup spéculé sur le mécontentement chez les militaires, en raison des baisses d'effectifs ou de leur perte de prestige, et on a parlé de possibilité de rupture entre l'armée et le gouvernement. La suite des événements n'est pas allée dans ce sens. Qu'en est-il réellement ?*

— On ne sait pas vraiment. Il est fort possible qu'une petite minorité plus déterminée, avec des petits appuis, mais dans des endroits clefs, ait pu imposer par un fait accompli sa propre solution que réprouverait la majorité. Après tout, bon nombre de ces militaires sont des gens raisonnables et ne se rangeraient pas si facilement derrière une solution aussi extrême. D'autant plus qu'eux-mêmes ont des enfants qui étaient parmi les étudiants. Mais réprouver la répression ne veut pas dire être prêt à se lancer dans une guerre civile.

■ *Peut-on dire que la férocité de la répression au Tibet était déjà un signe révélateur de ce que le régime était prêt à faire pour défendre ses intérêts ?*

— Très juste. Mais en même temps, la population avait l'impression que cela *"c'était bon pour le*

Tibet" ! Certes, certains secteurs de la population urbaine étaient peut être opposés à cette répression, mais la grande majorité demeure assez chauvine, hait les Tibétains et a approuvé le dénouement sanglant au Tibet. Mais que cela puisse se reproduire — et d'une façon encore pire — à Pékin, semblait inimaginable.

■ *Toutes ces différenciations au sein de la bureaucratie recoupent-elles les clivages au sommet, et comment s'expriment-elles au niveau des choix politiques ?*

— Les clivages sociaux au sein de la bureaucratie ne recoupent pas les clivages au sommet : les intérêts contradictoires sont trop complexes pour se refléter dans un simple affrontement entre "conservateurs" et "réformistes". Il y a maintenant de tout, dans l'appareil du PCC : des gens qui veulent certainement retourner au capitalisme... et le plus vite possible ! ; d'autres, qui ont la démarche des réformateurs des années 50, veulent faire un aménagement autoritaire du pouvoir ; d'autre encore, souhaitent mettre fin au processus, tandis que certains partisans des réformes sont désorientés, car ils n'ont pas pu les maîtriser. Il est très difficile d'appréhender ce qui se passe dans les sommets à l'heure actuelle. Néanmoins, il est clair que le désarroi est général, ni les uns ni les autres n'ont de projet précis et concret sur l'orientation exacte qu'il faudrait adopter.

■ *Comment peut-on expliquer le décalage entre la hardiesse des réformes économiques et l'absence de réforme politique ?*

— En partie à cause du succès imprévu et rapide des réformes économiques. Une partie de l'appareil a alors estimé qu'on pouvait faire l'économie des réformes politiques, en se disant que le niveau de vie ayant partout augmenté, il n'y aurait pas de mécontentement massif qu'il serait nécessaire de canaliser. Comme le disait Deng avec son cynisme habituel, tant que les ventres sont remplis, les esprits seront calmes. Et si les étudiants s'agitent un peu, on s'en sortira avec une petite répression !

■ *Dans un récent article, vous parliez d'"aspiration à la modernité" dans la société chinoise. Quels ont été les changements apportés par la réforme dans le monde culturel et la réflexion des intellectuels ?*

— Les changements ont été considérables. On s'est ouvert au monde extérieur, des dizaines de milliers de Chinois d'outre mer ont pu également venir en Chine. Dans la mesure où le maoïsme apparaissait comme un despotisme arriéré, tout ce qui était anti-maoïste (y compris, dans certains secteurs, le rejet de l'égalitarisme) a été perçu comme positif et moderne. Il faut aussi rappeler qu'historiquement, le Chinois moyen est profondément individualiste et se reconnaîtrait beaucoup mieux dans le comportement moyen des Occidentaux que des Japonais, par exemple.

Une volonté d'entrer de plein pied dans le monde moderne s'est exprimée. Les étudiants ont été bien sûr à l'avant-garde de cette évolution, en raison de leurs études, leurs voyages, etc. Et ils l'ont manifesté à travers leur comportement, en marquant la rupture par leur différence vestimentaire et intellectuelle, leur façon de s'habiller à la mode occidentale, et aussi une certaine libération sexuelle — ce qui n'a pas manqué de choquer, non seulement l'appareil mais aussi les vieilles générations.

La dynamique de Mai 1989

■ *Peut-on parler de continuité entre le mouvement démocratique de 1978, les révoltes étudiantes de l'hiver 1986 et le mouvement actuel ?*

— Ces trois mouvements sont très différents. En 1978, il s'agissait d'intellectuels qui avaient été chassés des universités, envoyés à la campagne, et qui venaient protester contre les mauvais traitements qu'ils avaient subis. Ils sont alors devenu les porte-parole de tous les réprouvés de la révolution culturelle. C'est cette génération que Deng Xiaoping a utilisé, manipulé, puis cassé.

Par la suite, le monde étudiant s'est reconstruit sur d'autres bases. Les étudiants ont alors commencé à vivre et à exprimer des problèmes liés à leurs études et leurs conditions de vie dans les universités. Il s'agit essentiellement d'enfants de cadres et d'intellectuels. Les enfants d'ouvriers sont très peu nombreux. Le nombre total d'étudiants est alentour de 2 millions, ce qui est peu par rapport à la population totale. Le statut d'étudiant était donc un statut relativement privilégié. Il faut aussi souligner qu'au fil du temps, il s'agissait de plus en plus d'enfants uniques, produit de la politique de contrôle des naissances, donc des enfants choyés par leurs parents, sur lesquels convergeaient toutes les aspirations de la famille.

En revanche, leurs conditions de vie dans les universités n'étaient absolument pas enviables. Ils étaient entassés à 6 ou 8 dans leurs chambres, placés sous la tutelle autoritaire de professeurs qui étaient souvent des mandarins, dans le sens le plus classique du terme.

En conséquence, la révolte de 1986 était, pour une bonne part, l'explosion d'un mécontentement des étudiants à l'égard de leurs propres conditions. Ils exigeaient l'approfondissement des réformes qui étaient à leurs yeux non seulement la meilleure voie pour la Chine, mais également la meilleure façon de satisfaire leurs propres aspirations. Il s'agissait de pousser les vieux bureaucrates corrompus à partir le plus vite possible, pour qu'ils puissent être remplacés par la nouvelle élite compétente, c'est-à-dire les étudiants eux-mêmes, qui étaient plus formés.

Le mouvement actuel est très différent. Beaucoup plus que les deux précédents, il a été le porte-parole d'un mécontentement généralisé dans la société, qui se rassemble sur un thème : la haine de la corruption et de tout ce qui se rapporte, l'arrogance, l'autoritarisme et l'incompétence du pouvoir. Les étudiants ont, par ailleurs, très vite pris conscience qu'ils étaient appuyés par la population.

Une ressemblance existe cependant entre les deux derniers mouvements : le fait qu'ils étaient tout deux soutenus par certains secteurs de l'appareil. On va même jusqu'à dire — et c'est sans doute injuste — que la maturité des étudiants, leur habilité tactique venait aussi du fait qu'ils étaient conseillés par des cadres du Parti. Sans qu'il y ait "manipulation" au sens propre, les étudiants étaient conscient d'être *aussi* les porte-parole de certains secteurs du Parti, et d'avoir eux-mêmes des relais dans l'appareil. C'est aussi pourquoi, à l'instar du mouvement de 1986-87, ils affichaient une assurance, une force tranquille. Comme le disait un étudiant de province, les dirigeants sont les étudiants de Pékin, car eux, ont des relais au

niveau du Comité central et savent ce qui s'y passe. Mais cela n'est qu'un élément.

L'essentiel c'est surtout qu'ils ont très vite eu toute la population urbaine derrière eux, les ouvriers, les petits entrepreneurs, les petits cadres de l'appareil, une partie des cadres de l'armée : tous ces gens sont venus les soutenir à Tiananmen. Cela leur donnait le sentiment qu'ils pouvaient gagner.

■ ***Gagner, mais comment, et avec quelles revendications ?***

— A la fois par un jeu de pressions et de négociations avec le pouvoir, et par l'acceptation d'une limite. Dans la mesure où il n'existait pas de véritable alternative au régime, il fallait pousser les secteurs du pouvoir qui semblaient favorables aux réformes et opposés à la corruption. Ce qui n'était pas très évident puisque l'un des principaux réformateurs, le secrétaire général Zhao Ziyang, était lui-même réputé pour son népotisme.

Les étudiants se sont donc abstenus de défier le régime, en ayant recours à toute une série de tactiques. Il ne faut donc pas prendre au pied de la lettre tout ce qu'ils ont fait. En effet, ils avaient appris de l'époque maoïste à jouer habilement, et à retourner l'arme et la rhétorique de l'adversaire contre lui. Par exemple, au début, ils ne s'en sont pas pris à Deng Xiaoping, mais au Premier ministre Li Peng, personnage haï, mais secondaire. Les ouvriers en ont fait de même. Ils ont par exemple défilé avec des portraits de Mao Zedong et de Zhou Enlai, ce qui est aussi un acte de dérision, car Li Peng est le fils adoptif de ce dernier. Mais en même temps, c'est un rappel que la période maoïste n'était pas si mauvaise du point de vue des ouvriers. Toutefois, dans quelle mesure leurs sentiments réels correspondaient aux images qu'ils utilisaient ? Car après tout, il s'agissait aussi de symboles d'un pouvoir haï.

■ ***Précisément, quelles sont les références politiques, idéologiques des étudiants et des ouvriers, et quelle a été l'influence exacte d'intellectuels comme Liu Binyan ou Fang Lizhi (7) ?***

— Il est clair que la référence principale pour les étudiants, c'est l'Occident. Car à leur yeux, c'est un modèle qui a fait ses preuves : plus de libertés, plus de possibilité de consommation, d'accès à la culture, aux voyages, au bien-être, etc. Y a-t-il un courant marxiste parmi eux ? Peu probable. C'est encore du côté des ouvriers que l'on peut trouver un sentiment égalitariste, ce qui tient à leurs acquis. Mais dans les deux sens du terme. Avec également un fort sentiment corporatiste, y compris dirigé contre les ouvriers qui n'ont pas le statut de travailleur permanent.

Des intellectuels comme Liu Binyan et Fang Lizhi étaient incontestablement des figures de référence, mais j'ignore quels étaient les liens organiques qu'ils ont pu avoir avec le mouvement.

Le problème est que plus le régime est déconsidéré et se lance dans la répression, plus tout ce qui se rapporte à lui (donc, le marxisme, le socialisme) est rejeté par la population.

■ ***La perestroïka de Gorbatchev n'est-elle pas non plus perçue comme une alternative par certains ? Les slogans en sa faveur, lors de la visite de Gorbatchev à Pékin, étaient-ils aussi de la pure tactique ?***

— Je pense que c'était plutôt cela. Bien entendu, de part et d'autre, on sait que l'on est confronté aux mêmes problèmes. Un certain attrait existe sans doute pour les réformes politiques en Union soviétique. Mais en Chine, au moins, la réforme rurale a emporté quelques succès, l'approvisionnement a été amélioré, l'industrie rurale a également apporté des changements positifs. En URSS on est encore loin du compte. Par ailleurs, l'écart entre l'industrie lourde et légère en Chine est moins grave qu'en Union soviétique.

■ ***Qu'est-il advenu de l'avant-garde marxiste du courant démocratique de 1978 ?***

— Trop de choses sont encore inconnues pour se faire une idée exacte à ce sujet et il faut être prudent dans les appréciations. Il semblerait qu'il y ait une certaine séparation et une certaine rupture. Il faut aussi dire qu'après la répression de 1979, et les possibilités offertes par la réforme, bon nombre de militants d'avant-garde de 1978 — et même certains chefs de file — a rompu avec ses idées et s'est lancé dans l'affairisme. D'autres sont encore en prison. Il ne faut pas non plus oublier le fossé qui existe entre ces deux générations du point de vue de leur origines, leur évolution, leurs références intellectuelles.

■ ***Comment les étudiants et les ouvriers se sont-ils organisés durant le mouvement, et quels sont les débats et les clivages qui l'ont traversés ?***

— Pour le moment, on connaît très peu de choses précises à ce sujet. Les débats internes, les discussions et négociations avec le pouvoir se sont faites de façon très discrètes. C'était un peu, en quelque sorte, un jeu d'élite à élite avec le pouvoir.

Le poids de la classe ouvrière a été importante, comme force de résistance, comme point d'ancrage pour le mouvement, mais là encore, les informations précises font défaut, pour le moment, sur ses formes exactes d'organisation et d'expression indépendante. Comme c'était le cas pour la révolution culturelle, c'est par la suite que l'on pourra en savoir plus.

■ ***Comment peut se résoudre la crise sur le long terme ?***

— En fait, les problèmes de la Chine sont immenses. Et nous ne les avons pas tous abordés : le problème démographique est catastrophique : plus d'un milliards de personnes concentrées sur le tiers du territoire chinois, soit 3 millions de Km2 ; la crise écologique est colossale, avec notamment la destruction des forêts. Tous ces problèmes ne pourront trouver de solution qu'à l'échelle planétaire.

Le risque d'un scénario catastrophe et d'une grande régression historique n'est pas totalement à écarter : impossibilité de trouver une réelle solution à la crise, et aux intérêts divergeants multiples, un éclatement du pays en fragments contrôlés par telle ou telle fraction de l'armée et des militaires qui deviendraient de nouveaux "seigneurs de la guerre". Le compromis qui semble s'être dessiné autour de Deng écarte un peu cette hypothèse extrême, mais le problème va se poser de nouveau avec la lutte pour sa succession.

Le régime est à bout de souffle. Un processus de liquidation de ce régime s'est amorcé, qui peut s'étendre sur une période plus ou moins longue, mais semble irréversible : la fracture créée par le bain de sang de Pékin est irréparable. L'appareil a pour le moment repris la situation en main. La répression systématique a commencé. Il règne à Pékin un lourd climat qui n'est pas sans rappeler les sombres jours de la Révolution culturelle, avec notamment le recours aux campagnes de délation. La population chinoise a perdu une bataille, mais un nouveau potentiel de lutte ressurgira tôt ou tard. ■

9 juin 1989
Propos recueillis par
Marc Renard

7) Liu Binyan, journaliste très populaire, et Fang Lizhi, physicien de réputation mondiale, ont été exclus du Parti après l'éviction de Hu Yaobang, en 1987.

Réformes marchandes et pénurie

LA PENURIE de viande de porc qui s'est manifestée en Chine, à l'automne 1987, a été l'un des premiers indices de l'échec de la réforme économique de Deng Xiaoping. A travers l'analyse des mécanismes de cette pénurie, l'article qui suit (traduit du chinois d'*October Review*, publié à Hong-Kong par des sympathisants de la IVe Internationale) illustre les effets sociaux catastrophiques de l'introduction des mécanismes de marché dans la production et la distribution des biens de première nécessité dans un pays comme la Chine.

Lin FENG

LA VIANDE DE PORC est l'aliment carné le plus courant dans la consommation chinoise, à tel point que "porc" peut parfois signifier "viande". Jusqu'à l'année 1984, la réforme économique semblait avoir réussie : globalement, toutes les productions s'étaient fortement élevées, en particulier la production agricole, par le seul jeu de la libération de l'initiative privé. En des années marquées par la crise du Tiers-monde à cause de son endettement, la Chine connaissait des taux de croissance annuelles oscillant entre 5% et 12%. La plupart des auteurs pariaient sur la réussite de la transformation capitaliste chinoise. Comme lors des premiers tours au jeu du monopoly, les occasions et possibilités d'enrichissement ont été nombreuses et considérables. Le seul problème social paraissait être la jalousie, appelée "maladie des yeux rouges", à l'égard de ceux qui s'étaient enrichis : les foyer à dix mille yuans (des paysans spécialisés dans la pisciculture par exemple), dans un pays où un couple d'ouvrier ne gagne fréquemment qu'un millier de yuan dans l'année. Encore cela était-il présenté comme un legs des mentalités maoïstes hostiles à toute richesse. Ce n'est qu'à partir de 1985 que les distorsions multiples apparurent : recul global de certaines productions, notamment céréalières ; appauvrissement de certains groupes et régions ; détournement massif de fond et corruption ; échec des zones économiques spéciales ; endettement des entreprises ; premières faillites ; incapacité du système bancaire de jouer le rôle de surveillant comme en Occident ; bref, réapparition de nombreux phénomènes de la période d'avant le prise du pouvoir par les communistes, en 1949. Mais il faut attendre 1987 pour que l'on prenne conscience du caractère général et structurel de ces problèmes qui n'étaient vu que comme des ratés ponctuels, d'autant que, captant les énergies et initiatives vers le domaine des réussites économiques et professionnelles, Deng avait pu étouffer le mouvement démocratique et toute possibilité de donner libre cours à la critique populaire et spontanée. Seule la grande presse bénéficiait d'une plus grande indépendance et liberté d'expression. (...)

Rationnement

A la suite de Shangaï, Tientsin et d'autres grandes villes, Pékin connaît aussi, depuis le 1er décembre 1987, le rationnement de la viande de porc. En moyenne, chacun peut acquérir 1 kilo de viande de porc par mois dans les magasins d'approvisionnement d'Etat. La ration est encore plus réduite dans d'autres régions : pour prendre l'exemple de Fanyangshi, le rationnement de novembre n'accordait que 0,75 kg par mois et par personne, cette quantité n'atteignant même pas la moitié de la ration de viande de porc d'avant 1980 (à cette époque, chaque citadin pouvait obtenir des bons pour 2 kg de viande de porc par mois). Devant cette carence des boucheries d'Etat, le prix de la viande de porc sur les marchés libres est passé de 2 à 3 yuans, tandis que le prix du bœuf et du mouton se sont aussi envolés. Cela reflète la gravité du déséquilibre entre l'offre et la demande des marchandises alimentaires suivant les compte-rendu de l'administration elle-même. De janvier à novem-bre 1987, la hausse des prix à Pékin aurait atteint 8,8%.

Le processus de pénurie de la viande de porc dans les grandes villes chinoises peut être décelé dans les chiffres officiels. A la mi-1987, le montant national des ventes de porc dans le commerce d'Etat avait diminué de 4,9% en 12 mois. En octobre 1987, le chiffre national des réserves de porc baisse de 6%. Les stocks de viande ont reculé de 6,7% par rapport à l'an passé, alors que la demande globale de ce produit croît au rythme annuel de 5 à 7%. (...)

Selon les autorités, la cause directe de la pénurie de porc serait la forte hausse des prix des aliments pour le porc, tandis que les revenus des producteurs de porc ne suivraient pas le renchérissement des fourrages. Cet écart entre les coûts du porc et les revenus tirés feraient que les paysans abandonnent l'élevage de porc, ce qui diminuerait l'offre de porc.

Mais le renchérissement des fourrages est également une conséquence de tout ce qui cause la pénurie.

Causes apparentes et causes réelles

En raison des faibles revenus de la culture des céréales (blé, maïs, patate douce, etc.) entrant dans la production du porc, les paysans se tournent en général vers des cultures plus lucratives (pisciculture), et vont même jusqu'à abandonner la charrue pour l'usine ou le commerce. Ainsi l'offre de fourrage et la production de céréales ont baissé depuis 1985. Bien que les principales céréales comme le riz soient toujours contrôlées par l'Etat, les autorités ont libéré les prix. Alors, suivant la loi du marché, le prix du fourrage monta peu à peu, infligeant un rude coup à la branche porcine. Actuellement, on utilise en moyenne 4 kilos de fourrages pour produire 1 kilo de porc, mais la production céréalière par habitant n'est que de 400 kilos (soit 30 kilos de moins que la moyenne mondiale) dont 80% doivent être consacrés à l'alimentation directe de la population. C'est l'enchaînement de ces causes qui explique la situation de pénurie.

Mais ce qui précède n'est que l'exposé des causes directes. Il existe des raisons encore plus fondamentales à la pénurie de porc. En décembre 1978, les partisans de Deng firent les premiers pas pour adopter la nouvelle ligne économique. Cette ligne économique oblige à réguler les productions suivant les mécanismes de marché, et même le fruit du labeur des individus suivant l'intéressement au gain. La réforme intervient en premier dans l'économie villageoise. Dès 1985, 98% des foyers ruraux étaient entrés dans le *"système de responsabilité de contrats de production des familles"*. En même temps, les paysans recevaient une plus grande liberté dans la production privée. La logique de la politique agricole de Deng est que l'Etat diminue ses investissements dans l'agriculture et s'appuie complètement sur l'intérêt

matériel pour stimuler l'enthousiasme productif des paysans. En raison de la diminution des investissements d'Etat dans l'agriculture, les travaux hydrauliques et autres chantiers fondamentaux en rapport avec l'agriculture ont été comprimés : la capacité de production en rapport avec l'agriculture a reculé ; dans le même temps, le gouvernement chinois a également diminué les subventions aux agriculteurs en général ; or suivant les lois du marché, les prix des insecticides, engrais, semences, etc. n'ont cessé de grimper. Le résultat en est que tous les paysans se tournent vers les cultures plus lucratives, développent les activités secondaires et vont jusqu'à se reporter sur les usines et le commerce. Cet ensemble de raisons fait que la production de céréales décline depuis 1984.

Depuis les pénuries dans les livraisons de céréales, les lois du marché ont contraint à de fortes hausses de certains prix, tant pour la consommation alimentaire humaine que pour les aliments de bétail. Par exemple, le quintal de fourrage composé est passé de 14 à 23 yuans dans le Hunan, soit 64% de hausse et dans le Hubei, 30% de hausse ; mais la hausse du prix du porc n'y fut que de 10%. Dans les autres régions, elle fut encore plus faible. L'élevage de porc est devenu une entreprise sans intérêt, voire fonctionnant à perte. Ainsi, plus personne ne veut élever du porc. Les conséquences en sont la pénurie et la hausse du prix de vente.

L'insuffisance de la viande de porc est le fruit amer qu'a produit l'adoption, comme règle de conduite de la production, des mécanismes de marché et de la poursuite aveugle du profit. Cela fut la première crise économique qu'a amené la "réforme économique" de la clique de Deng.

Les contre-mesures des bureaucrates chinois

La première grande mesure des bureaucrates en réponse à la pénurie de viande de porc a été d'organiser le rationnement dans les grandes villes, d'augmenter les livraisons de produits d'aquaculture ou à base d'œufs. Mais cela a été sans commune mesure avec l'effet provoqué par les pénuries de porc. D'un autre côté, les bureaucrates augmentaient les revenus des producteurs de porc et les subventions à la vente, ainsi que les primes versées aux ouvriers et employés pour cause de vie chère. Ces dernières années, les subventions de la municipalité de Pékin pour les transports, le logement, la nourriture et les vêtements, atteignaient chaque année plus de 2 milliards de yuans. Les bénéficiaires en sont essentiellement les salariés des entreprises d'Etat.

Mais la question névralgique demeure : comment faire pour élever l'offre de porc ? La méthode la plus directe est d'agir encore une fois, en élevant le gain

que les paysans peuvent retirer de l'élevage du porc. L'action des autorités est double : d'un côté, elles commencent à influer sur les prix des fourrages par des livraisons massives de l'Etat sur les marchés, de l'autre, elles renforcent les contrôles sur les prix des différents intermédiaires en amont et aval de la production de porc.

Les lois du marché

Pour ce qui est des mesures économiques à long terme, l'avis des milieux dirigeants chinois est que chaque grande ville doit se doter de ses propres "bases d'approvisionnement en produits annexes" et faire progresser la production industrielle dans des zones délimitées. Ce n'est qu'après qu'il faut *"garantir la stabilité des approvisionnements du marché"*. En même temps, d'autres proposent de libérer les prix et de laisser jouer les mécanismes de marché pour fixer les rapports de prix entre le fourrage et la viande de porc.

On peut observer que la méthode des bureaucrates chinois ne s'attaque pas au cœur du problème. Rationnement, aides et subventions pour l'éleveur de porc ne peuvent régler le problème que provisoirement. Quant à proposer des "bases d'approvisionnement en produits annexes", si cela ne relève pas de l'ignorance, cela signifie alors qu'on cherche à éviter de s'attaquer à la cause principale.

Tout le monde sait en effet, que la pénurie n'est pas provoquée par une insuffisance des forces productives, mais par le refus des paysans d'élever du porc.

Soumise aux lois du marché, toute production ne peut s'adresser qu'à ceux qui ont un pouvoir d'achat suffisant et ne peut chercher à satisfaire les besoins de toute la société. Si on veut réellement se soucier des besoins de la société, on ne peut faire dépendre la décision du degré de profit espéré.

Pour les principales productions, indispensables pour le bien-être social, l'Etat doit prendre la décision d'investir même si c'est à perte. La production de céréales en est le meilleur exemple ; l'Etat ne peut refuser d'y poursuivre les investissements, ni refuser d'accorder des subventions, sous prétexte que la production céréalière serait à perte.

Pour résoudre radicalement l'ensemble des problèmes provoqués par la politique économique des partisans de Deng Xiaoping (la pénurie de porc n'en est qu'un petit épisode), il faut assurer la publicité des principaux flux de capitaux au niveau national dans les circuits d'Etat, et entreprendre leur répartition et leur production suivant les besoins sociaux. Si l'on veut connaître les besoins de l'ensemble du peuple, il faut que celui-ci participe à la discussion du projet de plan, et cela nécessite l'existence d'un système démocratique.

Seule une planification décidée par une large discussion démocratique peut complètement refléter les besoins populaires et trancher véritablement les problèmes. L'économie planifiée, si elle est décidée d'une façon bureaucratique par la volonté de quelques dirigeants, non seulement ne peut prendre en compte les besoins sociaux, mais en outre s'éloigne souvent de la réalité, provoquant de graves distorsions économiques. Le grand bond en avant en est un exemple, les dommages qu'il a créés à l'économie chinoise ont subsisté durant la décennie qui a suivi.

La différence entre les politiques agricoles de Deng et de Mao est celle d'une économie de marché à la recherche aveugle du profit chez le premier, et d'une économie planifiée d'une façon bureaucratique pour le second, politique que ses successeurs ont durcie. Mais toutes deux ont un point commun : elles pressurent les ouvriers et les paysans pour soutenir le développement économique.

La pression sur les paysans

La pression exercée sur les paysans est particulièrement nette : les prix des produits agricoles ont tous été comprimés sur une longue période à un niveau bas et irrationnel, tandis que les prix ne cessait de grandir. Le niveau de vie paysan n'était pas en phase avec le développement agricole. C'est pour cela, qu'à moins d'aller vers une diminution progressive de la part de ce qui est régulé par les lois du marché (alors qu'actuellement l'importance des mécanismes de marché ne cesse de grandir), l'Etat est toujours davantage contraint de soutenir matériellement les paysans pauvres et de les aider à avancer vers la collectivisation, en respectant leur libre volonté. Il est également obligé de relever les revenus tirés des produits secondaires, pour relever le volume des ventes afin de diminuer le ciseau des prix en tentant d'améliorer la vie paysanne ; et d'accroître la productivité agricole afin de contenter les paysans, tout en s'assurant qu'ils produisent pour les besoins collectifs. Enfin, pour la circulation des marchandises, l'Etat doit sévèrement contrôler les prix des principales marchandises dont dépend le bien-être social et réduire dans la mesure du possible la part régulée par les lois du marché.

La planification économique démocratique est non seulement la méthode fondamentale pour résoudre la pénurie de porc, mais aussi l'issue globale de l'économie de l'Etat ouvrier. ■

October Review
Décembre 1987

FRANCE

Mobilisation contre le sommet des 7 pays industrialisés

DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE, la France vit à l'heure de la célébration du bicentenaire de la révolution française de 1789. Le gouvernement français a choisi le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, pour inviter les chefs d'Etats des 7 pays les plus riches du monde à tenir leur sommet annuel à Paris.

Cela ne pouvait rester sans réaction. Il y a déjà plusieurs mois, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, a pris l'initiative de proposer une action unitaire contre ce sommet. Depuis, l'appel unitaire de la LCR s'est élargie de manière significative à de nombreuses forces politiques et personnalités françaises et internationales.

A l'automne 1988, l'assemblée du Fonds monétaire international (FMI) à Berlin avait déjà suscité de nombreuses manifestations. Cette fois encore, les maîtres de l'économie mondiale ne pourront pas siéger en paix. 300 personnalités de 26 pays ont répondu à l'appel de Gilles Perraut, écrivain et militant anti-impérialiste renommé, en rendant public un texte qui affirme, entre autre : *"Le Tiers Etat, aujourd'hui, c'est le Tiers-monde. Pour garder au 14 juillet 1989 son sens, sa dignité et son efficacité, nous appelons au rassemblement des représentants des peuples exsangues. (...) Face à l'opinion, eux aussi feront leurs comptes et chercheront ensemble les voies et les moyens de démanteler la Bastille de l'impérialisme économique. Nous en appelons aussi aux forces progressistes en France et en Europe. Nous manifesteront dans les rues de Paris, à la Bastille, le 8 juillet 1989. Nous donnerons la parole aux représentants de ceux qui luttent pour le droit des peuples à disposer d'eux mêmes : contre la dette, les dernières colonies, l'apartheid en Afrique australe."* On retrouve parmi les signataires les responsables de la LCR et de la IVe Internationale ; de la Nouvelle Gauche ; du Parti socialiste unifié (PSU) ; des Rénovateurs Communistes ; des différents comités de solidarité anti-impérialiste ; des organisations et personnalités des dernières colonies françaises Union populaire de libération de la Guadeloupe (UPLG), Groupe révolution socialiste (GRS), Wassissi Iopwé du FLNKS-France, E.Delépine, Luc Reinette prisonnier politique guadéloupéen récemment amnistié, etc.) ; des organisations antiracistes (Harlem Désir, président de SOS Racisme, et les secrétaires du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et de la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI), Felix Damette du courant des "reconstructeurs communistes" dans le Parti communiste français) ; quelques élus socialistes ; les milieux chrétiens militants (Témoignage chrétien, Terre des hommes, Monseigneur Gaillot). Au niveau international, l'appel est repris par de nombreuses personnalités et courants politiques, de l'opposition algérienne en exil, à Boris Kagarlitski du front populaire de Moscou ; de militants des territoires occupés par Israël et de l'opposition israélienne, avec Michel Warshawski, aux responsables du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD) ; de Tonny Benn, dirigeant de l'aile gauche du Labour Party britannique et d'autres députés travaillistes, à Landing Savanné, ex-candidat à l'élection présidentielle au Sénégal ; de Bernadette Devlin, d'Irlande du Nord, à des députés du Parti des travailleurs (PT) brésilien ; de Herri Batasuna, du Pays Basque, à Rosario Ibarra du Mexique et Hugo Blanco du Pérou ; des "Grünen" (Verts) allemands, aux signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie ; de responsables de Democrazia Proletaria, en Italie, à Othelo de Carvalho du Portugal, etc. D'autres vont encore les rejoindre.

Il s'agira d'un rassemblement exceptionnel, d'autant plus que les célèbres chanteurs Renaud et Johnny Clegg, ainsi que deux autres groupes connus participent pleinement à l'initiative, et concluront la manifestation par un concert gratuit qui rassemblera des dizaines de milliers de jeunes à la place de la Bastille. Le dimanche 9 juillet, un colloque rassemblera les principaux signataires de cet appel, et sera axé sur le problème des dernières colonies, à la veille de leur intégration dans "l'Europe" ; sur l'exigence du boycott de l'apartheid ; et sur l'annulation de la dette des pays dominés. Le Président français, François Mitterand, a récemment pris l'initiative d'annuler la dette envers l'Etat français des 35 pays les plus pauvres. Mais cela n'affaiblit pas la détermination de ceux qui veulent exiger l'annulation de toute la dette face au sommet des 7 plus riches. Le "cadeau" de Mitterand ne représente, en effet, que 2,5 milliards dollars sur un total de 80 milliards dus à la France, et les 1 320 milliards dollars dus aux pays industrialisés dans leur ensemble. Les émeutes d'Argentine, après celles du Venezuela, sont là pour rappeler la profondeur de la crise engendrée par le système impérialiste. Le rassemblement du 8 juillet sera donc une occasion de dénoncer ce scandale de la dette grâce à une mobilisation internationale. ■

MEXIQUE

Fin de la grève de la faim

LES QUATRE MEMBRES de la direction nationale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, ont cessé leur grève de la faim, commencée le 10 mai 1989 (voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989). Cette décision a été annoncée lors d'un meeting organisé, le lundi 5 juin, devant la cathédrale de Mexico. Le but de cette action, à laquelle s'étaient jointes une quinzaine d'autres personnes à travers le pays, était de faire pression sur le gouvernement mexicain pour exiger la réapparition en vie de José Ramon Garcia Gomez, militant du PRT dans l'Etat de Morelos, enlevé à son domicile, le 16 décembre 1988 (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989), et la libération d'Eladio Torres Flores, le plus ancien prisonnier politique du Mexique.

Après avoir été reçus, le 2 juin, par Fernando Gutiérrez Barrios, du secrétariat à l'Intérieur du gouvernement, nos camarades ont jugé satisfaisants les engagements pris par le gouvernement mexicain.

Alors que les actions menées durant cinq mois, afin de faire pression sur le gouvernement pour la réapparition en vie et la libération immédiate de José Ramon, n'avaient, semble-t-il, rencontré aucun écho auprès de ses instances, le vaste mouvement de solidarité nationale et internationale et l'action de nos camarades viennent d'arracher une première concession.

Le 2 juin, le gouvernement mexicain s'est engagé, à la demande du PRT, à convoquer une nouvelle fois la commission spéciale chargée d'enquêter (voir *Inprecor* numéro 281 du 6 février 1989) sur les circonstances de la disparition de José Ramon Garcia et de vérifier toutes les hypothèses existantes, sans en négliger aucune (contrairement à ce qui s'était passé lors de la première enquête), ainsi que de découvrir son actuel

lieu de détention. D'autre part, la délégation du PRT a obtenu qu'Eladio Torres soit libéré lors de la troisième phase de l'amnistie des prisonniers "sociaux", annoncée le 1er juin par le gouvernement, même si la forme juridique que prendra sa libération reste à préciser. En effet, Flores et d'autres prisonniers politiques n'avaient pas pu béneficier des premières mesures de grâce présidentielle décrétées par le Président Salinas de Gortari dans un but de propagande politique.

Jugeant que ces deux points concédés par le gouvernement étaient suffisamment satisfaisants, nos camarades ont décidé de mettre fin à leur action engagée depuis 26 jours. Cependant, l'arrêt de la grève de la faim ne signifie pas la fin de la lutte pour la réapparition de José Ramon et de tous les disparus, ainsi que pour la libération de tous les prisonniers politiques. C'est pour cela que les camarades du PRT, après avoir remercié vivement tout ceux qui, au Mexique comme ailleurs, ont apporté leur soutien aux grévistes de la faim, demandent à ce que le vaste mouvement de solidarité internationale qui s'est exprimé à cette occasion reste vigilant jusqu'à la libération complète de José Ramon et de Eladio Torres. ■

AFRIQUE DU SUD

Sauver les 26 d'Upington !

LE PROCES des 26 habitants des *townships* d'Upington (situé au nord de la province du Cap), commencé en octobre 1986, vient de s'achever par la condamnation à mort de 14 d'entre eux, dont un jeune homme de vingt ans et une femme de soixante ans. Les "26 d'Upington" avaient été accusés du meurtre d'un policier lors d'une manifestation populaire contre l'augmentation des loyers, qui eut lieu en 1985 (*Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989).

La seule "preuve" retenue à leur charge, consiste en leur participation à la manifestation et dans la présomption que cette dernière aurait été organisée avec l'objectif de tuer le policier. Comme dans le cas des 6 de Sharpeville (voir *Inprecor* numéro 258 du 1 février 1988), le tribunal fait état d'une prétendue responsabilité collective dans une affaire de meurtre à l'issue d'une manifestation. 14 Noirs ont donc été condamnés à mort par pendaison, et 11 autres à des peines de prison, par des juges blancs. Ce procès scandaleux illustre fort bien l'hypocrisie qui règne actuellement à propos de l'Afrique du Sud, quand il s'agit de faire croire qu'un processus de démocratisation est engagé. Il faut sauver les condamnés d'Upington ! Comme pour les 6 de Sharpeville, la pression internationale doit empêcher Prétoria d'accomplir un autre crime raciste. ■

ARGENTINE

L'heure de la colère !

A PEINE DEUX SEMAINES après l'élection présidentielle du 14 mai dernier, qui a vu la victoire du candidat péroniste (1), Carlos Menem, et la défaite du Président Raul Alfonsin, Rosario, la deuxième ville du pays, a connu une révolte populaire contre la misère. Le soulèvement s'est soldé par des dizaines de morts et s'est rapidement étendu à la banlieue de Buenos Aires.
Ces émeutes ont servi de prétexte au régime pour lancer une opération de répression contre l'extrême gauche, représentée essentiellement par deux organisations trotskystes : le Mouvement vers le socialisme (MAS) et le Parti ouvrier (PO), dont plusieurs dirigeants et militants ont été arrêtés.

Cecilia GARMENDIA

LES IMAGES de la colère du peuple argentin, réduit au pillage pour se nourrir, ont remis ce pays sur le devant de la scène pendant quelques temps.

Durant près de 10 jours, de violentes émeutes ont secoué les principales villes industrielles argentines. Les habitants des bidonvilles ont saccagé les supermarchés et les magasins. Après l'épisode malheureux de l'attaque de la caserne de La Tablada (2), en janvier dernier, ces émeutes de la faim mettent à nu la misère et le désespoir qui s'abattent sur les masses argentines.

Si la victoire du candidat péroniste Carlos Saul Menem (baron de la droite du péronisme) est le fait de l'échec de la gestion des radicaux au gouvernement argentin, elle n'ouvre aucune perspective pour les travailleurs de ce pays. Le programme du péronisme se limite à des promesses démagogiques, comme la "révolution productive" et le "grand salaire" ("salariazo"). Par ailleurs, avant le scrutin du 14 mai, Menem avait signé, avec Alfonsin, une reconnaissance de dette vis-à-vis de la Banque Mondiale. Les usuriers internationaux veulent des garanties, et le péronisme tient à garder de bons rapports avec eux ! On ne peut guère attendre de réformes de la part du nouveau gouvernement ; son seul espoir est de mieux museler le mouvement syndical, organisé dans la CGT (Confédération générale du travail) que dirige la bureaucratie péroniste. Les soulèvements de colère, comme celui de ces derniers jours, mettent à nu les limites de telles courroies de transmission.

En effet, dans la situation économique actuelle, le péronisme peut difficilement espérer jouer le rôle des années 50 et canaliser ou manipuler le mouvement populaire. Il paye en plus le prix de ses compromissions lors de la dictature militaire. La situation de crise et d'endettement de l'Argentine ne permet plus aux péronistes de réaliser des réformes comme celles que Péron avait pu effectuer dans les années d'après-guerre.

Hyper-inflation et dévaluation

Dans le domaine économique, Alfonsin a perpétué le modèle ultra-libéral qu'avaient inauguré les militaires en 1976, tout en cédant le pouvoir économique réel à des groupes transnationaux. Ceux-ci ont spéculé sur le marché international, plutôt que de développer la production, ce qui a produit une terrible fuite des capitaux ; la banqueroute pour de nombreuses entreprises nationales qui n'avaient pas accès à des crédits extérieurs ; une hyper-inflation (entre 30 et 40% mensuel) ; et une dévaluation de la monnaie, l'austral, de plus de 12 000 % en 5 ans.

Selon l'Institut national de statistiques et recensements, le chômage et le sous-emploi touchent 2, 5 millions de personnes, tandis que 7, 5 millions de travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté. Dans les trois derniers mois, le dollar a monté de 600 %, les produits de première nécessité font défaut et les commerçants changent les prix jusqu'à deux fois par jour pour se protéger de

1) Péronisme (ou, sous sa dénomination officielle, "*justicialisme*") : mouvement populiste bourgeois fondé par Juan Domingo Péron (1895-1974), qui exerça le pouvoir en Argentine entre 1946 et 1955. Le deuxième gouvernement péroniste, installé en 1973, fut renversé par un coup d'Etat en 1976.

2) Le 23 janvier dernier, un groupe de quelques dizaines de civils a donné l'assaut à la caserne de la Tablada, située dans la région de Buenos Aires. Cette action fut réprimée par l'armée dans un bain de sang.

l'inflation. Souvent les gens achetent un produit dans une grande surface à un certain prix et se rendent compte, en allant payer, qu'il a déjà augmenté !

Pour pouvoir conserver leur pouvoir d'achat, nombre de travailleurs investissent leurs salaires en dollars et les changent au fur et à mesure par paquets de 5 ou 10 dollars pour pouvoir manger, ou bien ils font des investissements avec leurs "australes" pour 24 heures ou pour la semaine, touchant ainsi des intérêts qui vont jusqu'à 150% par mois.

La gauche a fait une percée importante lors de ces élections dans le cadre de la coalition électorale Izquierda unida (IU, Gauche unie), qui rassemble principalement le Parti communiste et le MAS (Mouvement vers le socialisme, fondé par Nahuel Moreno autour du Parti socialiste des travailleurs, PST). Pour la première fois elle obtient des élus (tous membres du MAS : un député au Parlement pour la province de Buenos Aires, Luis Zamora, ainsi qu'une député provinciale et un conseiller).

Réconciliation avec l'armée

La répression mise en branle par le gouvernement Alfonsin, qui a décrété l'état de siège, a soldé la réconciliation entre celui-ci et les différentes fractions de l'armée. La prise de la caserne de La Tablada avait déjà donné prétexte à la création d'un Conseil national de sécurité (dont le programme revendique on ne peut plus clairement la *"lutte contre la subversion"*, dans la lignée de la "sale guerre" des généraux). L'armée a resserré les rangs et les querelles avec le gouvernement se sont estompées. Cette grande parade de l'"unité nationale" face aux *"bourgeons de la subversion"* a malheureusement pu compter sur le silence de la gauche (à l'exception du Parti ouvrier et des organisations de défense des Droits de l'homme). Autant d'éléments qui, la famine aidant, expliquent le développement de ces émeutes, sans perspective politique en toile de fond.

La crise économique et politique qui secoue l'Argentine n'a guère de solution dans la phase actuelle. Les grands de ce monde ne veulent plus faire de cadeaux. Malgré le zèle du gouvernement dans l'application des plans d'austérité, des mouvements comme celui qui vient de survenir continuent de classer l'Argentine dans la rubrique des "pays à risques" (les investisseurs étrangers ainsi que les capitalistes nationaux, qui ne cessent d'expatrier des devises, le savent bien). Par ailleurs, ni radicaux ni péronistes ne sont en mesure d'apaiser le mécontentement. L'ascension de Menem peut donner quelques mois de répi aux classes possédantes de ce pays, car de nombreux travailleurs gardent encore un espoir ténu. Mais la poursuite de l'austérité ne fera que relancer la colère des travailleurs. ■

7 Juin 1989

Le "Caracazo argentino"

LES RECENTES émeutes populaires ont servi de prétexte au gouvernement argentin pour réprimer l'extrême gauche, et notamment l'une des ses principales organisations, le Mouvement vers le socialisme (MAS, lié à la Ligue internationale des travailleurs, LIT). Nous avons interrogé la camarade Silvia Dia (élue député provinciale du MAS pour la province de Buenos Aires, le 14 avril dernier) sur la situation politique en Argentine.

INPRECOR : Quelle est la signification de la victoire de Menem ?

Silvia DIA : Menem et le justicialisme se préparent à mettre en place le gouvernement avec quelques mois d'avance sur l'échéance fixée par la Constitution nationale, afin de combler le vide de pouvoir actuel et donner une solution à la crise révolutionnaire existante. Le vide de pouvoir et la crise sont le résultat de la grande montée des luttes ouvrières et populaires qui risquent de déboucher sur un "caracazo" (allusion aux émeutes de Caracas, au Venezuela). Une hyper-inflation de 13% par jour a engendré des contradictions sociales très aiguës ainsi que la faillite du gouvernement Alfonsin, du régime et de l'Etat. Menem est l'objet d'une hostilité et d'un mépris qui le frappent, trois semaines à peine après les élections qui l'ont porté au pouvoir avec 46% des voix. Son propos actuel est de réprimer durement cette protestation populaire.

■ Comment se sont déroulées les révoltes populaires ?

— Rosario est la deuxième ville industrielle d'Argentine et un port fluvial très important. Depuis cinq ans cette province est gouvernée par le justicialisme. Ici, Menem a obtenu son meilleur résultat électoral, et s'est heurté au refus le plus net de son plan de paix sociale. Pendant trois jours, le peuple de Rosario est descendu dans les rues des quartiers de banlieue et a pris d'assaut les grands magasins par des expropriations anti-capitalistes. Au début, la population des quartiers ouvriers s'est emparée de l'alimentation repérable dans les supermarchés ; par la suite, elle a été suivie par les classes moyennes qui ont profité de la situation pour s'approprier toutes sortes de marchandises (y compris des voitures) ; enfin, des groupes marginaux sont entrés en action en pillant même les petits magasins. Sur une population d'environ un million de personnes, entre 20 et 30% des habitants de la ville ont participé aux émeutes. Cette mobilisation massive s'est étendue ensuite à l'agglomération de Buenos Aires et à d'autres localités du pays, touchant de larges couches de la société. La police n'est pas intervenue et une partie de ses effectifs a pris part aux ex-

propriations. Face à l'indisponibilité de plusieurs secteurs de l'armée pour réprimer le mouvement, le gouvernement a été obligé de faire intervenir les troupes concentrées aux frontières du pays, ce qui a obligé les masses à se replier dans leurs quartiers. Le *"caracazo argentino"* a été une victoire sur toute la ligne : les révoltés ont exproprié des marchandises pour une valeur de dizaines de millions de dollars et le gouvernement a dû concéder une augmentation des salaires de 100%, ainsi que procéder à une distribution gratuite d'aliments dans tout le pays.

Plusieurs causes sont à l'origine de ce soulèvement : déjà avant les élections, plus d'un million de travailleurs ont lancé un défi aux dirigeants syndicaux justicialistes et suscité des grèves partielles très combatives. Dans ce contexte, le soulèvement de Rosario a été la réponse ouvrière à l'hyper-inflation capitaliste ; cela révèle la crise et la faiblesse des institutions du régime, ainsi que l'impuissance de Menem.

■ *Les organisations politiques et syndicales, ont-elles joué un rôle dans le soulèvement ?*

— La révolte de Rosario n'a été dirigée par aucune force syndicale ou politique, elle a été tout à fait spontanée. Cependant, le MAS n'a pas été surpris par ces événements : depuis 1982, nous avons affirmé qu'il y a une situation révolutionnaire en Argentine, causée par la crise économique croissante et par la lutte des masses. Pendant les cinq années de son gouvernement, Alfonsin n'a pas pu résoudre cette situation qui devait tôt ou tard déboucher sur une crise révolutionnaire. En fevrier 1989, nous écrivions dans un document sur la situation en Argentine : *"Nous allons vers les élections dans le cadre de la crise capitaliste et de la paupérisation sociale"*; Nous avons décidé de participer aux élections en formant la coalition de la Gauche unie (IU, Izquierda unida) avec le Parti communiste, et nous avons pris part aux luttes qui se sont développées par la suite, sur la base de notre programme socialiste. En avril, nous disions que "la montée des luttes pourrait provoquer une crise révolutionnaire avant ou après les élections". Et nous ajoutions : *"L'ascension du mouvement ouvrier et populaire a entraîné la crise du gouvernement et ouvert la possibilité de sa chute. Il serait souhaitable que cela soit le résultat des luttes populaires, mais il est probable que Menem soit obligé d'assumer des responsabilités gouvernementales face à l'imprévu. Une autre possibilité est qu'il y ait un vide de pouvoir, voire une situation dans laquelle Menem ne pourrait pas représenter une alternative à la crise"*. Ces positions ont inspiré l'intervention du MAS. Dans notre campagne électorale, nous avons appelé les masses à organiser leurs luttes de façon indépendante, sans avoir aucune confiance ni en Alfonsin ni en Menem, pour l'expropriation de l'impérialisme et des grands capitalistes et pour la création d'un gouvernement ouvrier et populaire.

Cette campagne a rencontré un large écho : le premier mai, IU a organisé un meeting de masse avec la participation de 50 000 personnes, ce qui a été un événement national et, grâce à la présence ouvrière massive, un événement historique pour la gauche.

Le résultat électoral a confirmé cette croissance. Dans les grandes villes et dans les concentrations ouvrières du pays, IU atteint 6% des votes. Parmi ses élus se trouve le dirigeant du MAS Luis Zamora, présenté par la presse comme *"le premier député trotskyste d'Argen-tine"* ; Luis Cuejo, qui doit son succès aux travailleurs de Rosario, et Lipropio Caso, élu dans la banlieue ouvrière de Buenos Aires.

Le quotidien *La Nacion* du 18 mai, signalait une déclaration du secrétaire général de la Centrale ouvrière, qui appellait les patrons à faire des concessions aux grévistes pour *"empêcher une croissance ultérieure du poids des militants du MAS dans les comités d'entreprise"*. Aux élections syndicales, les listes présentées par le MAS ont obtenu entre 20 et 30% des votes, en dépit des fraudes pratiquées par la bureaucratie. C'est après cette affirmation qu'au lendemain des élections, le MAS a appelé à une grève générale pour l'augmentation des salaires et la confiscation des aliments controlés par les grandes entreprises capitalistes. Nous avons aussi demandé la chute du gouvernement et la convocation d'une assemblée constituante permettant au peuple de décider démocratiquement la création de son propre gouvernement. Les contacts du MAS avec les travailleurs engagés dans les luttes, y compris avec certains de ceux qui ont participé aux émeutes de Rosario, ont servi de prétexte au Gouverneur justicialiste pour accuser le MAS d'avoir organisé la révolte. Le soir même du 29 mai, le ministre de l'Intérieur, en annonçant à la télévision la proclamation de l'état de siège, a accusé ouvertement Zamora et le MAS d'être les auteurs du soulèvement.

■ *Pourquoi le gouvernement a-t-il décrété l'état de siège ?*

— Lors des expropriations des super-marchés il y a eu 14 morts, presque tous tués par balles par les commerçants. Avec l'état de siège, le gouvernement a essayé de mettre en place un système répressif plus efficace, visant en premier lieu à frapper les organisations de la gauche. Jusqu'à maintenant, il y a eu environ 300 arrestations. La vague répressive la plus importante a frappé le Parti ouvrier (PO), une petite organisation de gauche, dont les dirigeants arrêtés ont été libérés par la suite.

La presse gouvernementale, ainsi que la radio et la télévision, n'ont cessé de s'acharner sur le MAS, dont 30 militants ont été arrêtés (20 ont été libérés par la suite). L'incapacité du gouvernement à accomplir une répression massive s'explique seulement à la lumière du vide de pouvoir actuel, qui est une manifestation typique de la crise révolutionnaire. Après la proclamation de l'état de siège, les étudiants se sont mobilisés dans la capitale pour exiger la révocation de cette mesure ainsi que la suppression de la censure ; ils n'ont pas été réprimés et ont terminé leur manifestation par l'occupation d'une université.

Le gouvernement n'est plus qu'un cadavre en attente d'une sépulture, qui périclite au milieu de la crise la plus grave jamais subie par le pays. Au cours du mois de mai, l'inflation a atteint 78,5% et l'on prévoit une augmentation ultérieure en juin. Pendant les trois derniers mois, trois ministres de l'économie se succédèrent ; au cours des vingt derniers jours, les banques ont été fermées pendant dix jours par décret des autorités et, lors des dix autres jours, elles ont adopté des restrictions pour les retraits d'argent. Le taux d'intérêt est fixé à 1 200% par an ; les chaînes de distribution alimentaire sont affectées, tant par les expropriations que par la récession et la fermeture des entreprises, qui, souvent, continuent à payer leurs employés pour éviter des conséquences encore plus graves.

Le gouvernement est totalement impuissant ; personne ne paie plus d'impôts ; l'administration publique est, de fait, dans un état de grève permanente non déclarée et dans plusieurs bureaux, vu le manque d'argent, on a décidé de ne pas payer les hauts fonctionnaires, pour permettre aux travailleurs les plus démunis de percevoir leurs salaires. Des formes d'autogestion commencent à s'esquisser aussi dans les hôpitaux, afin de repérer les

moyens qui manquent pour soigner les malades. Si jusqu'à maintenant, le gouvernement n'est pas tombé, c'est grâce au soutien de Menem et de la bureaucratie syndicale qui empêche l'organisation de la grève générale.

■ ***Quelle est la réaction de l'armée ?***

— Les forces armées ont subi une défaite historique à cause de la montée du mouvement de masse qui les a évincées du pouvoir dans le cadre d'une crise révolutionnaire. La défaite lors de la guerre des Malvines l'avait déjà affaiblie, mais sa crise a été essentiellement le produit des luttes ouvrières et populaires, qui ont transformé en un problème insoluble le génocide (les disparus, les *"desaparecidos"*) accompli pendant la dictature. Les militaires ont essayé de revendiquer une sorte de légitimation de la dictature, mais cela a été empêché par les masses populaires : Videla, Massera et beaucoup d'autres généraux demeurent en prison. De plus, leur armement est insuffisant et leurs salaires très bas à cause de la crise économique. Par conséquent, les soldats sont entrés en conflit avec la hiérarchie en avançant des revendications similaires à celles des travailleurs.

Nous sommes donc en présence d'un crise sociale et politique extrêmement grave au sein de l'armée. Cela fait de l'armée argentine le maillon faible de l'appareil de répression en Amérique latine et explique aussi son caractère tout à fait inefficace. Cette crise s'est exprimée par trois mutineries en deux ans. On assiste à un phénomène similaire à l'intérieur des forces de police, où se sont déroulées 50 grèves pour des revendications salariales, avec un secteur, soutenu par le MAS, demandant son affiliation aux organisations syndicales.

Pour l'instant, trois raisons empêchent un coup d'Etat : premièrement, la montée du mouvement ouvrier et populaire, qui est à l'origine de cette crise de l'armée, est loin d'être terminée; deuxièmement, il n'y a aucun secteur social disposé à soutenir un coup d'Etat ; et enfin, c'est la situation latino-américaine et internationale qui montre l'impossibilité d'une solution militaire. Face à la crise et à la montée des mouvements de masse, la bourgeoisie et l'impérialisme donnent une réponse démocratique et non plus militaire, ce qui n'empêche pas, évidemment, le recours à la répression dans des situations spécifiques comme à Caracas, au Venezuela, et à Volta Redonda, au Brésil. En Argentine, la seule option possible pour la bourgeoisie et l'impérialisme est représentée par Menem, dans la perspective d'une solution capitaliste à la crise par le renforcement de l'armée et une défaite du mouvement ouvrier. ■

8 juin 1989
propos recueillis par
Guilberto Perete

Déclaration du Parti ouvrier

LE PARTI OUVRIER (PO), une formation trotskyste qui avait rompu avec le courant lambertiste au début des années 80, a été l'une des principales cibles de la répression et ses principaux dirigeants furent arrêtés. Mais le 6 juin, suite à la réaction de l'opinion publique et de la presse... ainsi que l'occupation des ses locaux par les militants de PO, le procureur a dû les relâcher. Nous publions ci-dessous la déclaration officielle faite par PO, au lendemain de l'arrestation de ses militants.

DOCUMENT

LE PREMIER JUIN, le juge Larrenvere, de la ville de Moron, banlieue de Buenos Aires, intente contre le Parti ouvrier un procès pour "association illicite", le rendant responsable des désordres et des pillages dans les supermarchés. La décision du juge a été précédée et accompagnée par une campagne du gouvernement, à travers la radio et la télévision, pour rendre l'extrême gauche et les trotskystes responsables des événements qui se sont produits ces dernières semaines en Argentine. Cette décision du juge a été directement dictée par le gouvernement et les services de répression.

Le juge a donné l'ordre à la police d'inspecter les locaux du Parti ouvrier et d'arrêter sa direction nationale. La police est donc intervenue au siège centrale, à Buenos Aires, la nuit du jeudi et a arrêté les personnes suivantes : Catalina Guanigni, dirigeante de la commission des familles des disparus et des emprisonnés pour des raisons politiques, mère de deux disparus, candidate aux élections législatives du 14 mai 1989 ; Pablo Rieznik, candidat au Sénat, séquestré pendant la dictature militaire ; et Gregorio Flores, dirigeant du "cordobazo" en 1969, député à la Vice-présidence de la République lors des dernières élections.

Tandis que la police investissait le siège centrale du Parti, une délégation de sa direction nationale se rendait au siège du gouvernement pour dénoncer ces provocations. Ils furent également incarcérés au moment où ils s'apprêtaient à faire une conférence de presse. Il s'agit de Jorge Altamira, candidat à la présidence de la République, Juan Carlos Capurro, avocat du parti et candidat aux élections législatives, et Cristian Rath.

Les six détenus furent isolés et mis à la disposition du juge, dans les locaux de la police politique. Plus tard, Juan Carlos Capurro fut libéré. Le lundi 5 juin, après une réunion avec les chefs de la police, des membres de la police politique et des fonctionnaires du gouvernement, le juge décide la détention préventive des cinq autres inculpés. L'apparente "indépendance" du pouvoir judiciaire n'a même pas été respectée. Le gouvernement et les juges tiennent à monter une provocation contre PO et, à travers lui, contre l'ensemble des organisations populaires, pour jeter sur elles la "culpabilité" des manifestations, dont les véritables responsables sont les plans de misère du gouvernement.

Provocation

PO est une organisation légale qui a développé toute son activité publiquement, et a participé aux élections de 1983, 1985, 1987 et 1989. La provocation montée contre lui est une très grave atteinte aux droits démocratiques, aux libertés d'association et d'expression. Si cette manœuvre réussit, le simple fait d'appartenir à un parti de gauche, de distribuer ou lire sa presse deviendrait un délit légal. Cette provocation fait partie de la répression lancée par le gouvernement contre les mobilisations populaires de la semaine dernière, contre des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui gagnèrent les rues pour chercher de quoi se nourrir. Le gouvernement a décrété l'état de siège, qui a été ratifié par la suite au congrès, grâce au vote des péronistes, des radicaux et des partis de droite. Il a lancé une répression qui coûta la vie à 17 personnes et a procédé à plusieurs milliers d'arrestations.

Nous exigeons : la levée immédiate de l'état de siège; la libération immédiate de tous les détenus politiques et syndicaux; la fin de la répression contre le Parti ouvrier et la libération immédiate de ses dirigeants. ■

6 juin 1989

Le chant du cygne du khomeinisme

PLUSIEURS MILLIONS d'Iraniens, formant une gigantesque marée humaine, ont participé aux obsèques de l'ayatollah Khomeiny, le "*guide de la révolution islamique*", décédé le 3 juin. Idolâtré par des millions, haï par d'autres millions, le dirigeant illuminé de la mollarchie iranienne s'inscrit ainsi, définitivement, au palmarès des personnages historiques qui ont déchaîné de leur vivant les passions les plus violemment contradictoires.

Salah JABER

L'AMPLEUR impressionnante de la douleur que son décès a suscitée, a pourtant surpris : elle a apporté un démenti cinglant à ceux, nombreux dans l'opposition iranienne de droite comme de gauche, qui affirmaient que le régime "islamique" avait perdu toute base de masse et ne se maintenait que par la terreur. Ce désir pris pour une réalité était partagé à l'échelle mondiale par beaucoup de ceux qui, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, souhaitent la fin du khomeinisme.

Cruelle déception, pour eux tous, que ce déferlement d'effusions dont Téhéran a été le théâtre. Certes, les scènes d'hystérie collective auxquelles les obsèques de l'imam ont donné lieu — et qui, en dépit de l'étymologie sexiste du terme "hystérie" (de *hustera*, "utérus"), étaient principalement masculines — indiquent bien que l'événement relevait, dans une bonne mesure, de la psychanalyse de masse. Mais à moins de tomber dans cet idéalisme primaire qu'est la conception psychologique de l'histoire, on ne saurait attribuer l'affliction manifestée par une large partie de la population iranienne, au seul fanatisme dont elle serait la proie par ignorance et arriération.

Dix ans après

Les facteurs psychologiques, idéologiques ou religieux sont tous des éléments tout à fait réels de la détermination historique. Ils n'agissent pas, cependant, sur des masses malléables à souhait, ouvertes à tout "lavage de cerveau" de quelque nature qu'il soit. Pour fanatiser des foules, il faut pouvoir les convaincre de représenter une voie certaine vers l'amélioration de leur sort et leur accession à une dignité supérieure. Pour les fanatiser durablement, il faut avoir été en mesure de leur apporter un progrès tangible sur cette voie.

Or, le plus effarant dans les épanchements massifs des 4, 5 et 6 juin à Téhéran, c'est qu'ils surviennent plus de dix ans après l'extraordinaire mobilisation qui avait accueilli Khomeiny à son retour d'exil, dans la même ville, le 1er février 1979. Dix ans au cours desquels la population iranienne a pu largement se rendre compte de la réalité du pouvoir "islamique". Dix ans au cours desquels des centaines de milliers d'Iraniens payèrent de leur vie le fol entêtement de l'octogénaire de Qom (la ville sainte où il résidait) dans la guerre contre l'Irak, tandis que près de deux millions choisissaient l'exil, et que des dizaines de milliers tombaient victimes de la terreur khomeiniste. Et pourtant, dix ans après, il y a encore des millions d'Iraniens pour pleurer Khomeiny.

La clé de ce paradoxe apparent peut être fournie par une analyse correcte du processus enclenché en Iran, en 1979. A cet égard, d'ailleurs, les obsèques de l'ayatollah ont été puissamment révélatrices. Elles ont contredit l'interprétation qui voyait en Khomeiny un usurpateur de la révolution de février 1979, le dirigeant d'une réaction thermidorienne, voire même d'une contre-révolution. Selon cette interprétation, l'instauration de la dictature "islamique" constituait donc une rupture et un refoulement du processus mis en marche en 1979, à tel point que la situation sous Khomeiny serait devenue pire que sous le Chah pour la population iranienne dans son ensemble. Cette vision des choses est clairement infirmée par le fait indéniable que les millions qui ont déferlé à Téhéran, ce mois-ci, sont les mêmes que ceux qui, dix ans plus tôt, constituaient la majorité des mobilisations populaires, notamment dans la capitale.

Il confirme, en revanche, l'interprétation qui mettait l'accent sur la continuité du processus iranien, prévisible dès le départ, son caractère de rétrogradation ininterrompue d'une révolution commencée sur le terrain national et démocratique, mais dirigée d'emblée par un réseau profondément réactionnaire de mollahs et d'activistes intégristes; son caractère, en quelque sorte, de révolution permanente en sens inverse (1). De ce point de vue, il y a eu certes une série de ruptures dans le processus iranien, au fur et à mesure que sa direction rompait avec telle ou telle catégorie de ceux ou celles qui avaient convergé avec elle, dans la double opposition au Chah et à ses tuteurs américains. Néanmoins, l'instauration de la dictature "islamique" ne constituait nullement une rupture du processus lui-même, mais bien plutôt son aboutissement naturel.

Les masses paupérisées

Le régime du Chah, abhorré comme peu de régimes l'ont jamais été, étalait ses fastes mégalomaniaques aux yeux de masses paupérisées, sans cesse croissantes du fait du développement capitaliste brutal et difforme impulsé par le pouvoir depuis le début des années soixante. Ces masses, celles en particulier des bas-fonds de Téhéran, originaires de la paysannerie ou de la petite-bourgeoisie traditionnelle, urbaine ou rurale, constituaient un gigantesque réservoir, hautement explosif, de forces prêtes à entrer en action contre le régime.

La faillite historique du nationalisme bourgeois moderniste iranien, incarnée par Mossadegh dans sa chute en 1953, le discrédit historique du stalinisme représenté par le parti Toudeh ("la masse"), dans la foulée du précédent, et la carence d'une gauche révolutionnaire d'inspiration guérilléristе, laissaient le champ libre à un autre candidat au renversement du Chah : la fraction intégriste du clergé chiite, dont la figure de proue était Khomeiny.

Par son action sociale, l'assistance aux pauvres au titre de la charité islamique, le réseau considérable du clergé iranien — 120 000 membres en 1979, soit 1/300 de la population du pays ! — encadrait les masses paupérisées et

1) Voir *"Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'intégrisme islamique"*, dans *Quatrième internationale*, numéro 6, octobre-décembre 1981.

leur offrait le refuge idéologique d'une religion qui, dans sa version chiite en particulier, exalte les opprimés, les *mostazafine* ("déshérités"), et leur fait miroiter la perspective d'une justice sociale idéale dans le cadre d'une utopie islamique.

Fondée sur l'idée d'un retour à l'Islam mythique des premiers temps, cette utopie est éminemment réactionnaire dans son essence : théocratie, patriarcat et obscurantisme sont les trois piliers communs à toutes les variantes de l'intégrisme islamique. Elle est cependant mobilisatrice pour des masses subissant les affres du développement capitaliste dépendant, et nostalgiques du passé. Plus ces masses sont illétrées et faiblement politisées, en raison de l'étouffement des libertés, plus elles sont susceptibles de s'adonner à cet *"opium du peuple"*, dont la particularité est qu'il peut se transformer en excitant.

Les *mostazafine*, encadrés par les mollahs et les missionnaires laïques de l'intégrisme islamique, et menés par le *"guide suprême"*, l'ayatollah Khomeiny, constituèrent donc le fer de lance de la révolution iranienne de 1979. Adhérant par centaines de milliers aux divers appareils et institutions du nouveau régime, après avoir réussi à renverser le trône de celui qui paraissait tout-puissant, ils eurent l'illusion d'accéder d'un seul coup du statut de parias à celui de nouvelle classe dirigeante. Fabuleuse promotion psychologique qui se trouvera renforcée — avec l'affaire des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en 1979-80 — par le sentiment d'avoir lancé à l'Amérique un défi, que la superpuissance qui dominait l'Iran et protégeait le Chah n'a pas été en mesure de relever.

La guerre contre l'Irak

A cette double exaltation s'ajoutera, à partir de septembre 1980, celle du patriotisme iranien, voire du chauvinisme persan, dans la guerre contre l'invasion irakienne. Pendant sept ans, cette guerre deviendra le principal thème de mobilisation idéologique de la population par les mollahs. Sept ans au cours desquels l'Iran passa de l'endiguement des envahisseurs à la contre-offensive, parvenant à les refouler aux frontières en 1982, puis à la progression lente, mais réelle, en territoire irakien avec pour objectif déclaré d'atteindre Bagdad et de renverser le régime de Saddam Hussein.

La guerre contre l'Irak constitua, à partir de 1982, une véritable fuite en avant du régime khomeiniste qui aurait été contraint, autrement, de faire face à de graves problèmes socio-économiques et à l'exacerbation de ses dissensions internes. La mobilisation militaire et l'hécatombe causée par la guerre permettaient de résorber, en partie, un chômage potentiellement énorme. La priorité à l'effort militaire justifiait les déboires de l'économie et simplifiait les choix. L'union sacrée face à l'ennemi imposait l'étouffement des divergences au sein du régime, sous la houlette de Khomeiny. Simultanément, le pouvoir "islamique" continuait à entretenir ses assistés : logements sociaux, distribution de biens, aide alimentaire et autres subsides accordés par diverses institutions telles *que la "Croisade (jihad) de la reconstruction"* ou la *"Fondation des martyrs"* pour les familles des victimes de la guerre. Ainsi, l'intéressement matériel se combinait avec la mobilisation politique et idéologique, et l'exaltation affective pour assurer au régime une base populaire relativement confortable.

Ce qui a permis à la mollarchie iranienne de financer à la fois sa guerre et l'assistance à sa clientèle sociale, ce n'est pas la manne du ciel, mais celle du

sous-sol : le pétrole. Menant une guerre de très basse intensité en capital, avec un large recours aux "vagues humaines", l'Iran a réussi la gageure de ne pas s'endetter. Les revenus du pétrole ont suffi, de justesse il est vrai, à maintenir le régime à flot. Sans le facteur pétrolier, les dix années de pouvoir khomeiniste auraient été impossibles : les exigences de la rationalité économique capitaliste auraient été contradictoires avec le caractère économiquement "irresponsable" ou "irrationnel" de la gestion politique et sociale khomeiniste. En alimentant le budget de l'Etat, le pétrole a garanti au pouvoir une grande marge de manœuvre et d'autonomie.

Cependant, l'Iran n'est pas un pays riche, si l'on rapporte ses revenus pétroliers au chiffre de sa population. Le pétrole n'a donc pu qu'amortir la dégradation inexorable des conditions socio-économiques du pays, sous l'effet conjugué de la guerre et de la gabegie. Le chômage et la misère se sont amplifiés, sur fond d'inflation galopante, bien au delà des capacités d'assistance du régime. A ces difficultés s'ajouta, à partir de 1987, l'enlisement des forces iraniennes en Irak après quatre années de progression lente et très coûteuse en vies humaines. Le vent commença à tourner en Iran même, où les signes d'une désaffection grandissante de la population dans son ensemble, à l'égard du régime, se multiplièrent.

Le "poison"

En 1988, l'Irak reprit le dessus dans la guerre. Il parvint non seulement à refouler à son tour les troupes iraniennes hors de son territoire, mais aussi à empiéter de nouveau sur le territoire de l'Iran. Khomeiny fut contraint de renoncer à son rêve et d'accepter, en juillet, le cessez-le-feu proclamé par le Conseil de sécurité de l'ONU, un an auparavant. Cette décision qui fut pour Khomeiny, selon ses propres termes, *"plus pénible que d'absorber du poison"* signala le début de son agonie politique (2). Il essaya encore de trouver un nouvel exutoire aux passions de sa base sociale en la personne de Salman Rushdie. Mais la pâture était, cette fois, bien trop maigre et trop éloignée pour être réellement mobilisatrice.

Le 3 juin 1989, Khomeiny mourait à l'âge de 89 ans, sur son lit d'hôpital, après avoir envoyé un million d'adolescents et d'hommes dans la force de l'âge se faire massacrer sur le champ d'horreur d'une guerre insensée. Dans un dernier sursaut, sa base sociale s'est mobilisée pour ses obsèques. Mais il ne faut pas s'y méprendre : cette ultime mobilisation de l'adieu, égale sinon supérieure à celle de l'accueil en 1979, est véritablement le chant du cygne du khomeinisme. La meilleure preuve en est, paradoxalement, l'intensité même de la douleur et de la détresse manifestées par les masses en noir. Détresse devant un univers fantasmagorique qui s'écroule avec la mort de son inspirateur. Détresse d'une population qui se retrouve orpheline, face à un présent difficile et un avenir éminemment incertain. Détresse devant le grand vide laissé par Khomeiny, que nul de ses épigones n'est en mesure de combler.

La bataille pour la succession de l'imam est déjà engagée. En l'absence de l'arbitre qu'il était, elle promet de faire rage. A ce stade, les quatre personnages principaux de cette tragédie sont : l'actuel président de la République (dont le mandat expire en octobre), l'hodjateleslam Ali Khamenei, désigné par l'Assemblée des experts, le 4 juin, pour succéder à l'imam en tant que *"guide suprême"*, et promu par la même occasion au rang d'ayatollah; l'hodjateleslam Ali

2) Sur la période 1987-88, voir *"La guerre est finie ?"*, dans *Inprecor*, numéro 272 du 19 septembre 1988.

Akbar Hachemi Rafsandjani, l'actuel président du Parlement qui vient d'annoncer sa candidature à la présidence de la République, en vue des élections prévues pour août prochain ; Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam, dont le rôle provenait exclusivement jusqu'ici du fait qu'il contrôlait l'accès à son père et semblait exercer une influence grandissante sur ses décisions ; enfin, l'ayatollah Hussein Ali Montazeri, qui avait été désigné en 1985 comme successeur de l'imam, puis destitué le 27 mars dernier.

A ces quatre personnalités, s'ajoute une ribambelle d'ayatollahs et de mollahs pouvant prétendre au pouvoir ou en détenant une parcelle, généralement dans le cadre d'une alliance privilégiée avec l'un des quatre hommes nommés ci-dessus. La lutte pour le pouvoir en Iran s'articule autour de divergences d'ordre aussi bien théologique et clérical, que politique. Elle prend l'aspect d'une rivalité d'ambitions personnelles, mais n'en reflète pas moins l'affrontement de projets socio-politiques divergents.

Un clergé hétérogène

En effet, si le clergé chiite constitue bel et bien l'ossature du pouvoir "islamique" iranien, il ne constitue pas pour autant une couche sociale homogène. Le clergé chiite est une catégorie hiérarchisée, directement insérée dans le tissu social et dépendante de lui. Il ne saurait être assimilé à une bureaucratie bonapartiste, dont la particularité est précisément d'être détachée de la "société civile". Ainsi, comme par exemple le clergé français sous la Révolution à la fin du XVIIIe siècle, le clergé iranien est traversé par les clivages de la société : il faut distinguer, en son sein, bas clergé et haut clergé et, dans chaque sous-catégorie hiérarchique, diverses attitudes et appartenances sociales (3).

La grande majorité du clergé s'est soudée autour de Khomeiny. Tous ont profité de la "révolution islamique" qui les a hissés au pouvoir. Mais dès qu'il s'est agi de l'exercer, les choix étaient aussi multiples et divergents que les déterminations socio-politiques. Une fraction du clergé, notamment du haut clergé, est liée aux classes riches traditionnelles, urbaines (riches commerçants du Bazar) ou rurales (grands propriétaires). La majeure partie du clergé, notamment du bas clergé, appartient socialement ou politiquement à l'éventail des couches de la petite-bourgeoisie urbaine ou rurale, des plus pauvres aux plus aisées. Ses comportements politiques sont ceux de ces couches, y compris l'oscillation qui les caractérise.

D'où la grande confusion et la grande hétérogénéité, sur fond d'instabilité, qui caractérisent la mollarchie iranienne. L'idéologie intégriste dominante est trop vague et imprécise, face aux problèmes de la société moderne, pour être source de cohésion et d'unanimité. Elle est modulée selon les aspirations sociales réelles des protagonistes. Cela va d'un intégrisme populiste aux accents radicaux anti-ploutocratiques, à un intégrisme ultra-conservateur, partisan d'un libéralisme économique débridé. Le tout avec force versets du Coran et citations du Prophète ou de son cousin et gendre Ali (dont les chiites sont les disciples, contrairement aux sunnites).

L'ayatollah Montazeri est la principale figure du courant intégriste populiste. En un sens, il est le plus fidèle à la tradition khomeiniste de 1979-80. Jusqu'en 1987, il jouissait de la confiance de l'imam qui l'avait désigné pour lui succéder, d'autant plus naturellement qu'il était seul, parmi les religieux khomeinistes politiquement actifs, à détenir les qualifications théologiques nécessaires à la fonction, selon la Constitution de décembre 1979. Certains de ses proches, en révélant au grand jour, en 1986, les tractations secrètes de Rafsandjani avec Wahington, et en faisant éclater ainsi le scandale de l'Irangate, provoquèrent la rupture entre les deux ayatollahs. La répression sévère des proches de Montazeri, en 1987, signala le début d'une série de brimades contre lui-même et ses partisans. Manifestement, l'imam était mécontent parce qu'il avait secrètement donné son feu vert à Rafsandjani, obnubilé par sa volonté de venir à bout de Saddam Hussein.

Ahmed, le fils de l'imam, précédemment allié à Montazeri, passa du côté de Rafsandjani. Ce dernier, opportuniste éminent et grand démagogue, lui-même richissime propriétaire terrien, est le principal représentant des partisans d'une stabilisation de l'Iran sur la voie d'un développement capitaliste ouvert à l'étranger, et en particulier aux pays impérialistes. Il a constamment gagné du terrain dans sa marche vers le pouvoir central, depuis 1987. Désigné par l'imam à la tête des forces armées du régime en juin 1988, il le convaincra d'accepter le cessez-le-feu en juillet.

Montazeri destitué

Avec la complicité d'Ahmed Khomeiny, il parviendra à obtenir de l'imam la destitution de Montazeri en mars dernier, puis la mise sur pied d'une commission chargée de réformer la Constitution dans un sens limitant les prérogatives temporelles du *"guide"* religieux — titre auquel Rafsandjani ne peut prétendre et qu'il ne convoite pas — et accroissant considérablement, à l'américaine, celles du président de la République, poste auquel il projetait de poser sa candidature.

La désignation, à la suite du décès de Khomeiny, d'Ali Khamenei comme *"guide suprême"* a été rendue possible par l'alliance entre Khomeiny junior et Rafsandjani. Khamenei, personnage falot, faible de caractère, correspond tout à fait à la redéfinition de la fonction de *"guide"* que le président actuel du Parlement voudrait obtenir. Certes, le nouvel ayatollah peut réserver des surprises, mais pour l'instant il ne fait guère d'ombre à Rafsandjani, qui a déjà mis en route la phase finale de sa conquête du pouvoir.

Lutte pour le pouvoir

Montazeri, de son côté, parfaitement qualifié pour contester la nomination, de fait anticonstitutionnelle, de Khamenei et revendiquer ce poste pour lui-même, est aussi passé à l'action depuis la mort de l'imam. Il pourrait choisir de faire acte de candidature à la présidence de la République, contre son adversaire Rafsandjani. Dans cette bataille qui s'annonce, Montazeri a le soutien d'une fraction importante de la base militante du régime et des *Pasdaran* (les "gardiens de la révolution"). Depuis sa mise en minorité au sein du pouvoir, il s'est allié aux libéraux regroupés autour de Bazargan et s'est fait le défenseur d'un rétablissement des droits et des libertés, ce qui lui a valu un surcroît de popularité.

Rafsandjani, lui, compte sur l'aspiration à la stabilité et à l'ouverture au monde extérieur qu'il incarne. Il compte sur le soutien de l'appareil technocratique et administratif, celui, bien sûr, des classes possédantes, et celui, enfin et peut être surtout, de la hiérarchie militaire à laquelle sa fonction de commandant en chef des forces armées par intérim, depuis juin 1988, lui a permis de se lier. Toutefois, l'ayatollah défunt lui a légué une bombe à retardement : son testament fixe une ligne de politique extérieure aux antipodes de celle de Rafsandjani, et préconise de choisir comme dirigeant un homme d'origine modeste !

De la pluralité des pouvoirs qui a caractérisé l'Iran, depuis 1979, pourra-t-il émerger un pouvoir bourgeois centralisé et stable, autour de Rafsandjani ? C'est peu probable. La bataille des fractions fera-t-elle exploser le régime ? Dégénèrera-t-elle en guerre civile ? Plusieurs scénarios sont possibles, y compris, notamment en cas d'évolution vers le chaos, celui d'une intervention de l'armée régulière à Téhéran, voire l'instauration d'une dictature militaire "islamique" semblable à celle qu'avait instituée Zia-ul-Haq au Pakistan (4).

La gauche iranienne est malheureusement trop affaiblie, aujourd'hui, pour peser sur la situation dans son pays. Il faut espérer que la mort de Khomeiny lui offrira l'occasion de se reconstituer sur de nouvelles bases, en tirant les leçons de ses graves erreurs du passé. ■

11 juin 1989

---

3) Voir la description du clergé dans l'excellent ouvrage synthétique de Chapour Haguiguat, "*Iran, la révolution islamique*", aux éditions *Complexe*, Bruxelles, 1985.

4) Sur le rôle de l'armée, voir "*L'impérialisme et la guerre du Golfe*", dans *Inprecor*, numéro 255 du 15 décembre 1987.

Victoire encombrante pour Solidarité

S'IL FALLAIT encore une fois souligner le caractère illégitime du pouvoir bureaucratique polonais, le scrutin du 4 juin l'a fait. Magistralement. Pas un membre du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP) n'a été élu à l'issue du premier tour des élections législatives ! Sur les 261 sièges qu'ils pouvaient espérer conquérir dans les deux chambres, les candidats parrainés par Lech Walesa en gagnent d'emblée 253 au premier tour. Enfin, l'abstention atteint près de 38%.

Cyril SMUGA

AU SENAT sur les 100 sièges, les candidats de la *"liste de Lech Walesa"* en gagnent 92 dès le premier tour, alors que ceux du pouvoir n'arrivent que rarement à dépasser les 10% de voix — les 8 places restantes reviendront donc à l'opposition au second tour. A la Diète (Parlement), 160 des 161 candidats de Solidarité passent au premier tour, alors que deux seulement des candidats du pouvoir sont élus — encore s'agit-il de deux personnalités qui se sont fait remarquées pour leurs prises de position hétérodoxes ces dernières années et qui ne sont pas membres du POUP.

Qui plus est, le mode de scrutin prévoyait que sur les 299 sièges à la Diète qui sont réservés à la coalition gouvernementale, 35 devaient être élus sur une liste centrale regroupant les principaux dirigeants de la bureaucratie (à l'exception du général Jaruzelski), et que ces candidats devaient obtenir plus de 50% des voix en un seul tour du scrutin. Seulement deux d'entre eux parviennent à remplir le contrat ! Et cela, malgré l'appel de Lech Walesa à voter pour cette liste. Par la suite, Solidarité a accepté une modification du mode du scrutin permettant à ces 33 bureaucrates de se faire élir au second tour.

Autre preuve de l'embarras des dirigeants de Solidarité, dès le 5 juin, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, soulignait qu'il ne pouvait y avoir de perdants puisque *"tous les candidats avaient un programme électoral commun — celui de la table ronde"* (sur les accords de la table ronde, voir *Inprecor* numéro 287 du 1er mai 1989).

Les propositions de la direction de Solidarité sur le terrain crucial de la réforme économique ne se différencient pas de celles du gouvernement. Le programme électoral du comité civique stipulait notamment : *"Nous allons exiger la modification des rapports de propriété. Il faut créer les bases juridiques de la privatisation ou d'une réelle socialisation. Les biens d'Etat doivent être dans une large mesure, transférés, vendus ou loués aux villes et communes et aux entreprises, en créant des sociétés anonymes à participation du capital coopératif et privé. L'Etat ne doit pas conduire directement d'activité économique."* (*Tygodnik Powszechny* du 7 mai 1989).

Message aux Américains

Au lendemain des élections, Lech Walesa s'est d'ailleurs adressé à Georges Bush en le remerciant de l'aide déjà accordée et en le pressant d'accroître l'aide économique et financière permettant de développer l'investissement étranger en Pologne, et de convertir l'endettement polonais en prises de participation dans l'industrie du pays. Il a chargé une millionnaire américaine d'origine polonaise, Barbara Piaseckа-Johnson, qui postule au rachat du chantier naval *"Lénine"* de Gdansk mis en liquidation, de porter sa lettre au président américain. Appel entendu, non seulement à Washington, mais également dans la plupart des métropoles européennes.

L'ouverture du marché polonais, qui plus est, avec des garanties des dirigeants syndicaux, est en effet une chance pour les capitaux occidentaux. Pour les dirigeants de Solidarité, il s'agit là de recouvrer la place de la Pologne dans l'Europe. C'est aussi un terrain d'entente privilégié avec le régime du général Jaruzelski qui a engagé un vaste processus de privatisation de l'économie depuis plusieurs mois.

Reste que l'économie polonaise va de mal en pis. La production industrielle au premier trimestre 1989, est en chute libre, conséquence des goulots d'étranglement que la réforme économique, loin de supprimer, multiplie. L'approvisionnement du marché s'en ressent. L'inflation dépasse déjà les 100% en moyenne annuelle. Le cours du zloty au marché libre s'effondre, et on prévoit une hausse de prix de l'ordre de 300% des produits alimentaires, au plus tard en automne. En acceptant le projet de grande coalition au Parlement, les dirigeants de Solidarité devront partager la responsabilité de ces mesures impopulaires.

Le cuisant désaveux que les électeurs ont infligé à tous les candidats de la bureaucratie, et en particulier à ceux de la *"liste centrale"* soutenue par Lech Walesa, ne permettent pas d'interpréter le vote en faveur de la liste portant le sigle de Solidarité, comme un appui sans faille au programme et à la politique de compromis mise en œuvre par l'appareil du syndicat.

L'abstention

Phénomène encore souligné par le fort taux d'abstention. Un des principaux idéologues du compromis, dans les rangs de Solidarité, Bronislaw Geremek, explique : *"le fort taux d'abstention constitue un indice important de l'état d'esprit. Une partie des électeurs liés à l'opposition n'a pas pris part au scrutin, car elle rejette probablement toute idée de compromis avec le gouvernement. (...) Le danger d'une explosion incontrôlée persiste"* (interview au *Figaro* du 7 juin 1989).

Dans l'éditorial du quotidien de Solidarité du 7 juin 1989, Jerzy Holzer met en garde : *"Il ne semble pas que Solidarité puisse aller plus loin* [dans la voie du compromis] *sans accroître encore le nombre de frustrés"* (*Gazeta Wyborcza* du 7 juin 1989). Cela d'autant que le rejet de la table ronde s'exprime également dans les entreprises. Jacek Maziarski, éditorialiste du principal hebdomadaire clandestin qui subsiste à Varsovie, écrivait récemment : *"Lorsqu'on parvient à retrouver un tiers de nos anciens membres, cela passe pour un succès et il n'est pas rare que moins du cinquième du personnel remplisse les déclarations d'adhésion. (...) Les gens craignent tout simplement qu'au prix de la légalisation du syndicat, d'un certain nombre de mandats électifs et de l'accès des sommets syndicaux au sein du nouvel* establishment, *on ait abandonné des revendications importantes pour les travailleurs et leurs familles. Les négociateurs de camp oppositionnel sont soupçonnés d'avoir donné leur accord pour de nouvelles mesures d'austérité."* La méfiance envers la direction Walesa de Solidarité est aggravée par le fait que *"le nouvel ap-*

pareil dirigeant du syndicat a été créé d'en haut, par des méthodes qui n'ont que peu de choses en commun avec la démocratie". Et surtout, le fait que l'on ait ajouté aux statuts du syndicat, lors de sa légalisation une annexe qui limite le droit de grève, est très mal reçu par les militants ouvriers.

En finir avec la bureaucratie

Le scrutin du 4 juin montre ainsi, que non seulement l'immense majorité des Polonais aspire à en finir une fois pour toutes avec le pouvoir bureaucratique, mais encore, que bon nombre d'entre eux ont saisi cette occasion pour exiger que les bureaucrates s'en aillent, tout de suite. Adam Michnik, un des principaux porte-parole de Solidarité, parle de *"situation potentiellement révolutionnaire"* (*Le Monde* du 7 juin 1989). Les premiers résultats électoraux des *"circonscriptions closes"*, où votent les militaires et les policiers, témoignent que le ferment touche également ces couches qui sont les fondements du pouvoir. Dans la circonscription militaire de Lublin, le général qui dirige cette région n'obtient qu'un tiers des suffrages, le reste se porte sur les candidats de Solidarité.

La direction de Solidarité aborde la nouvelle situation politique à reculons. Au printemps et en été 1988, elle avait tout fait pour empêcher la généralisation du mouvement gréviste, puis pour obtenir l'arrêt des grèves. Depuis, elle tente d'éteindre les braises sociales à chaque fois que le vent de l'austérité les rallume. L'accord de la table ronde, qu'elle a signé en avril, a été perçu par bon nombre de militants comme une reculade. Devant l'ampleur de la défaite des candidats du pouvoir, les dirigeants de Solidarité cherchent à leur redonner un tant soit peu de légitimité pour le second tour. Le 8 juin, Henryk Wujec, secrétaire du Comité civique de Lech Walesa, a ainsi appelé à participer au second tour en votant pour les candidats gouvernementaux, afin d'en choisir les meilleurs. C'est une *"question d'honneur"* et un *"devoir civique"*, expliquait-il dans une lettre adressée à tous les comités départementaux. Solidarité organisera des assemblées pour permettre à ces candidats de s'exprimer.

La question du pouvoir ressurgit de nouveau en Pologne, même si les dirigeants de Solidarité se gardent bien d'essayer d'y apporter une solution. Sans avoir été formulé, le mot d'ordre *"tout le pouvoir à Solidarité"* a surgi des urnes. En cherchant à tout prix à préserver le statu quo, quitte à apparaître comme servant de béquille à la bureaucratie, l'appareil de Solidarité se déconsidère et contribue à diviser et à désorienter les travailleurs. Pourtant, le scrutin du 4 juin en témoigne, les échéances décisives se rapprochent dans le pays. ■

8 Juin 1989

"Rien ne sera plus comme avant"

LA REACTION des dirigeants de Solidarité devant le résultat des elections du 4 juin dénote leur embarras. Adam Michnik, un des principaux porte-paroles de la ligne du compromis au sein de Solidarité, et élu député en Haute-Silésie, exprime clairement son embarras dans son éditorial du 8 juin 1989, paru dans le quotidien de Solidarité, *Gazeta Wyborcza*, qu'il dirige.

Adam MICHNIK

LES RESULTATS du premier tour des élections pour la Diète et le Sénat ont créé une nouvelle situation en Pologne. A partir de ce moment, rien ne sera plus comme avant. Une grande chance s'ouvre devant nous, qui, pour beaucoup, doit signifier un danger. Il faut gouverner la Pologne différemment ; les Polonais doivent planifier différemment leur avenir. Car l'esclave réclame ses droits autrement que ne le fait le citoyen. Nous devons devenir une société civile. Il en découle un sentiment de responsabilité envers l'Etat.

L'appareil panique

Une partie de l'appareil du pouvoir a réagi par la panique devant le résultat des élections. De partout en Pologne, nous parviennent des informations selon lequelles dans divers régions, l'état de vigilance aurait été décrété. Il faut donc en appeler aux autorités compétentes pour qu'elles réagissent de manière responsable et évitent de provoquer les gens. La peur est mauvaise conseillère.

Au lieu de développer ce thème, citons plutôt l'opinion exprimée hier par le porte-parole du gouvernement, à propos de la situation en Chine : *"Nous croyons* — a-t-il déclaré — *que les conflits apparus seront résolus par les Chinois eux-mêmes par des moyens politiques, sans recours à la force. Que le réalisme et la circonspection vont l'emporter, comme cela s'est déjà fait dans le passé. Le processus des réformes ne sera pas affaibli."* Nous rapportons ce point de vue , ce qui est rare dans nos colonnes, avec une totale approbation. Il devrait en être ainsi aujourd'hui et dans l'avenir, partout — surtout dans notre pays.

L'emploi de la force ou bien la menace de l'emploi de la force sont des méthodes d'exercice du pouvoir empruntés au répertoire de la politique, intérieure et extérieure stalinienne. Nous les considérions et nous continuons à les considérer comme inadmissibles. Tant dans le passé — Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, Afghanistan 1979, Pologne 1981 — qu'aujourd'hui.

Les accords de la table ronde seront respectés

Nous savons bien que le processus de reconquête de la dignité s'accompagne de la croissance des aspirations sociales. Cette question est très souvent soulevée par nos lecteurs. En ce moment, la majorité de ces questions concerne les résultats électoraux de la liste centrale. Elles sont le fruit des explications de représentants de Solidarité, qui ont déclaré que les accords de la table ronde seront respectés, et que par conséquent, au second tour des élections la coalition gouvernementale obtiendra, comme prévu, les 65% des sièges à la Diète.

Nos lecteurs considèrent que c'est contradictoire avec la constitution et avec la volonté des électeurs. Il faut répondre à cette question ouvertement. Les accords de la table ronde stipulent que les citoyens de l'Etat polonais peuvent choisir 35% des députés et 100% des sénateurs selon les règles démocratiques. Tel est le premier pas sur la voie qui mène à la démocratie parlementaire. Mais il ne s'agit pas d'un acte qui permettra aux Polonais de choisir selon leur gré le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Croire qu'en rayant tous les candidats de la liste centrale on peut changer le pouvoir en Pologne, est une illusion. Reste seulement la question : comment sortir de cette situation ? Nous pensons que les jours qui viennent y apporteront une réponse sensée. ■

8 Juin 1989
Gazeta Wyborcza.

"Les moines adopteront-ils les bébés abandonnés ?"

"*L'AVORTEMENT, une bombe à retardement amorcée en Pologne*". C'est sous ce titre que le *Financial Times* publiait récemment une correspondance de Varsovie de Christopher Bobinski. Selon ce dernier,"*en matière d'avortement, la loi libérale polonaise et les tentatives de l'abolir constituent potentiellement un des facteurs de division les plus importants dans la campagne électorale sans précédent lors de laquelle Solidarité tentera de faire la preuve qu'elle représente le peuple tout entier.* (...) *Cela pourra déclencher l'essor du mouvement pour les droits des femmes et son extension au delà de sa base traditionnelle au sein de l'intelligentsia, jusqu'à l'intérieur des usines.* (...)
"*Les politiciens qui se trouvent aujourd'hui à la tête de Solidarité deviennent nerveux et baissent la voix quant le sujet est abordé. Le gouvernement baisse également les yeux.* (...) *Les deux pôles de l'establishment politique savent que si ce problème devait échapper à tout contrôle, il pourrait remettre en cause l'alignement politique actuel, dans le cadre duquel Solidarité, soutenue par l'Eglise, affronte les autorités dans une situation d'équilibre* instable (*Financial Times* du 11 mai 1989).

Zbigniew KOWALEWSKI

DANS L'ENTOURAGE de Lech Walesa on ne cache pas que l'accord dit de la "table ronde" (voir *Inprecor* numéro 287 du 1er mai 1989) jouerait un rôle politique similaire au pacte de la Moncloa (1).

La hiérarchie catholique considère cette "*entente nationale*" comme une chance historique de *"fonder l'ordre social sur les principes de l'éthique chrétienne"*, et en particulier, de régler dans l'esprit de la *"loi divine"* ses vieux comptes avec la loi sur l'avortement d'avril 1956, qui garanti aux femmes le droit à l'avortement libre et gratuit.

"Protection de l'enfant conçu"

En premier lieu, un groupe d'experts de l'Episcopat concernant les questions de la famille, a élaboré un projet de loi portant *"sur la protection juridique des droits de l'enfant conçu"*. Ensuite, ce projet a été déposé à la Diète (Parlement polonais, ndlr) à l'initiative du groupe parlementaire de l'Union catholique sociale polonaise (PZKS) avec le soutient de 76 députés issus de toutes les composantes de la *"coalition gouvernementale"* : du Parti ouvrier unifié (le Parti communiste, POUP), de ses deux partis satellites (paysan et démocrate) et des trois groupes catholiques. Le tout avec le soutien de Jan Dobraczynski, vétéran discrédité de l'extrême droite catholique pro-stalinienne et président du Mouvement patriotique de renouveau national (PRON), institution fantoche du régime du général Jaruzelski.

L'agence polonaise de presse (PAP) ne s'est pas précipitée pour dévoiler ce projet. Elle ne l'a signalé que fin février 1989, de manière très générale et discrète, tout en soulignant : *"Il s'agit d'une question fondamentale pour l'entente nationale"* (*Zycie Warszawy* du 28 février 1989). Elle passa sous silence le fait que le projet prévoit en particulier : *"quiconque provoque la mort d'un enfant conçu"*, c'est-à-dire la femme qui décide d'interrompre sa grossesse et le médecin qui effectue l'intervention *"est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison"* (*Slowo Powszechne* du 10-12 mars 1989).

Le 9 mars, la conférence de l'Episcopat déclarait *"avoir pris connaissance des efforts de divers milieux sociaux pour préserver le droit de vivre de chaque être humain dès le moment de sa conception"*, et stipulait que *"cette garantie devrait avoir un rang constitutionnel"* (*Tygodnik Powszechny* du 19 mars 1989). Dans le communiqué suivant, daté du 2 mai, l'Episcopat affirmait : *"Il s'agit là de la loi divine, exprimée dans le commandement 'tu ne tueras point', inscrite dans la conscience juridique de chaque humain. Il s'agit de la loi divine qu'on ne peut jamais abroger, pas plus qu'on ne peut établir des normes qui lui seraient contraires... Les évêques constatent avec tristesse que des opinions contraires, non seulement à la loi divine, mais encore à l'intérêt national bien compris retentissent en Pologne"* (*Tygodnik Powszechny* du 14 mai 1989).

L'hebdomadaire officiel féminin *Kobieta i Zycie* s'est intéressé à la question seulement après que sa rédaction eut été littéralement submergée par les lettres de ses lectrices, cinq semaines après le communiqué de l'agence PAP et trois semaines après que le journal de l'association PAX (le groupe politique de Dobraczynski) eut dévoilé les détails du projet. Surprenante lenteur !

L'Eglise en campagne

Pendant ce temps dans les églises, la campagne de propagande était en plein essor. Au cours des messes, les prêtres appelaient les fidèles à signer des pétitions contre la loi de 1956, et divers agitateurs à leur service n'hésitaient pas à proclamer que ceux qui refusaient de signer étaient *"des mauvais chrétiens, des mauvais Polonais et des adversaires des Droits de l'homme"*.

Les institutions sociales annexes à l'Eglise, agissant parmi les femmes, les ouvriers et dans d'autres milieux, n'ont pas hésité à recourir au terrorisme idéologique, exigeant notamment qu'on *"substitue au terme interruption de grossesse, généralement employé jusque là dans les médias, le service de santé et la vie quotidienne, celui de l'assassinat de l'enfant non né"* (*Kobieta i Zycie* du 5 avril 1989).

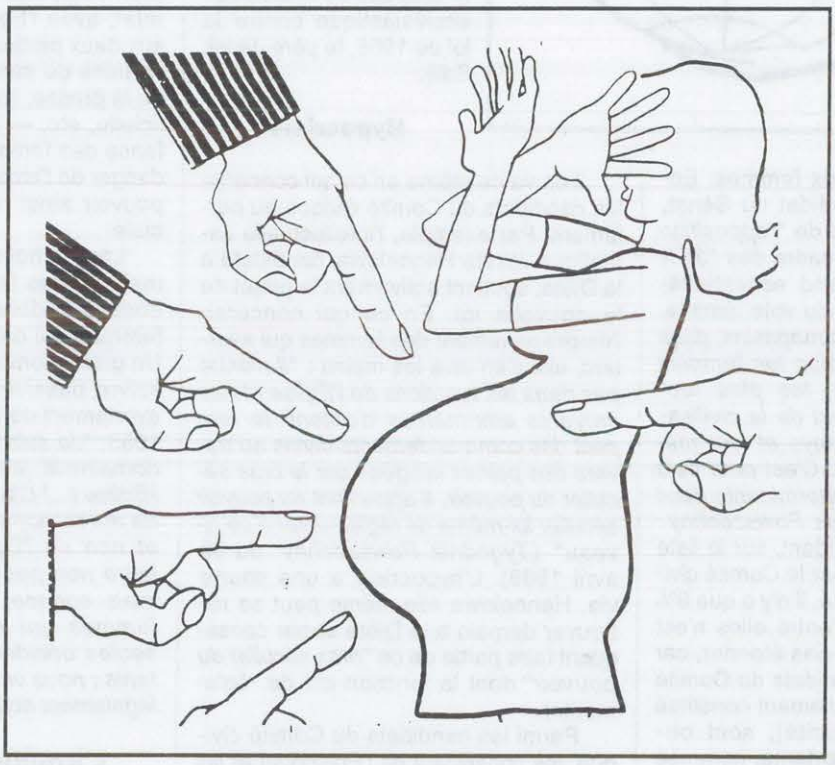
La Pologne vit actuellement un changement radical du modèle de la domination bureaucratique. Toutes les modifications précédentes dans ce domaine avaient été accompagnées d'attaques contre les droits des femmes acquis dans la première période de domination de la bureaucratie stalinienne, durant les années de transformations anticapitalistes et d'industrialisation. Sous Gomulka (2), au cours des années 60, le plein emploi est devenu de fait un privilège de la main-d'œuvre masculine, les femmes devenant une main-d'œuvre de réserve. Le chômage chronique des femmes a

1) Pacte de la Moncloa, accord signé en 1977 entre le gouvernement et les syndicats, destiné à assurer la paix sociale dans l'Espagne post-franquiste.

2) Wladyslaw Gromulka, Premier secrétaire du POUP de 1945 à 1948 limogé et emprisonné de 1951 à 1954. Réhabilité et réélu Premier secrétaire en octobre 1956, après les émeutes de Poznan qui ont fait plus de 100 morts en juin 1956. Il démisionnera après les émeutes de décem-bre 1970, qui ont fait 45 morts.

donc fait sa réapparition, et les femmes étaient de nouveau discriminées sur le plan professionnel. Du temps de Gierek (3), au cours des années 70, la flexibilité de l'emploi des femmes a été instaurée et des campagnes idéologiques en faveur du très conservateur *"modèle de la famille socialiste"* et d'une conception du rôle des femmes, proche de la doctrine de l'Eglise, ont été lancées (4)

Les femmes constituent 43% des salariés et 37% de la main d'œuvre dans l'industrie. La double oppression qu'elles subissent et le poids de la crise qu'elles supportent en premier lieu, font que les femmes se caractérisent par un fort potentiel explosif, échappant au contrôle, non seulement de la bureaucratie, mais aussi de Walesa et de l'appareil de Solidarité qui lui est soumis. Le fondement de *"l'entente nationale"*, c'est la volonté commune des deux partenaires d'étouffer un tel potentiel partout où il se manifeste. La criminalisation de l'avortement serait un formidable outil pour discipliner une bonne part de la classe ouvrière et de la jeunesse. Elle ouvrirait la voie permettant de *"tyraniser de larges sphères de la vie sociale"*, selon les termes du militant pacifiste Grzegorz Francuz, dans son article intitulé "l'Inquisition", paru dans un journal du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD) (*Nasz Przeglad* du 14 mai 1989).



700 000 avortements

L'avortement en Pologne est un phénomène de masse. Selon la presse officielle, chaque année 700 000 avortements sont pratiqués (*Zycie Warszawy* du 22-23 avril 1989). Selon l'Eglise ce nombre dépasserait même le million. On estime qu'un femme mariée sur cinq a avorté au moins une fois dans sa vie. 62% des interventions concernent des femmes de moins de 25 ans. Pourquoi en est-il ainsi ? Lors du dernier congrès de l'Association polonaise de gynécologie, ont été présentés les résultats d'un sondage effectué parmi les femmes des départements de Wroclaw et de Lublin. Il apparaît que seulement une femme sur 101 utilise la pilule contraceptive, une sur 114 a un stérilet. En revanche, une sur 10 a déjà avorté ! (*Kobieta i Zycie* du 14 décembre 1988). La faute de ce recours massif à l'avortement incombe en premier lieu à l'Eglise catholique elle-même qui utilise de manière systématique sa très grande influence idéologique pour combattre la contraception. Et cela, en absence d'une institution, organisation ou force idéologique qui serait capable de faire obstacle à cette *"éducation sexuelle"* des masses (en particulier des femmes), transmise par l'appareil ecclésiastique.

"Une jeunesse sexuellement excitée"

En septembre 1987, pour la première fois dans l'histoire de la Pologne, on a introduit dans les écoles secondaires un manuel de *"préparation à la vie familiale"*, qui traitait notamment de la vie sexuelle. La jeunesse scolarisée se l'arrachait. La carrière de ce manuel n'a duré que deux mois. Les philistins de toutes sortes, inspirés par l'Eglise, ont lancé une campagne hystérique, accusant les auteurs de dépraver la jeunesse polonaise en *"l'incitant à faire l'amour"*. *"Un jeune Polonais sexuellement excité ne peut être l'espoir de la Patrie !"* Le journal du groupe de Dobraczynski qualifiait ce livre de *"manuel de masturbation et de défloration"*, et s'élevait contre *"la bavure éditoriale irresponsable"*. Dobraczynski lui-même exigeait que soient dénoncés ceux qui ont autorisé une telle publication et demandait que les autorités de l'Etat prennent des sanctions à leur encontre (*Polityka* du 7 novembre 1987). L'affaire s'est conclue par une capitulation honteuse du ministère de l'Education. Une commission d'experts, nommée par le ministre, a décidé que le livre ne peut plus être un manuel scolaire.

Le second grand responsable du caractère massif de l'avortement en Pologne est bien sûr la bureaucratie au pouvoir. Les rédactrices de *Kobieta i Zycie* écrivent : *"Il est plus facile d'apprendre d'une copine du boulot que la pilule fait grossir ou qu'elle fait pousser des poils sur tout le corps, que de trouver un dépliant ou une brochure sérieuse. Nous ne manquons pas seulement d'une promotion massive des moyens contraceptifs. Nous manquons des moyens contraceptifs eux-mêmes. De bons ! La pilule yougoslave, Patentex-Oval, le moyen le plus recherché tant par les jeunes filles que par les femmes adultes, car le moins nocif et vendu sans ordonnance, fait des apparitions éphémères dans nos pharmacies, alors que nombre de médecins considèrent qu'il devrait être disponible dans chaque kiosque et dans chaque droguerie. En revanche, son prix croît, il y a peu, il coûtait 400 zlotys, maintenant plus de 1 000"*.

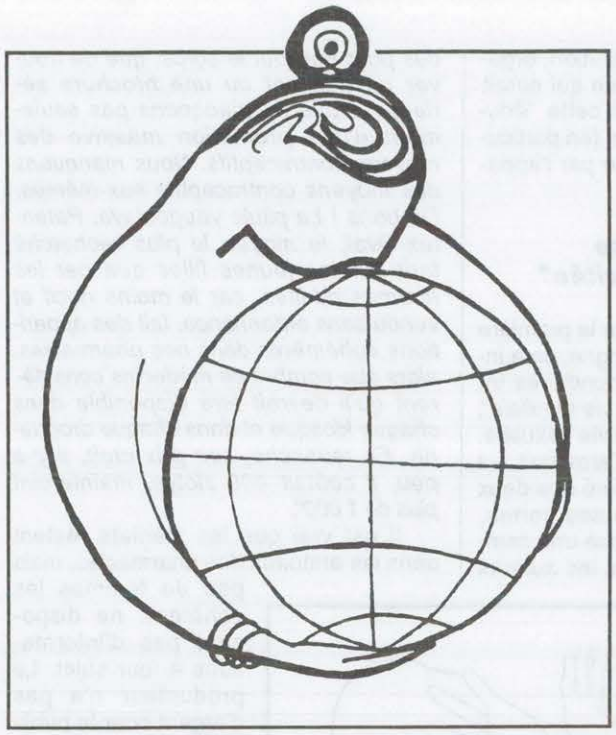
Il est vrai que les stérilets restent dans les armoires des pharmacies, mais peu de femmes les achètent, ne disposant pas d'informations à leur sujet. Le producteur n'a pas d'argent pour la publicité, et le ministère de la Santé affirme ne pas avoir de papier pour imprimer des brochures et des dépliants explicatives pour propager les stérilets ou les autres moyens contraceptifs. On ne trouve pas non plus de diaphragmes, car en 1983 un bureaucrate du ministère de la Santé a décidé que les Polonaises n'en avaient pas besoin. En ce qui concerne les préservatifs, l'Association pour le développement de la famille a récemment fait tester leur résistance. *"Il est apparu qu'elle est bien meilleure aujourd'hui qu'il y a dix ans, car seulement un exemplaire sur trois ne passe pas les tests. Pourquoi produit-on des préservatifs qui éclatent ? Dans quel but ? On ne peut même pas en faire des ballons"* (*Kobieta i Zycie* du 14 décembre 1989 et du 26 avril 1989).

Ainsi va la contraception à la polonaise sous la domination idéologique de l'Eglise et la gestion économique de la bureaucratie. L'avortement reste le moyen essentiel de cette contraception là.

Les partenaires de la *"table ronde"* affirmaient représenter toutes les forces et tous les milieux de la société polonaise. Parmi 58 participants à la *"table*

3) Edward Gierek, successeur de Gomulka en 1970. A la tête du parti lors des grèves de l'été 1980, il sera remplacé par Stanislaw Kania en septembre 1980, et exclu du parti en juillet 1981.

4) Voir à ce sujet l'article de Jacqueline Heinen dans Alisa Del Re (ed), *Stato e rapporti sociali di sesso*, Franco Angeli Libri, Milano 1989.



ronde", il y avait... deux femmes. Edmund Osmanczyk, candidat au Sénat, considère que la victoire de *"l'opposition constructive"* (dans le cadre des *"35% de démocratie"*) dépend essentiellement de la mobilisation du vote féminin. *"Dans les rues, dans les magasins, dans les transports en commun les femmes épuisées, soucieuses, les plus touchées par l'effondrement de la civilisation dans leur propre pays et leur ménage, attirent le regard. C'est pour cela que leur attitude sera déterminante dans les élections."* (*Tygodnik Powszechny* du 9 avril 1989). Cependant, sur la liste des candidats, établie par le Comité civique national de Solidarité, il n'y a que 8% de femmes. Aucune d'entre elles n'est ouvrière, ce qui ne doit pas étonner, car seulement 4% des candidats du Comité (dont la base est formellement constitué par le syndicat Solidarité), sont ouvriers ! Dans la Diète sortante, nommée par la bureaucratie, les femmes représentent 20% des députés.

Le silence gêné de Solidarité

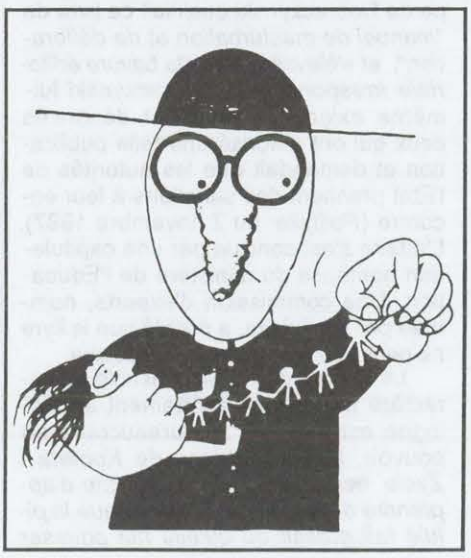
L'entourage de Lech Walesa a pris l'habitude de se réclamer de ce qu'il appelle confusément *"les meilleures traditions démocratiques polonaises"*. Objectivement une des meilleures d'entre elles est certainement celle de la lutte menée durant les années 30 par Tadeusz Boy-Zelenski, intellectuel libéral de grande renommée, contre les lois qui bafouaient le droit des femmes de choisir. Celui-ci n'avait pas hésité à dire qu'il s'agissait là *"du plus grand crime commis par le code pénal"*.

Quelle est la position du Comité civique dans la présente campagne électorale, en ce qui concerne le coup préparé dans l'enceinte de la Diète contre les droits des femmes ? Après un long silence, le porte-parole du comité, Janusz Onyszkiewicz, a répondu le 10 mai : *"cette question ne fait pas partie de notre programme électoral. Chaque candidat peut donc en la matière, présenter sa propre position ou ne rien dire"* (*Zycie Warszawy* du 11 mai 1989). Là encore rien d'étonnant. Nombre des membres du Comité civique sont connus pour leurs positions conservatrices en général et en ce qui concerne les relations entre les sexes et le statut de la femme en particulier. Il y a parmi eux des adversaires déclarés du droit à l'avortement, dont le porte-drapeau de la croisade ecclésiastique contre la loi de 1956, le père Jacek Salij.

Hypocrisie

Il en va de même en ce qui concerne les candidats du Comité civique au parlement. Par exemple, l'intellectuelle catholique Jozefa Hennelowa, candidate à la Diète, soutient activement le projet de la nouvelle loi. En ce qui concerne l'emprisonnement des femmes qui avortent, elle s'en lave les mains : *"Il n'entre pas dans les fonctions de l'Eglise et des croyants eux-mêmes d'obtenir le respect des commandements divins au travers des peines infligées par le bras séculier du pouvoir. Il appartient au pouvoir séculier lui-même de réglementer à ce niveau"* (*Tygodnik Powszechny* du 30 avril 1989). L'hypocrisie a une courte vie. Hennelowa elle-même peut se retrouver demain à la Diète et par conséquent faire partie de ce *"bras séculier du pouvoir"* dont la fonction est de réglementer.

Parmi les candidats du Comité civique, les conseillers de l'Episcopat et les membres de divers conseils, comités et institutions pastorales de l'Eglise sont au nombre de 7%, avec à leur tête Wladyslaw Findeisen, président du Conseil social du Primat de Pologne. 13% d'autres candidats sont animateurs des Clubs de l'intelligentsia catholique. Sur la liste, on trouve également des candidats représentant la droite *"national-démocrate"*. On peut dès aujourd'hui prévoir qu'au sein du nouveau Parlement, la fraction anti-avortement sera singulièrement renforcée par des députés et sénateurs élus sous la bannière de Solidarité. Soulignons que lors de la révolution de 1980-81, la loi de 1956 n'avait pas été contestée, ni à la base ni à la direction de Solidarité, bien que la majorité de ses membres fût constituée de travailleurs et de travailleuses catholiques.



La bureaucratie, quant à elle, se livre à des manœuvres douteuses dans le cadre de la campagne anti-avortement. D'un côté, elle recherche un *"compromis"*, avec l'Eglise qui serait profitable aux deux parties. De l'autre, elle autorise certains de ses appareils — une partie de la presse, l'organisation étudiante officielle, etc. — à s'engager dans la défense des femmes qui avortent, face au danger de l'emprisonnement. Elle espère pouvoir ainsi reconstruire sa base sociale.

Les catholiques forment l'immense majorité des femmes polonaises. Elles dominent donc également parmi les femmes qui ont recours à l'avortement. Un grand nombre d'entre elles refuse de suivre passivement la campagne anti-avortement de l'Eglise et défend la loi de 1956. *"Je suis catholique, mais dans ce domaine là, je ne suis pas d'accord avec l'Eglise (...) C'est une question qui relève da ma responsabilité, de ma conscience et non de l'Eglise ! Considérez cette lettre non pas comme une voix isolée, mais comme la voix de nombreuses femmes qui exigent : nous voulons seules décider du nombre de nos enfants ; nous voulons pouvoir interrompre légalement notre grossesse !"*.

L'irruption du féminisme

Ces femmes catholiques se révoltent également contre le fait que l'appareil ecclésiastique, dont les fonctionnaires non seulement sont de sexe masculin mais de plus ne connaissent rien à la vie sexuelle et n'ont pas de responsabilités familiales, veut décider de leur sort (*Kobieta i Zycie* du 25 janvier 1989).

Le terme *"féministe"* est aujourd'hui encore *"presque une insulte"* en Pologne. Le mouvement féministe n'avait pas apparu jusque là. Une initiative dans ce sens, prise lors de la révolution de 1980-1981, par des étudiantes de l'université de Varsovie, n'a pas trouvé d'écho. Mais aujourd'hui, les attaques contre le droit des femmes de choisir deviennent immédiatement le catalyseur d'un tel mouvement. C'est une leçon politique d'importance.

Des groupes féministes dont personne n'avait entendu parler auparavant ont pris la parole dans la presse. L'un d'entre eux, de Haute-Silésie, écrivait en

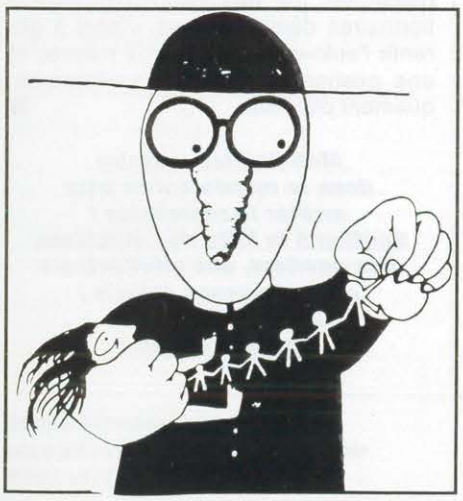
mars dernier, à la rédaction de *Kobieta i Zycie*, qu'il y a un danger réel que *"la Pologne devienne dans peu de temps une seconde Irlande"*, bien que *"cela se passe dans un pays socialiste, au cœur de l'Europe, à la fin du XXe siècle". "Le Vatican et l'Eglise perdent leur grande influence en Espagne et en Italie (où grâce au référendum le droit à l'avortement fut arraché), alors ils tentent de le regagner dans notre pays"* (*Kobieta i Zycie* du 5 avril 1989).

En mai, les premiers groupes féministes ont créé le précédent : elles ont commencé à descendre dans la rue, lutter ouvertement pour le droit des femmes de recourir à l'avortement et à manifester leurs idées féministes. Il s'est avéré que dans la Pologne actuelle, le courage n'est pas suicidaire, même sur ce terrain.

L'action féministe la plus combative est le fait d'un groupe d'étudiantes, sur le marché central de Cracovie, ville traditionnellement très conservatrice, où justement Hennelowa se présente à la députation et où le principal dirigeant de l'Association indépendante des étudiants (NZS) est engagé dans la campagne contre l'avortement. Pourtant, les féministes ne sont pas restées isolées. Elles ont reçu le soutien immédiat des socialistes du PPS-RD, mais également celui des jeunes militants radicaux de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), bien qu'une telle attitude n'ait rien de commun avec l'idéologie et la politique de la direction de leur parti.

"Non à l'inquisition !"

Le 6 mai, à Varsovie, s'est déroulée la première manifestation de rue à laquelle un millier de personnes ont pris part, en majorité des femmes, dont certaines sont venues de villes éloignées de la capitale. Certaines manifestantes pouvaient déjà faire état de campagnes de pétitions dans les entreprises. La manifestation a été organisée à l'initiative de groupes indépendants. *"La liberté de conscience, c'est trois ans de prison" ; "nous ne voulons pas de nouveaux prisonniers de conscience" ; "non à l'inquisition" ; "lorsque le Patentex sera partout, il n'y aura plus de curetages" ; "les nourrissons abandonnés dans les rues seront-ils adoptés par les moines ?"*, clamaient les banderoles.



Le droit de rester maître de son propre corps, de garder le contrôle de son ventre et le principe que c'est aux femmes de décider étaient mis en avant. Les revendications étaient donc les mêmes que celles des mouvements de femmes dans les pays capitalistes, qui ont été centralisés dans l'appel de la Campagne internationale pour le droit à l'avortement, en 1979 (5).

Des mots d'ordre radicalement anticléricaux et mettant en garde contre le danger d'une dictature conjointe des bureaucraties *"rouge"* et *"noire"* étaient également présentes. La très officielle Ligue des femmes, comme la direction de Solidarité, étaient mises sur la sellette pour leur passivité. Christopher Bobinski cite un groupe de femmes venu de Bydgoszcz : *"'Nous militions dans Solidarité et nous avons été actives dans la clandestinité"* a dit Joanna Buszkowska, membre de ce groupe, *"mais sur cette question les militants de Solidarité sont trop soumis à l'Eglise"*. Les militantes de ce groupe femme se sont vantées d'avoir recueillis en deux heures, 200 signatures parmi les femmes de l'usine électrique Telfa dans leur ville (*Financial Times* du 11 mai 1989).

Les manifestants ont défilé dans les rues de Varsovie devant le palais du primat Glemp et se sont rendus au ministère de la Santé, mais Madame le ministre ne les a pas reçus. En l'espace de quelques jours, à l'université, dans les rues et dans les usines, des dizaines de milliers de signatures furent réunies sous des pétitions adressées à la Diète et à la porte-parole des droits du citoyen. Une deuxième manifestation convoquée à l'initiative des étudiants, a eu lieu le 10 mai devant la Diète. A côté des femmes, se trouvaient également des hommes, souvent avec des enfants dans les bras. Les ouvrières étaient également présentes. Elles disaient à une journaliste : *"Ecrivez que, des femmes qui ont pris un congé de leurs entreprises sont également venues pour affirmer, ne serait-ce que rapidement, leur volonté de protester"* (*Zycie Warszawy* du 11 mai 1989). La présence des membres de l'organisation étudiante officielle, cherchant à s'assurer l'hégémonie et le contrôle du mouvement, a désarçonné les groupes indépendants.

L'embarras de Walesa

Un an auparavant, la jeunesse ouvrière et étudiante est entrée sur la scène politique polonaise de manière combative et spectaculaire. Aujourd'hui apparaissent les signes précurseurs d'un mouvement de femmes qui commence à disposer des premiers appuis au sein de la jeunesse et parmi les travailleuses. Il peut devenir un nouveau facteur très important de la recomposition du mouvement de masse dans la Pologne d'après la *"table ronde"*, y compris de la recomposition de Solidarité elle-même, qui reste et doit rester le cadre principal de ce mouvement.

Au début du mois de mai, Lech Walesa, interrogé à sa sortie du palais du Primat de Pologne sur son attitude envers le nouveau projet de loi, disait : *"Il faut faire quelque chose pour qu'on cesse de s'entretuer"*. Le 11 mai, après les manifestations de Varsovie, il a pris une position différente. Tout en réaffirmant sa fidélité à la doctrine de l'Eglise catholique dans ce domaine, il a déclaré : *"Il faut cependant prendre en compte le fait qu'en Pologne il y a des gens professant diverses conceptions du monde. Pour chacun, ce problème doit relever de sa conscience et de sa morale et cela ne peut et ne doit pas être régi par des lois"* (*Zycie Warszawy* du 12 mai 1989).

Cette déclaration conciliatrice de Walesa vise certainement à empêcher l'ouverture d'un nouveau conflit au sein du mouvement de masse, cette fois-ci avec les femmes conscientes de leurs droits élémentaires. Lors de la même conférence de presse, le président de Solidarité a une nouvelle fois, et avec plus de force que jamais, condamné aussi bien la radicalisation de la jeunesse (qui à son avis *"mène la vie politique du pays à l'anarchie,"* que les grèves ouvrières (dont celle des 20 000 mineurs du bassin cuprifère de Basse-Silésie) et a réaffirmé que Solidarité prendrait, s'il le faut, les moyens nécessaires pour mettre fin à toutes les grèves dans les usines et aux *"manifestations illégales"* dans les rues. *"Le pluralisme et la démocratie dans leur forme polonaise ne peuvent signifier l'anarchie. Durant la période de la mise en pratique des réformes nous ne pouvons recourir aux actions irresponsables. (...) Les capitalistes ne nous aideront que lorsqu'en Pologne règnera la paix et l'ordre. Ils doivent être convaincus que personne ne brûlera leurs dollars investis en Pologne"* (*Zycie Warszawy* du 16 mai 1989).

Trois grandes forces sociales décideront si la paix sociale concoctée à la "table ronde" pourra devenir réalité : les ouvriers, la jeunesse et les femmes. ■

1er juin 1989

5) Voir à ce sujet *Le droit de choisir*, La Brèche, Paris 1979.

Contre-révolution bureaucratique

LES EVENEMENTS d'avril-juin 1989 en Chine, resteront dans l'histoire comme un jalon capital de la lutte des masses contre la domination de la caste bureaucratique. Un mouvement gigantesque d'étudiants, d'ouvriers, d'intellectuels et d'autres couches travailleuses a déferlé à Pékin et dans d'autres grandes villes, en paralysant pratiquement la vie du pays.

DOCUMENT

CE MOUVEMENT a été le résultat aussi bien de la crise durable que le régime bureaucratique connait depuis trois décennies, que des mesures économiques et sociales adoptées à partir de la fin des années 70. Il a été marqué par des revendications démocratiques et égalitaires, menaçant le fondement même du régime bureaucratique. Il a créé, dès le début, de nouveaux instruments qui, dans les meilleures traditions révolutionnaires, ont assuré l'organisation du mouvement lui-même, l'émergence de jeunes dirigeants et dirigeantes, et le contrôle de ceux-ci par des assemblées de masse. La classe ouvrière s'est associée dès les premiers jours à la mobilisation et a commencé à organiser des noyaux de syndicats, indépendants des vieilles structures sclérosées. Avec les étudiants, elle a joué un rôle actif dans l'épisode le plus significatif et le plus émouvant des journées révolutionnaires : cette fraternisation des masses et des jeunes soldats, qui a empêché pendant dix jours, l'application de la loi martiale.

"Socialisme de marché" et répression sanglante

Dans le cadre de cette crise, la bureaucratie a révélé, plus que jamais, sa faiblesse intrinsèque ; l'étroitesse de sa base sociale ; son isolement de ces masses qu'elle prétend abusivement représenter ; son incapacité à faire fonctionner ses mécanismes de domination et de manipulation, dès que les masses se mobilisent ; ses propres divisions sur la question de savoir comment faire face à une crise de plus en plus profonde et à la remise en question de son pouvoir. C'est dans un tel contexte, qu'après quelques semaines d'hésitations et d'atermoiements, ses dirigeants ont estimé qu'ils n'avaient d'autre choix que de déclencher une répression à grande échelle, en jetant par dessus bord tout souci "libéral" ou "réformiste". Ils ont ainsi fait la preuve que le "socialisme de marché" n'est pas une garantie de démocratie.

Pour écraser un mouvement aussi massif, ils ne pouvaient qu'avoir recours à l'armée, en misant d'abord sur les secteurs de celle-ci qu'ils contrôlaient d'une façon plus stricte. C'est l'armée qui a écrasé le mouvement à Pékin et qui, en collaboration avec la police, les services secrets et toutes sortes de provocateurs et d'indicateurs publiquement mobilisés, procède maintenant à des arrestations massives. L'armée chinoise, née au feu d'une guerre populaire et antiimpérialiste, parachève sa dégénérescence historique en devenant protagoniste d'un massacre de ces masses populaires dont — malgré ses contradictions — elle avait été l'expression pendant des décennies.

Les sinistres personnages qui sont apparus à la télévision chinoise après le massacre, et en premier lieu, le vieux super-bureaucrate Deng Xiaoping, ont relancé, pour justifier leur crime, la vieille rengaine stalinienne : il fallait défendre l'Etat "socialiste" contre des contre-révolutionnaires qui voulaient restaurer le capitalisme. On ne saurait imaginer une falsification plus monstrueuse, une contre-vérité plus flagrante ! Fondamentalement, au delà de telle ou telle autre formule ou de tel ou tel autre symbole, le mouvement a revendiqué des droits démocratiques élémentaires contre l'oppression de la caste bureaucratique. Il a revendiqué la suppression des privilèges et de la corruption, des inégalités sociales croissantes.

Réformes marchandes et inégalités

Ce ne sont pas des nostalgiques du capitalisme qui luttent avec de tels objectifs et adoptent, pour les atteindre, des formes d'auto-organisation des masses ! Ce ne sont pas des nostalgiques du capitalisme qui unissent leurs voix pour chanter l'Internationale !

Les responsables du drame de la Chine sont les bureaucrates de la caste dominante. Quarante ans après la victoire de la révolution, aucune institution démocratique n'a été mise en place. Le sort du pays dépend des décisions que prennent les dirigeants d'un parti dépourvu de toute démocratie interne. C'est à cause de ces décisions que l'économie chinoise a connu crise sur crise, et ses contradictions, loin de s'atténuer, se sont davantage approfondies. Ce sont les bureaucrates qui ont expliqué que la solution des problèmes résidait dans l'introduction de l'économie de marché, qui ont fait des concessions sans précédent aux multinationales des pays capitalistes et ont encouragé le développement d'un secteur privé national, aussi bien dans l'industrie et le commerce, que dans l'agriculture. Ce sont eux qui ont porté des coups durs au niveau de vie de la majorité des ouvriers et des paysans, et provoqué la réapparition, pour la première fois depuis 1949, du fléau du chômage massif. Ce sont eux qui ont mené, et mènent, une politique de compromis avec l'impérialisme des Etats-Unis, au détriment des luttes révolutionnaires, en premier lieu en Asie, et dressent l'éloge des bourgeoisies d'Europe occidentale, voire de leurs représentants les plus réactionnaires.

Pour la démocratie socialiste

La Quatrième internationale, qui a toujours dénoncé avec force tous les crimes de la caste au pouvoir, est sans réserve aux côtés des étudiants, des ouvriers, des intellectuels et des paysans chinois. Elle est aux côtés de tous ceux et de toutes celles qui ont donné un exemple éclatant de combativité et d'initiative révolutionnaire, et qui, en s'appuyant sur leur expérience dramatique, contribueront à faire surgir cette direction révolutionnaire dont les événements de Pékin ont démontré encore une fois la nécessité. C'est une condition *sine qua non* pour que, dans les crises que la société chinoise connaîtra inévitablement dans l'avenir, soit posé concrètement le problème du renversement du pouvoir bureaucratique et de son remplacement par des institutions révolutionnaires démocratiques, visant à garantir l'auto-organisation des masses et une gestion de l'économie démocratiquement planifiée. ■

Mobilisation unitaire dans le monde entier pour arrêter la répression !
Soutien à la lutte des étudiants, des ouvriers, des intellectuels et des paysans chinois !
A bas la dictature bureaucratique !

Bureau du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale
10 juin 1989